

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

POSSIBILITÉS ET CONDITIONS

D'UNE

POLITIQUE IMPÉRIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 23 Mai 1938, à 13 h. 30

PAR

PIERRE LÉQUIME

Docteur en Droit,
Ancien attaché à la résidence générale du Maroc,
Inspecteur de la Compagnie d'assurances L'Urbaine et la Seine.

Président : M. SOLUS, professeur.

Suffragants { MM. MAUNIER, professeur.
DOLLÉANS, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1938

**POSSIBILITÉS ET CONDITIONS
D'UNE POLITIQUE IMPÉRIALE**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

POSSIBILITÉS ET CONDITIONS

D'UNE

POLITIQUE IMPÉRIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 23 Mai 1938, à 13 h. 30

PAR

PIERRE LEQUIME

Docteur en Droit,

Ancien attaché à la résidence générale du Maroc,

Inspecteur de la Compagnie d'assurances L'Urbaine et la Seine.

Président : M. SOLUS, professeur.

Suffragants { MM. MAUNIER, professeur.
DOLLÉANS, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1938



MANIBUS
CARISSIMI PATRIS
ET AMANTISSIMÆ MATRIS
FILIUS MEMOR
P. L.

AVANT-PROPOS

S'il est une thèse à soutenir, c'est bien de celle-là qu'il s'agit.

Que la France soit restée à l'écart des conceptions autarchiques qui ont tenté certains pays, question sans nul doute de bon sens; tôt ou tard, on paie l'égoïsme international.

Mais, n'est-ce pas voir juste que de plaider pour l'Empire ? N'est-ce pas aller à l'encontre d'une économie fermée, puisque, aussi bien, la vie impériale est inséparable du commerce international ?

A vrai dire, la cause n'a plus besoin de défenseur. Elle a montré d'elle-même une vitalité singulière. Au fur et à mesure que les liens internationaux se rompaient, il s'en tissait chaque jour de plus serrés entre la France et ses Colonies.

Mais un tel phénomène ne doit pas rester spontané. Il est besoin que toutes les énergies se tendent dans la réalisation d'un même programme ; qu'un idéal se crée, qui soit pour tous une obsession de tous les instants.

N'est-ce point aussi une impérieuse nécessité ? Ces Colonies qui ont été fertilisées de tant de sang français,

certains ne songent-ils pas à les prendre, prétextant d'une non-mise en valeur ¹ ?

Il est bien question de vaines querelles. Là-bas, dans la liberté des espaces que la paix française a ouverts aux bienfaits de la civilisation, il y a du pain pour tous.

Lorsque, il y a cinquante ans à peine, Seely écrivait son livre sur « L'expansion de l'Angleterre », pouvait-il imaginer la puissance qui serait un jour celle de l'Empire britannique ?

Si les quelques pages qui vont suivre, ont pu donner enfin conscience du grand édifice que doit être la France de demain, nous serons bien payés alors en songeant que « veiller au salut de l'Empire ² » c'était penser au prestige de notre pays.

1. *Esprit International*, 1^{er} juillet 1936, M. R. Karlowa. Le point de vue allemand dans la question coloniale.

Henri Hauser. La question des matières premières et la redistribution des colonies, *Rev. Econ. Int.*, janvier 1937.

Georges Hostelet. La question des revendications coloniales et la condition essentielle de la prospérité des nations, *Rev. Econ. Int.*, janvier 1937.

2. F. Pietri. Veillons au salut de l'Empire, *Ed. de France*, 1937.

PREMIÈRE PARTIE

LES DONNÉES DU PROBLÈME

CHAPITRE PREMIER

L'AMBIANCE

La Grande Guerre devait apporter dans le monde des perturbations profondes. Les graves événements d'ordre politique, social et financier qui en furent la conséquence ne pouvaient manquer d'avoir sur l'économie mondiale des répercussions que le recul des événements permet de juger, sinon d'apprécier à de justes proportions.

Dans un rapport remarquable, adressé en 1931 à la Sociétés des Nations, le professeur Bertil Ohlin en traçait le tableau suivant :

« La guerre, disait-il, ainsi que les changements et les perturbations qui l'ont immédiatement suivie ont affecté profondément la situation économique et l'activité du monde entier. En Europe, la destruction des richesses a atteint des proportions sans précédent ; dans un grand nombre d'industries des usines nouvelles en excédent des nécessités normales ont été créées pour faire face aux besoins nouveaux de la guerre ; les systèmes monétaires ont été désorganisés et les dettes publiques se sont accrues dans des proportions énormes ; l'accumulation des capitaux a été entravée par l'inflation ; la Russie a complètement modifié son système économique et social ; de nouvelles divisions territoriales ont été établies. Dans d'autres continents la superficie des terres affectées aux principales

récoltes alimentaires s'est accrue rapidement ; de nouvelles industries ont été créées par des pays qui constituaient autrefois des débouchés pour les produits européens ; les États-Unis d'Amérique de débiteurs qu'ils étaient sont devenus créanciers pour des montants considérables. Entre tous les pays la liberté des échanges a fait pour longtemps l'objet de restrictions légales ¹. »

Sans doute depuis lors d'autres faits sont intervenus qui ont, j'allais dire, emporté leur pierre de l'édifice contribuant ainsi à ruiner l'ensemble harmonieux qui était celui de l'équilibre d'autrefois.

Car, il y avait harmonie et équilibre dans le monde d'avant-guerre ou fonctionnait un système remarquable de compensations.

En Europe, tout d'abord, où régnait le vieux conceptas du droit des gens que l'on traduisait précisément par le terme « d'Équilibre Européen ». Il était fait sans doute d'éléments juridiques et l'histoire de ses vicissitudes est pleine d'angoisse pour notre pays. Fondé sur la rivalité atavique des slaves et des germains, il fut dans le passé, il reste pour l'avenir inséparable de la grandeur française.

Mais c'est surtout d'un point de vue économique qu'il faut l'envisager ici. Semblable à quelque Mercure de l'antiquité, il présidait à un système harmonieux d'échanges que l'on retrouvait à un degré moindre à l'intérieur de certains pays complets comme la France. C'est que le continent formait une unité complémentaire. Entre son occident, à caractère industriel et son orient agricole, des courants commerciaux s'étaient normalement établis.

1. Louis Tisseau, Attaché commercial de France au Danemark. « La France dans la crise mondiale, *Conférence faite à l'Association Commerciale de Copenhague*, le 8 mars 1933.

L'on pouvait alors observer dans les grands ports, à Anvers par exemple « ce miracle des échanges qui apportaient la vie à bon compte dans toute cette partie de l'Europe occidentale ; les armateurs de navires dont les cales étaient bondées de blé de la mer Noire le transportaient pour presque rien d'où le pain à bon marché, parce qu'ils étaient assurés de recevoir en retour des chargements généraux, des « General Cargoes », produits fabriqués à emporter par eux aux quatre coins du monde¹ ».

En effet malgré leur importance, les transactions entre États européens n'excluaient pas celles du vieux continent avec les autres secteurs économiques du globe.

L'Europe, pays de vieille civilisation, trouvait naturellement des débouchés pour ses produits manufacturés dans l'immense clientèle de l'Asie et de l'Amérique latine. Elle en recevait en retour les produits alimentaires et les matières premières nécessaires à la marche de ses usines.

L'Amérique du Nord, déjà industrialisée, exportait en Europe une partie de sa production complémentaire de celle du vieux monde et pour le surplus elle s'était assuré en Chine, où elle avait proclamé le principe de « La porte ouverte », un débouché d'une importance considérable.

C'était un ensemble complexe, un mécanisme bien ordonné où selon l'expression de M. Élie Halévy « Une république mercantile Internationale » dont Londres était la tête avec sa cité, son port, sa bourse où s'opérait et se centralisait la majeure partie du trafic qui se soldait en livres, monnaie de compte universelle. Elle avait suscité de gros espoirs, dans la seconde moitié du XIX^e, en un

1. Léon Hennebicq. « Le Commerce International et l'organisation des échanges », dans *Revue Economique Internationale*, juillet 1934.

temps ou, sous l'influence de Richard Cobden et de Bright, la doctrine du libre-échange sembla triompher dans la majorité des pays et où la France elle-même, gagnée pour un temps au libéralisme, passait avec l'Angleterre, le fameux traité Michel Chevalier Cobden de 1860, bientôt suivi de plusieurs autres.

Cependant des symptômes alarmants se révélaient déjà. En dehors des crises périodiques, provoquées par des variations locales de la production ou de la consommation et qui étaient moins redoutables du fait que le mécanisme d'ensemble n'était pas atteint ; il était à prévoir que les pays extra-européens, dont le développement industriel se poursuivait avec les moyens que nous leur fournissions libéralement, cesseraient un jour d'être des débouchés, pour devenir des concurrents.

La guerre confirma ces craintes et rompit tout l'équilibre. L'harmonie qui réglait autrefois les relations économiques entre les nations se trouva désormais complètement bouleversée.

*Un Monde Nouveau*¹ était né dans lequel les divers éléments ne se compensaient plus.

En Europe des pays de culture créèrent une industrie. Les uns sous la pression des événements, les autres comme la Russie Soviétique, en vertu d'un plan concerté. Dès lors leurs marchés furent formés aux vieilles nations industrielles du continent. Quant aux anciens débouchés agricoles, ils ne tardèrent pas à être submergés par les céréales exotiques dont la concurrence devint vite mortelle pour nos producteurs continentaux.

Dans le nouveau monde, les États-Unis atteignent alors

1. Isaiah Bowman. *Le Monde Nouveau*, Payot.

à l'apogée de leur puissance. Une longue neutralité les a prodigieusement enrichis. En face d'eux, les États européens apparaissent désormais dans la situation amoindrie de débiteurs. Leurs hommes d'État se sont posés en arbitres, dans la négociation de la Paix ; leurs financiers ont apprécié souverainement la capacité contributive des vaincus et organisé le régime des réparations ¹.

Non content de cette manifestation d'impérialisme, si peu conforme à la doctrine de Monroë, *l'oncle Shylok*, prétend à l'avenir exercer seul son emprise sur les États de l'Amérique latine. La Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, autrefois fournisseurs exclusifs de ces pays, voient aujourd'hui leur chiffre de ventes dépassé par celui des États-Unis et l'influence morale que nous exerçons dans cette partie du monde, n'aura bientôt plus que la valeur d'un souvenir ².

Sans doute, l'Asie demeure, avec ses populations innombrables, ses civilisations vieilles comme le monde ; mais c'est là précisément qu'il faudra situer demain le second acte de la tragédie dont nous n'avons vécu jusqu'ici que le prologue.

Lorsque l'amiral américain Commodore Perry imposa en 1853 l'ouverture des ports japonais aux nations étrangères, il ouvrit en même temps le Japon féodal à l'influence des civilisations occidentales ³.

1. Octave Homberg. *L'impérialisme américain*, Plon.

2. Charles Lesca. Amérique du Sud 1936, *Je suis partout*, novembre-décembre 1936.

Julien Durand. L'évolution économique de l'Amérique du Sud, dans *Revue Economique Internationale*, mars 1936.

Le Conseiller du Commerce extérieur, novembre-décembre 1935, « L'enquête en Amérique du Sud ».

3. Le Japon mérite une étude spéciale en raison des problèmes économiques qu'il pose pour l'Empire français, au Maroc par exemple.

Les faits, depuis cette date, ont marché à grands pas. 1904, c'est Moukden et Tsou-Shima, l'Asie toute entière tressaille à la victoire des Japonais et Victor Bérard peut écrire : « Au delà même de la Chine, il semble que dans toute l'Asie les espions et les émissaires du Japon soient allés tâter la conscience asiatique. Au Siam, dans l'Inde, au Turkestan, en Perse, à Constantinople même, ils vinrent mesurer la patience et la résignation qui maintiennent encore l'Asie sous le joug européen. « L'Asie aux asiatiques » allaient-ils répétant, ce qui voulait dire « l'Asie aux Japonais ¹. »

Moins de trente ans après, la Mandchourie est envahie, l'état du Mandchoukouo est créé et le Japon quitte la Société des Nations, en manifestant sans détour sa volonté d'avoir le champ libre en Extrême-Orient.

Son développement économique devait marcher de pair, avec un tel accroissement d'influence politique. Après quelques années d'illusions trompeuses, inspirées de nos méthodes occidentales, le Japon est revenu à l'esprit du *Bushido*, Code des Samouraï, qui groupe le peuple entier en une même famille dont le Mikado est le chef ². C'est cette ambiance patriarcale qui explique l'essor remarquable et sans heurt d'une industrie à laquelle la guerre mondiale ne devait pas tarder à assurer des débouchés. « L'Angleterre, la France, l'Italie, l'Amérique et l'Allemagne entraînées dans le tourbillon de la catastrophe ont cessé de jouer un rôle prépondérant dans les industries manufacturières du monde. En conséquence le Japon est resté le seul fournisseur à même de combler sur le marché d'Extrême-

1. Victor Bérard. *La révolte de l'Asie*.

2. Ledermann. « L'essor de l'Industrialisation au Japon ». *Revue Economique Internationale*, mars 1935.

Orient le manque de produits fabriqués et même d'exécuter les commandes des Alliés. Dans ces conditions pendant les quatre années écoulées de 1915 à 1918 une balance commerciale favorable a été réalisée et a dépassé 1.400 millions de yens » ¹. »

La question des débouchés demeure toutefois vitale pour ce pays essentiellement industriel. Il possède d'ailleurs, pour la lutte des armes redoutables dont il sait jouer avec dextérité.

Gros consommateur de matières premières, il s'est fait une règle de ne passer ses commandes qu'à ses propres clients et l'efficacité d'une telle méthode, en période de crise, est souveraine. Mais c'est surtout le faible prix de revient du produit japonais qui en fait un rival dangereux. Non seulement il lui permet de supporter sans crainte des frais de transport élevés, pour venir concurrencer sur place nos productions nationales, mais aussi et surtout d'atteindre des couches de consommateurs dont le pouvoir d'achat est minime ce qui est la règle générale dans les pays coloniaux où la question du dumping japonais se pose avec une acuité croissante pour nos produits européens ².

L'Asie toutefois reste l'objet de sa sollicitude. « Le milliard de consommateurs des Indes, de la Chine, des Indes Néerlandaises, de l'Australie, des Iles du Pacifique est recherché par les dirigeants de l'Économie japonaise. Le commerce s'était autrefois basé sur deux axes : Tokio-

1. Mandchukuo Year Book, 1933.

2. Martelli Chautard. « L'expansion japonaise en Afrique », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1934.

Les conséquences du développement économique japonais pour l'empire français. Groupe d'études du Pacifique, sous la présidence de M. Demangeon.

New-York et Tokio-Londres. C'était une grande ligne de longitude de pensées et de trafic. Aujourd'hui les vues ont changé. Le Japon a pris conscience de son rôle en Asie et entend l'exercer dans l'ordre commercial ¹... » Ses pionniers ont entrepris la mise en valeur de la Chine dont les ressources sont immenses et s'ils parviennent à l'arracher à l'état d'anarchie où elle est plongée, depuis de nombreux siècles, il est à craindre que l'Asie qui a connu naguère les civilisations les plus brillantes ne redevienne le centre économique du Monde.

*
* *

Il est possible, qu'une de ces crises cycliques dont M. Clément Juglar se fit l'analyste, à la fin du siècle dernier, fut en marche au moment où éclata la guerre mondiale ; la vérité est, qu'un milieu ainsi préparé devait être un terrain de choix pour son développement ².

C'est sous la double forme, d'une crise des prix et d'une crise monétaire qu'elle apparaît tout d'abord.

La baisse de prix des produits agricoles semble en avoir été la cause déterminante et cela est si vrai que quelques années plus tard lors de la conférence de Londres, le général Murphy, expert américain, ira jusqu'à dire : « Résoudre le problème du blé c'est résoudre le problème de la crise mondiale ³. »

C'est que, de nouveaux centres se sont créés hors

1. Pierre Lyautey. *Chine ou Japon*, p. 93.

2. Clément Juglar. *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis*, 2^e éd., 1889.

3. Bertrand Nogaro. « Le marché mondial du blé et la crise », dans *Revue Politique et Parlementaire*, 10 mai 1935.

d'Europe qui produisent maintenant à bas prix non seulement les céréales et les matières premières essentielles mais aussi tous les produits alimentaires de première nécessité que les progrès de l'industrie frigorifique permettent désormais de transporter à des distances considérables.

La fermeté relative des prix dans les pays de l'ancien monde en particulier en France, devait inciter ces nouveaux producteurs à y rechercher des débouchés avantageux. Ce ne pouvait être sans péril pour notre économie tout entière et des mesures gouvernementales s'imposèrent d'extrême urgence. Il ne pouvait être question de relever immédiatement les droits de douane consolidés en général dans des traités de commerce. On prit donc la décision de réglementer directement les importations en les renfermant dans des limites, des contingents, basés sur les chiffres des années normales 1927 à 1929.

A vrai dire, la doctrine du libre-échange, avait subi un recul sensible depuis un certain temps déjà.

Les États-Unis à partir de 1867, l'Allemagne dès 1879 étaient revenus à un système de protection. La Grande-Bretagne adopta en 1919 le régime de préférence coloniale dont Joseph Chamberlain s'était fait le défenseur et la conférence d'Ottawa en 1932 l'étendit aux différentes parties de l'Empire britannique.

En France, les lois du 11 juin 1892 et du 29 mars 1910 rompent définitivement avec le libéralisme et consacrent le régime du double tarif autonome. Les nécessités de la guerre et de l'après-guerre viennent d'abord aggraver cet état de choses et les diverses mesures prises au cours de cette période trouvent leur expression définitive dans

une loi promulguée le 28 décembre 1928. La conclusion d'accords commerciaux marque cependant un temps d'arrêt et un retour à une conception plus libérale. Mais à partir de 1929 la baisse des marchandises étrangères commande l'application d'un protectionnisme renforcé. Inauguré en mars 1931, le procédé des contingentements s'étend bientôt à plus de 1.700 produits et l'étranger ne tarde pas à nous suivre dans une voie qui va être celle des représailles douanières et de la guerre économique¹.

Dès lors les avantages de la division internationale du travail qui avaient fait la prospérité du siècle précédent disparaissent peu à peu.

La volonté des États se substitue à celle des particuliers dans la conclusion des marchés et si nous nous reportons aux études de Sumner Maine² c'est, à n'en pas douter, un recul de civilisation.

Les poussées nationalistes, viennent encore accroître ces tendances à l'autarcie en postulant pour chaque État la possibilité de vivre en économie fermée.

En peu d'année le monde est revenu à un système économique qui rappelle assez bien celui du moyen âge.

* * *

La décadence financière de l'Europe n'a pas été étrangère à ce résultat.

1. Jean Weiller. « Principes et répercussions du contingentement des importations d'après l'exemple français », dans *Revue Economique Internationale*, juin 1932.

Roland Maspétiol. « Les tendances récentes de la politique douanière française », dans *Revue Economique Internationale*, août 1932.

2. Henry James Sumner Maine. « Dissertation on early law and custom 1880 », *Lectures on the early history of institution* 1875.

C'est que la crise des prix se double d'une crise monétaire et les deux phénomènes réagissent l'un sur l'autre en s'aggravant mutuellement.

Pendant tout le cours du siècle précédent, l'Europe avait été le banquier du Monde. Chaque année ses capitalistes investissaient dans les entreprises d'outre-mer, des sommes que le professeur Alberto Beneduce, estime avoir atteint le total de 40 milliards de dollars en 1914.

Elle en tirait des revenus, qui étaient notablement supérieurs à ses achats dans ces mêmes pays et sa balance commerciale demeurait constamment favorable.

La guerre donna le coup de grâce, à cette situation privilégiée. Pour faire face aux nécessités de la défense nationale, les États belligérants rapatrièrent leurs capitaux et mangèrent le fonds avec le revenu. Ils s'endettèrent au delà de leurs possibilités financières, tandis que leurs créanciers grisés de richesses, suréquipaient une industrie qui se trouvera bientôt aux abois faute de débouchés ; ruinée par suite du non-renouvellement des crédits à court terme avec lesquels elle avait été en général financée.

Ajoutons à ce total plus de 40 milliards de francs-or engloutis en Russie ¹, à la suite de la révolution d'octobre et nous aurons une faible idée de la masse de capitaux définitivement perdus.

L'appauvrissement qui en est résulté pour le monde entier est immense et l'effondrement général des monnaies ne sera qu'une conséquence de cette série de catastrophes.

Inflation, cours forcé, stabilisation à un taux inférieur, moratoires représentant avec quelques variantes,

1. Selon les statistiques de l'Institut des recherches économiques soviétiques.

l'histoire financière de chacun des pays au cours des dernières années.

Les dévaluations successives, l'instabilité des changes, les restrictions concernant l'exportation des devises et l'importation des marchandises ont créé une atmosphère d'insécurité telle que le crédit international en est définitivement ébranlé.

* * *

Aux espérances de l'après-guerre devant une production croissante succède désormais une angoisse sans précédent.

La surproduction et la mévente génératrices du chômage ont fait sentir leurs atteintes dans tous les pays et la crise prend de jour en jour une tournure sociale qui retient l'attention de tous.

Le protectionnisme avait ouvert une première brèche dans l'économie libérale. Ce nouvel aspect des événements, oriente de plus en plus les gouvernements vers les systèmes d'économie dirigée.

L'Italie et l'Allemagne ont ouvert la voie ; les autres pays suivent le mouvement.

Deux conceptions s'affrontent, inconciliables en apparence, qui ne sont en réalité que des expressions différentes d'un même état totalitaire. Si l'on fait abstraction de la question d'appropriation des biens, il reste que l'une fait le plus grand cas des valeurs morales qui sont niées par l'autre ; mais les deux se caractérisent également par l'intervention croissante de l'état dans tous les domaines de la vie économique et sociale, la négation à peu près absolue de la liberté du commerce et de l'industrie.

Qu'il s'agisse de marxisme ou d'hitlérisme, nous assistons à un développement continu du fonctionnarisme, à un accroissement exagéré des charges fiscales, à l'absorption progressive de l'épargne privée par la collectivité publique.

L'histoire nous montre partout les mêmes symptômes au déclin des civilisations.

Aussi bien, les résultats sont loin de correspondre aux espérances. La structure économique du monde sera probablement fort différente de celle que nous avons connue. En voulant maintenir artificiellement des branches d'activité surannées, faire revivre des courants rompus, on n'a fait trop souvent qu'aggraver l'état de choses présent, que fausser définitivement les conditions normales du mécanisme économique ¹.

N'est-ce pas d'ailleurs, aller à l'encontre des fonctions supérieures d'un État qui doit souverainement orienter les activités, sans chercher à les modifier et moins encore à les suppléer ?

* * *

Que le commerce international, que les importations invisibles résultant du tourisme aient été influencés par

1. Les répercussions internationales de cet étatisme croissant ont été mises en lumière lors des conférences de Milan en 1932 et de Londres en 1933 organisées sous les auspices de la Société des Nations par « La Conférence des institutions pour l'étude scientifique des relations internationales. »

Elle trouve son origine dans une réunion tenue à Berlin en 1928 par l'Institut International de Coopération intellectuelle au siège de la « Deutsche Hochschule Für politik ». Elle tint successivement ses assises à Londres en 1929, à Paris en 1930, à Copenhague en 1931.

Les travaux de la conférence de Milan sont condensés dans un volume intitulé *L'état et la vie économique*, Paris 1932, qui reproduit en particulier les exposés remarquables de M. Célestin Bouglé et de M. le Professeur Roger Picard.

cet ensemble de faits ne peut sembler étonnant ¹. Ce qui l'est moins encore c'est l'inefficacité des moyens employés pour y apporter remède.

Depuis 1927 cependant, de nombreux efforts avaient été tentés pour arriver à restaurer l'équilibre mondial.

L'interdépendance des peuples est proclamée à Bruxelles, à Spa, à Gênes, à Genève, à Lausanne, sans toutefois que l'on puisse arriver à concilier des éléments devenus antagonistes.

L'ouverture d'une nouvelle conférence internationale à Londres en 1933 avait suscité de très gros espoirs. Son ordre du jour avait été minutieusement établi ², son champ d'action bien déterminé. Malheureusement son activité devait être absorbée à l'origine par les problèmes monétaires posés par la dévaluation systématique du dollar et une « suspension » opportune cacha un lamentable échec ³.

Les efforts tentés pour discipliner au moins l'ancien monde n'avait pas eu plus de succès.

Pour des raisons économiques ou douanières, financières ou monétaires, plusieurs blocs s'étaient séparés que l'on avait tenté de rapprocher sans succès à Bucarest, à Varsovie, à Genève et à Stresa.

Frappés du désordre dans lequel nous vivons, certains se sont demandés si l'instrument des échanges lui-même n'était pas défectueux. L'étalon-or est-il bien adapté

1. Voir Enquête ouverte par le Comité National des Conseillers du Commerce extérieur de la France sur les moyens d'aider au développement de notre commerce extérieur, n° janvier 1936.

2. D. F. Eulenberg (Professeur à l'école des H. E. C. de Berlin). « Le programme de la conférence économique mondiale de Londres », dans *Revue Economique Internationale*, de juin 1933.

3. R. Maspétol. « La position de la France à la Conférence de Londres », dans *Revue Economique Internationale*, juillet 1933.

à son rôle de commune mesure dans la vie économique moderne ¹ ?

La guerre avait mis en relief les inconvénients de l'instabilité monétaire ; dans les années qui suivirent on voulut non seulement y apporter remède mais encore en tirer des avantages. La conception de « la monnaie dirigée » eut des adeptes dans différents pays ².

Aux États-Unis elle donna lieu à un mouvement de fait. Après la crise de 1920 et la période de stérilisation de l'or, les Banques Fédérales de Réserve furent amenées à pratiquer une politique « of open market operations » pour juguler la baisse des prix. C'est l'origine du système cher à Irving Fisher et de l'action de la « Stable money association ».

En Europe nous la trouvons liée à un mouvement d'idées. Léon Walras avait déjà envisagé la possibilité d'adjoindre un billon d'argent régulateur, au monométallisme or ; désormais c'est au contrôle de la production de l'or que l'on songe et les noms de Cassel, Anderson, Lehfeldt, Gregory, Hawtray, Keynes, s'évoquent d'eux-mêmes ³.

Mais c'est surtout à partir de 1931 que tous les regards se tournent vers les manipulations monétaires.

1. Fabrice Allize. « Autour de l'abandon de l'étalon-or », *Revue Economique Internationale*, mai 1932.

Frédéric de Felliver, Professeur à l'Université de Budapest. « L'or et la crise économique mondiale », *Revue Economique Internationale*, juin 1932.

2. E. Teilhac. « Les fondements nouveaux de l'économie », *Nationalisation et monnaie dirigée*, Rivière, 1932.

3. J. Maynard Keynes. « A tract on monetary reform », London, 1923.

R. C. Hawtray. « Currency and credit », *Trade and credit*, Gold Standard, London, 1923.

G. Cassel. *La monnaie et le change après 1914*, Paris, 1923, Girard.

L'abandon de la parité-or par la livre sterling et les dévaluations des monnaies de tout un groupe de pays, la chute volontaire du dollar en 1933 opposent désormais les pays du bloc-or aux pays à monnaie dévaluée.

Si la dématérialisation progressive de la monnaie est un fait ¹, la dévaluation est un système qui représente dans l'esprit de ses doctrinaires une véritable prime aux exportations, un facteur essentiel de relèvement économique.

Malgré l'hostilité de l'opinion publique tout entière ² la France sous l'influence de M. Paul Reynaud entrera dans cette voie en septembre 1936. Elle sera suivie par les derniers pays fidèles au principe de l'étalon-or.

Il n'apparaît pas jusqu'à présent que les résultats escomptés correspondent aux espérances. Le « facteur psychologique » de l'opération dont les dévaluateurs avaient fait bon marché semble seul jouer et les prix intérieurs accusent une hausse croissante ³. Par contre, la balance commerciale ne s'est pas améliorée ; son déficit visible s'est même fortement aggravé et atteint fin 1937 la somme de 18.380.307.000 francs contre 9.944.000.000

1. Teilhac, précité.

2. Bertrand Nogaro. « Le problème de la dévaluation en France », *Revue Economique Internationale*, janvier 1935.

Eugène Mathon. « Déflation ou dévaluation », *Journée Industrielle*, 19-20 août 1934.

P. Duchemin. « Y aurait-il intérêt à dévaluer le franc ».

Charles Bour. « La dévaluation du franc devant l'opinion française », *Revue Economique Internationale*, février 1935.

René Gast. « La dévaluation ne remédie à rien », *Le mois*, juillet 1935.

3. *Bulletin de la Statistique générale*, t. XXVI, Fascicule II, janvier-mars 1937, p. 239. « Enquêtes et travaux de la statistique générale de la France et du service d'observation des prix ». Mouvements comparés des prix de gros et des prix de détail des denrées alimentaires à Paris.

francs en 1936 et 5.478.000.000 francs en 1935 ¹.

Quant aux espoirs qui sont fondés, sur ces altérations monétaires pour la reprise du commerce international, ils semblent fragiles si l'on songe, comme le fait remarquer si justement M. Charles Rist, que la stabilité des monnaies en constitue précisément un des facteurs essentiels et parmanents ².

1. André Mertens. « La dévaluation et ses conséquences pour le rétablissement des échanges », *Revue Economique Internationale*, octobre 1936.

Florian Delhorbe. » L'alignement monétaire ou le sens d'une faillite internationale », dans *Revue Economique Internationale*, novembre 1936.

Quand Même, Directeur Armand Megglé, 77 rue des Saints-Pères, Paris, mars 1938.

2. Charles Rist. « L'adaptation du régime douanier », *Le Conseiller du Com. Ext.*, octobre 1936.

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE L'IDÉE D'EMPIRE

La vie des peuples comme celle des hommes comporte parfois de rudes épreuves dont il leur appartient de retirer le bénéfice.

Brusquement isolée, obligée à se replier sur elle-même en recherchant plus intimement dans ses ressources personnelles tout ce dont elle aura besoin pour faire face à un siège de quatre années, la France, en 1914, tournera instinctivement ses regards sur son empire colonial, « ce quelque chose de très loin là-bas en plein soleil » que de grands cœurs lui avaient acquis presque à son insu et que l'on avait considéré jusque-là avec un mélange de scepticisme et de dérision.

Les yeux s'ouvrirent alors. « De ces terres lointaines ils ont vu venir les grands vaisseaux apportant, à pleines carènes, près d'un million de combattants et de travailleurs indigènes et les ressources de toutes sortes que les colonies filiales tendaient à leur patrie au combat. Dès lors l'opinion publique a pressenti, entrevu, deviné la vitalité et la richesse coloniales et discerné la valeur des garanties qu'elles représentaient pour l'avenir français. L'idée, l'image, peu à peu s'est précisée dans les esprits

d'une entité nouvelle où la Patrie continentale et les Frances d'outre-mer, sinon confondues du moins étroitement solidarisées, composeraient la force réelle d'une plus grande France appuyant sa sécurité non plus sur 40 millions mais sur 100 millions d'êtres humains et pouvant demander toutes les nourritures de sa vie à l'ensemble d'un domaine vingt fois grand comme la patrie maternelle »¹.

Que la guerre ait servi la cause coloniale trop longtemps méconnue et pas encore gagnée peut-être, cela n'est que justice si l'on considère la contribution qui nous fut apportée à cette occasion par nos possessions d'outre-mer.

800.000 hommes — près de 700.000.000 francs — 2.500.000 tonnes de marchandises, tels dont les chiffres que nous donnait Albert Sarraut et qu'il importe plus que jamais de mettre en relief en regard des difficultés actuelles.

N'y a-t-il pas d'ailleurs à vingt ans d'intervalle une profonde analogie entre ces heures tragiques vécues alors et les problèmes des temps présents ?

Ne sont-ils pas la résultante d'un état de choses que l'on traduit précisément par l'expression de « guerre économique » et n'est-ce pas une fois encore vers nos colonies que doivent se tourner toutes nos espérances ?

*
* *

Or, s'il est un fait qui mérite de retenir l'attention lorsqu'on étudie le commerce extérieur de la France,

1. Albert Sarraut. *La mise en valeur des colonies françaises*, Payot, 1923.

c'est la progression continue des échanges franco-coloniaux¹.

Des chiffres sont nécessaires. Nous les empruntons au « Bulletin de la Statistique Générale de la France ». Si l'on fait abstraction de l'élément de trouble apporté dans les comparaisons par la dévaluation survenue en fin d'année 1936, il reste que le mouvement global de nos transactions en 1937 a été de 66.250.789.000 francs.

Dans ce chiffre, les colonies, protectorats et territoires sous-mandat figurent pour une somme de 17.111.876.000 francs, dont :

10.336.161.000 francs aux importations, et

6.775.715.000 francs aux exportations.

ce qui représente près du 1/3 de nos transactions commerciales.

Le tableau suivant permet à cet égard une comparaison utile entre les années 1936 et 1937² :

(Valeurs en millions de francs.)

IMPORTATIONS	1936		1937	
	Total.	Dont Colonies françaises.	Total.	Dont Colonies françaises.
Au total	42.316	10.336	25.414	7.252
Objets d'alimentation.	10.727	7.342	7.797	5.464
Matières pour l'industrie	25.132	2.843	13.787	1.697
Objets fabriqués	6.457	150	3.830	91

1. Le Commerce de la France avec ses possessions d'outre-mer, *Bulletin de l'A. F.*, juillet 1933.

Le Commerce extérieur de la France au début de 1934, Julien Durand, dans *Revue Economique Internationale*, mars 1934.

Métropole et empire colonial. A. Buffet, *Revue des Deux Mondes*, mars 1935.

Les échanges franco-coloniaux, Olivier Pichot, *l'Economiste Français*, juillet 1935.

La France et son commerce impérial, James Laguerre, dans *Quand même*, organe mensuel du Centre d'expansion française, janvier 1937.

2. Présidence du Conseil. *Bulletin de la Statistique Générale de la*

EXPORTATIONS	1935		1936	
	Total.	Dont Colonies françaises.	Total.	Dont Colonies françaises.
Au total	23.935	6.776	15.492	5.164
Objets d'alimentation.	3.373	1.231	2.478	974
Matières pour l'industrie	8.427	924	4.463	614
Objets fabriqués et colis postaux	12.135	4.621	8.551	3.576

L'augmentation que l'on constate est donc sensible dans tous les domaines. Elle est suffisamment rapide pour que l'on puisse la suivre de mois en mois ¹. Il suffit pour s'en rendre compte de se reporter au tableau annexe ci-après (p. 36) représentant la répartition du commerce de la France par groupes de marchandises.

D'autre part, si nous remontons quelques années en arrière et chiffrons en pourcentage le volume de ces transactions, nous observons qu'elles obéissent à une progression continue.

Avant 1913, les échanges entre la Métropole et les Colonies oscillaient, selon les années, entre 9,75 p. 100 et 10,50 p. 100 aux importations ; 11,92 p. 100 et 12,80 p. 100 aux exportations.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
	p. 100	p. 100
En 1925, ces pourcentages sont de .	10,50	14,6
En 1928 nous atteignons.	12,6	16,3
En 1929 —	12,0	18,9
En 1930 —	12,4	20,7
En 1931 —	14,7	24,0
En 1932 —	20,9	31,5
En 1933 —	23,7	32,4
En 1934 —	25,3	30,9
En 1935 —	25,7	31,6 ²

France et du Service d'observation des prix, t. XXVII, fascicule II, janvier-mars, 1938, p. 177.

1. *Ibid.*, suppléments mensuels de l'année 1937 et 1938.

2. *Revue d'économie politique*, mai-juin 1937, p. 987.

TABLEAU ANNEXE

RÉPARTITION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE PAR GROUPES DE MARCHANDISES

1937. Valeurs en millions de francs.

IMPORTATIONS	JANV.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOUT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	1938 JANV.
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets d'alimentation.	886	1.004	790	830	759	845	776	780	842	957	1.010	1.249	965
Matières pour l'industrie.	4.959	2.486	4.898	4.986	4.839	2.466	4.879	1.864	2.413	2.209	2.338	2.699	2.369
Objets fabriqués.	474	494	539	484	453	646	545	517	534	554	583	594	558
Total.	3.319	3.684	3.227	3.297	3.051	3.707	3.200	3.458	3.486	3.720	3.934	4.539	3.892
Dont :													
De l'étranger.	2.524	2.760	2.531	2.556	2.369	2.888	2.443	2.342	2.580	2.753	2.929	2.338	2.979
Des colonies françaises.	798	924	696	744	682	819	757	846	906	967	1.002	1.204	913
EXPORTATIONS													
Objets d'alimentation.	283	237	266	277	255	245	246	229	269	342	352	368	344
Matières pour l'industrie.	575	610	608	735	622	744	658	668	772	845	804	792	869
Objets fabriqués.	945	848	963	964	882	1.011	968	964	1.033	1.178	1.229	1.186	1.272
Total.	1.773	1.695	1.837	1.973	1.759	1.997	1.872	1.861	2.074	2.365	2.382	2.346	2.452
Dont :													
Vers l'étranger.	1.179	1.166	1.307	1.429	1.267	1.436	1.370	1.304	1.533	1.749	1.764	1.662	1.822
Vers les colonies françaises.	594	529	530	544	492	561	502	560	541	616	624	684	630

Enfin, en 1936, notre domaine d'outre-mer absorbe 28,5 p. 100 de nos importations et 33,4 p. 100 de nos exportations, soit plus du quart de nos transactions commerciales au lieu du huitième en 1928.

Bien que la valeur de ces chiffres ne puisse échapper à personne, l'impression qui s'en dégage demeure cependant incomplète. Pour leur donner leur véritable signification il est nécessaire de situer chacune des colonies françaises dans la liste des clients et fournisseurs de la Métropole.

En tête des pays de destination vient l'Algérie qui, à l'heure actuelle, nous achète plus que la Grande-Bretagne. Elle est passée du cinquième rang, en 1927, au quatrième en 1928 et elle se maintient en tête de liste depuis l'année 1932.

Pendant la même période, la Tunisie s'est élevée du treizième rang au huitième rang, Madagascar, du dix-neuvième au seizième ; l'Indochine, du onzième au neuvième ; l'A. O. F., du quizième au douzième rang suivie de près par le Maroc qui se classe désormais au treizième rang tandis que la Syrie vient à égalité avec les Indes anglaises.

Notre commerce extérieur en 1937.

1° Les clients de la France.

PRINCIPAUX PAYS de destination en 1937.	EXPORTATIONS de France (millions de francs).
Allemagne	1.414.659
Argentine	534.456
Australie	73.733
Autriche	149.649
Brésil	188.523
Bulgarie	28.880
Canada	138.828
Chine	131.609

PRINCIPAUX PAYS de destination en 1937.	EXPORTATIONS de France (millions de francs).
Danemark	109.413
Egypte	483.305
Espagne	424.167
Esthonie	16.220
Etats-Unis	4.535.449
Finlande	98.387
Grande-Bretagne	2.720.703
Grèce	63.797
Hongrie	27.854
Indes Anglaises	118.959
Indes Néerlandaises	77.615
Irlande	32.427
Italie	629.640
Japon	161.180
Lettonie	18.727
Lithuanie	60.284
Malaisie britannique	38.567
Maroc Espagnol et Canaries	2.432
Norvège	185.702
Pays-Bas	831.799
Pologne	187.665
Portugal	133.494
Roumanie	211.466
Suède	354.376
Suisse	1.446.167
Tchécoslovaquie	421.291
Turquie	52.579
Union Économique Belgico-Luxembourgeoise	3.144.897
U. R. S. S.	112.592
Union Sud-Africaine	79.575
Yougoslavie	70.468
Autres pays étrangers	949.382
Total des pays étrangers	17.159.526
Afrique Occidentale Française	552.279
Algérie	3.288.922
Indochine	739.276
Madagascar et dépendances	291.453
Maroc français	482.955
Syrie mandat français	114.418
Tunisie	798.640
Autres colonies et protectorats	507.772
Total des colonies, protectorats, mandats	6.775.715
Total général	23.935.241

Sur la liste des fournisseurs, l'Algérie a enregistré

une progression analogue. Elle est passée de la quinzième place en 1927 à la deuxième en 1937, tandis que l'Indochine s'élevait de la quatorzième à la sixième, le Maroc de la dix-septième à la treizième, la Tunisie de la seizième à la quatorzième, l'A. O. F. de la onzième à la huitième et enfin Madagascar de la vingt-deuxième à la vingt et unième place. Il y a lieu toutefois de noter par rapport à 1936 une régression consécutive à notre défaut de politique coloniale; nous remarquons avec regret que l'Algérie cède aux États-Unis la première place qu'elle occupait depuis 1932.

2° *Les fournisseurs de la France.*

PRINCIPAUX PAYS d'origine en 1937.	IMPORTATIONS en France (millions de francs).
Allemagne	3.247.248
Argentine.	941.936
Australie	1.267.476
Autriche	244.112
Brésil.	604.077
Bulgarie.	25.367
Canada	525.786
Chine.	327.511
Danemark.	90.816
Egypte	540.841
Espagne.	315.045
Esthonie	40.974
Etats-Unis.	3.999.714
Finlande	448.540
Grande-Bretagne.	3.379.801
Grèce.	61.814
Hongrie.	91.576
Indes Anglaises	1.162.426
Indes Néerlandaises	361.133
Irlande	5.794
Italie	570.614
Japon.	338.377
Lettonie.	29.220
Lithuanie	49.444
Malaisie britannique	596.709

PRINCIPAUX PAYS d'origine en 1937.	IMPORTATIONS en France (millions de francs).
Maroc Espagnol et Canaries.	2.408
Norvège.	305.540
Pays-Bas	1.056.097
Pologne.	399.714
Portugal.	233.891
Roumanie.	396.769
Suède.	820.559
Suisse.	813.410
Tchécoslovaquie	407.836
Turquie.	111.380
Union Économique Belgico-Luxembourgeoise.	3.057.484
U. R. S. S.	719.392
Union Sud-Africaine	392.047
Yougoslavie	97.174
Autres pays étrangers	3.899.235
Total des pays étrangers	31.979.387
Afrique Occidentale Française	1.509.764
Algérie	3.799.744
Indochine Française	1.652.076
Madagascar et dépendances.	513.005
Maroc français.	651.339
Syrie mandat français	89.137
Tunisie	741.460
Autres colonies et protectorats	1.369.736
Total des colonies, protectorats, mandats.	10.336.161
Total général	42.315.548 ¹

* * *

A l'origine de cette étude, il y a donc un fait positif qui nous domine en quelque sorte.

Pour des motifs multiples résultant de l'ambiance, nos anciens courants commerciaux se sont plus ou moins dissociés.

D'autres apparaissent et s'il est vrai de dire que les

1. *Quand Même*, organe du centre d'expansion française, mars 1938.

échanges entre la métropole et ses colonies ne doivent pas être exclusifs des autres, ils les suppléent néanmoins et c'est une des raisons qui militent pour leur développement.

Il en est d'autres plus importantes.

Le commerce colonial présente une sécurité remarquable. « On sait, disait M. Paul Leroy-Beaulieu, les périls nombreux d'un commerce à l'exportation surtout avec les pays lointains. Ces périls sont beaucoup moindres avec les colonies. La métropole n'a pas à redouter de se trouver en guerre avec elles ; elle peut attendre de leurs magistrats, de leurs administrateurs une justice équitable et un traitement impartial. Les goûts également sont plus stables et moins changeants dans ces sociétés jeunes et analogues à la mère patrie par leurs éléments constitutifs. Les colons, ont, sauf les différences de climats, des mœurs semblables à celles des habitants du vieux pays. Tous les produits de ce dernier ont plus de chance de leur plaire que les produits étrangers. Le commerce entre la métropole et les colonies a donc quelque chose de cette permanence et de cette régularité dont jouit le commerce intérieur ; et cependant il offre cet avantage spécial de porter sur des articles très différents ; produits sous des climats très divers ; et en même temps d'être rapidement progressif par le développement prompt et ininterrompu des colonies, grâce aux privilèges naturels qui leurs sont propres ¹. »

Pour n'envisager que les colonies de peuplement une telle formule n'en est pas moins heureuse. Elle affirme que sur ce point l'intérêt et la nécessité de la politique se confondent.

1. Paul Leroy-Beaulieu. *De la colonisation chez les peuples modernes*, 6^e édit., Paris, p. 563.

Au surplus, le moment n'est-il pas venu pour nous de choisir, de parier, eût dit Pascal ?

D'aucuns ont cru trouver dans la formule radicale de l'autarcie un remède aux maux dont nous souffrons. Cela peut permettre à la rigueur de vivre dans une économie cristallisée.

Mais si comme certains symptômes semblent le faire prévoir, il est possible d'envisager dans un prochain avenir la reprise des relations internationales ¹ n'est-ce pas plutôt dans le cadre agrandi d'un « Empire » qu'il y aurait lieu d'y songer et ce faisant n'aurons-nous pas travaillé à la fois à l'accroissement de notre puissance et au retour vers les saines notions du libéralisme économique ?

* * *

Si la guerre et la crise ont amené en fait un resserrement entre la France et ses possessions d'outre-mer, c'est dans un courant d'idées qui remonte à plus d'un siècle que la doctrine impériale anglaise trouve ses origines déjà lointaines.

En un temps où les disciples de l'école de Manchester proclamaient la nécessité d'abandonner les colonies, dernier obstacle dressé devant les exigences du libéralisme utilitaire ²; la voix de Carlyle s'élève. Aux sophismes de tous les « Mac Croudy ³ » de « la petite Angleterre ». C'est une apo-

1. A. Meggle. « La France au travail », *Publication du Centre d'Expansion française*, 77, rue des Saints-Pères, Paris.

A. Piettre. Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg. « La reprise française, apparences et réalités », *Revue Politique et Parlementaire*, 10 mars 1937.

2. Goldwin Smith. *The Empire*, Henry And Parker, 1863.

3. Selon Carlyle. *Théoricien type de l'utilitarisme*.

logie magnifique de la doctrine impériale qu'il oppose. Il annonce Rudyard Kipling et lorsqu'à la suite des Cecil Rhodes, des Disraeli, des Chamberlain, l'Angleterre marchera résolument dans la voie de la colonisation, elle sera suivie dans ses nouveaux desseins par l'opinion publique unanime.

Mais l'Empire suppose au point de vue politique une union permanente et tangible de différentes communautés dispersées à la surface du globe. Une fédération unissant en l'espèce tous les intérêts « Britons » de la métropole et de ses lointaines possessions.

James Harrington ne parlait-il pas, dès 1656, de « Commonwealth for Incease » à propos de la nouvelle République d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande ? L'idée fera son chemin, défendue par Adam Smith elle survivra à la guerre de Sécession pour venir s'épanouir après Seely¹, dans l'expression nouvelle de « Greater Britain » qui est à la fois un titre pour l'ouvrage de Ch. W. Dilke² et un programme pour l'« Impérial-fédération League » fondée en 1884.

Le 4 avril 1887, Lord Salisbury convoquait à Londres une première conférence impériale. C'était à l'occasion du Jubilé où la reine Victoria devait paraître, entourée de tous ses sujets, dans une apothéose. Les onze colonies à gouvernement responsable d'alors étaient représentées. C'eut pu être l'amorce d'un état fédéral, aussi la déception fut grande lorsque l'on sut que la question ne serait même pas posée.

L'histoire des conférences qui se sont succédées depuis

1. J. R. Seely. *L'expansion de l'Angleterre*, trad. par Bailly et Rambaud. Paris, Colin, 1885.

2. Ch. W. Dilke. *Problems of greater Britain*, London, Macmillan, 1890.

lors, représente pour les partisans de l'idée fédérative une égale déconvenue. La question même de la nature des liens qui unissent les différentes parties de l'Empire britannique reste l'objet de controverses passionnées ¹ « British Commonwealth of nations ² » dira Lord Balfour.

En réalité, à défaut de relation juridique on sentait confusément qu'un lien moral très fort unissait à la couronne les diverses parties de cette communauté ³. Mais rien n'aurait pu permettre d'en discerner la puissance, si un événement digne d'un autre âge n'en avait donné la mesure. Pris entre son devoir de roi et ses sentiments personnels, un souverain fut mis dans l'obligation de choisir. Des coins les plus reculés du New South Wales, du Tanganyka ou de l'Inde, les protestations arrivèrent spontanées. La cause était jugée; Édouard VIII s'inclina. Il n'est personne pour contester que, d'un tel conflit le régime n'était sorti grandi, l'Empire renforcé.

Depuis longtemps d'ailleurs, les Impérialistes avaient porté la question sur le terrain utilitaire. Cette unité qu'avait chanté Kipling, on la réaliserait sur le plan

1. Charles Bastide. « Les embarras de la souveraineté ». La Grande-Bretagne et les Dominions, *Revue Economique Internationale*, janvier 1935.

2. J. H. Morgan, K. C. The legal and Political unity of the Empire dans *English Review*, 1931.

Formula produced by lord Balfour at the Imperial Conference of 1926.

The group of self-governing communities composed of great Britain and the Dominions, their position and mutual relation, may be readily defined. They are autonomous communities within the British Empire, equal in status, in no way subordinate one to another in respect of their domestic or external affairs, though united by a common allegiance to the crown and freely associated as members of the *British commonwealth of Nations*.

3. Owen Clough. The king in ther overseas Empire. *The nineteen century*, janv. 1931. Il n'est question bien entendu que des dominions et des crown colonies.

économique. L'Angleterre certes, était le pays du libéralisme, mais devant la concurrence croissante de l'étranger ne devait-on pas se solidariser sous l'égide d'un ministère d'empire, créer une union douanière à l'abri de laquelle pourrait s'organiser une formidable coalition d'intérêts ?

La cause avait trouvé un apôtre dans la personne de J. Chamberlain. Mais la force de rayonnement des doctrines libérales était telle qu'elle devait la tenir en échec pendant de longues années encore.

Il fallut les nécessités de la guerre pour que l'Angleterre consente à s'orienter dans la voie des « préférentiel arrangements ».

Leur extension aux différentes parties du monde britannique par la conférence d'Ottawa fut accompagnée de mesures si diverses qu'il semble difficile d'imputer plus spécialement à l'une ou à l'autre la reprise qui, par la suite, n'a pas manqué de se manifester ¹.

D'ailleurs c'est comme aboutissement logique d'une longue période de luttes qu'il faut l'apprécier ici. En tout état de cause le pacte d'Ottawa est un succès, il représente pour l'Angleterre le triomphe définitif de la « cause » impériale.

* * *

Mais, on n'est pas un empire parce que l'on a des colonies.

Cela suppose tout d'abord au point de vue commercial une harmonie existant entre les besoins et les possibilités

1. Lord Melkett. « Vers la reprise économique », *Revue Economique Internationale*, mars 1935.

de l'ensemble ; une cohésion qui pourra être atteinte par la mise en œuvre de moyens appropriés.

Avant toutes choses, il faut « y voir clair ». Ce sera le but des conférences impériales.

L'avant-guerre avait eu ses congrès coloniaux¹. Les documents qu'ils ont laissés permettent de mesurer les étapes franchies.

Mais c'est en plein conflit, qu'il faut situer la première conférence impériale.

Nous manquions de matières premières, il fallait des soldats, de l'argent ; un homme à qui la France doit d'autres initiatives généreuses prit celle de demander aux colonies les ressources dont nous avons besoin. Sous les auspices de la Défense Nationale, une conférence Maginot se réunit à Paris, en septembre 1917².

La tâche à remplir était immense. Dans bien des cas, il fallut créer de toutes pièces les routes, construire les voitures pour transporter jusqu'à la mer les produits de l'intérieur. Oublions qu'ils furent perdus trop souvent par suite de l'insuffisance de notre flotte de commerce pour n'apprécier que l'effort considérable qui fut alors réalisé.

Mais pourquoi devait-il être sitôt oublié ?

Pourquoi la paix revenue, nous être laissés séduire au

1. *Congrès colonial français de 1905*, in-8°, 1905. Congrès coloniaux, 18, rue Le Peletier.

Compte rendu du Congrès colonial de Marseille, 4 t. in-8°, 1906.

1° Conférences, rapport général.

2° Régime économique des colonies.

3° Travaux publics.

4° Culture et production des colonies.

Milhe-Poutingon A. *Congrès des anciennes colonies*, Paris, 1909. *Compte rendu* in-8°, Challamel.

2. Maginot. *Conférence coloniale* instituée par M. Maginot, ministre des Colonies en juillet 1917, *Comptes rendus complets de toutes les sections, séances, vœux*, in-8°, 1918, Larose.

mirage trompeur de fallacieuses idéologies ? Le commerce international pouvait-il retrouver sa splendeur d'antan même dans le cadre nouveau d'une Société des Nations ?

Paresse sans doute, car l'empire suppose un effort constructeur, un idéal magnifique, générateur des plus belles énergies.

Cet effort, cependant, il avait été défini.

Dans un livre qui reste le code de la matière, Albert Sarraut, n'avait-il pas tracé le programme d'une « mise en valeur des colonies françaises » et n'était-ce pas cet idéal qu'un animateur prestigieux voulait concrétiser aux yeux de tous dans cette exposition qui s'ouvrit à Vincennes, en mai 1931 ¹.

Il faut rendre justice, certes, aux promoteurs des congrès qui s'ouvrirent entre temps à des titres divers. Mais combien leurs travaux eussent été rendus profitables s'ils avaient été secondés par l'existence d'une foi impériale ².

1. Exposition Coloniale Internationale Paris-Vincennes, mai-novembre 1931.

1^o *Congrès de la production forestière coloniale et nord-africaine*, 29-30 juin 1931, organisée par l'Association colonies sciences, IX, in-8^o, 1931.

Quinzaine nationale de la production agricole d'outre-mer, secrétariat, 8, rue d'Athènes, XX t., 245 p.

2^o *Congrès de la production végétale commune à la métropole et aux pays d'outre-mer*, 22-23 juin 1931, organisée par la Société des agriculteurs de la France, IV, in-8^o, 1931, avec une carte (*id.*).

3^o *Congrès des produits spécifiquement coloniaux*, 24-25 juin 1931, organisé par l'Union coloniale française, V, in-8^o, 1931, *id.* CXXVIII t., 205 p.

4^o Exposition coloniale internationale Paris Vincennes, 1931.

Quinzaine nationale de la production agricole d'outre-mer, Paris, 17 juin, 1^{er} juillet, in-8^o, 1931 (*id.*).

2. Exposition coloniale internationale de Marseille 1922. Congrès coloniaux nationaux. Congrès de l'organisation coloniale. *Comptes rendus et rapports*, in-8^o, 1923, Marseille. Imp. Barlatier. Commissariat général de l'exposition Institut colonial, 5, rue de Noailles.

Le premier congrès national de l'organisation métropolitaine et coloniale, avril 1927, *l compte rendu des séances*. Les cahiers du redressement français, n^o 34, in-16, 1927, Édition de la Sape, 11 bis, rue Keppler.

Il fallut que la crise économique vint nous placer dans une situation inextricable, pour que l'on se souvienne des leçons d'un très cruel passé.

Au mois de mai 1933, M. É. Daladier, alors Président du Conseil annonçait brusquement son intention de réunir une conférence impériale. Nous étions à la veille de celle qui allait rassembler à Londres les représentants de toutes les nations. La question se posa aussitôt de savoir en quelle qualité nous allions y prendre place. Y ferions-nous comme l'Angleterre figure d'Empire ou bien la France viendrait-elle seule à cette manifestation ?

La question resta insoluble ¹, une commission interministérielle fut nommée, et c'est au comité national des Conseillers du Commerce extérieur qu'il appartient de donner une suite pratique au projet du Gouvernement. La Conférence du Commerce Colonial ², réunie sous la présidence d'honneur de M. Clémentel, compta à son actif un inventaire magistral de nos productions d'outre-mer.

L'idée était acquise. Au début de 1934, un comité préparatoire ³ est constitué et le 24 juillet de la même année le Conseil National Économique est saisi par le Ministre des Colonies d'une demande d'avis sur « *l'élaboration d'un programme rationnel pour le développement économique de nos possessions d'outre-mer et sur les méthodes à adopter pour intensifier les échanges franco-coloniaux* » ⁴.

1. La Conférence impériale, *Afrique Française*, mai 1933.

Conférence impériale, conférence mondiale. Les questions coloniales à la Chambre des Députés. *L'Afrique française*, juin 1933.

2. La conférence du commerce colonial. *Supplément à l'Afrique française*, juin 1933.

3. Résumé sommaire des travaux du Comité de préparation de la conférence économique coloniale, avril-juillet 1934.

4. Les relations économiques entre la France et ses Colonies. *Rapport*

Les travaux qui y font suite devaient servir d'introduction aux études de la Conférence Économique de la France métropolitaine et d'outre-mer, qui fut inaugurée le 3 décembre 1934.

De quoi s'agissait-il en somme, dit M. Gignoux.

« Tout d'abord de dresser l'inventaire exact des possibilités impériales. Cet inventaire devait comme tout inventaire présenter un actif et un passif.

L'actif ce devait être les échanges à maintenir ou à mieux utiliser, le passif les carences et l'inorganisation dommageable.

Ceci et cela se devaient normalement exprimer dans un programme cohérent de production orientée, contrôlée, défendue.

Ce programme établi, il convenait de fixer les conditions de son exécution. Ces conditions posaient d'abord un problème d'économie générale : la détermination des procédés de soutien des activités profitables, techniques, des échanges impériaux et les relations de l'empire avec le reste du monde, puisque aussi bien l'autarchie ne répond ni à nos aspirations, ni à nos intérêts.

Puis, comme le meilleur ouvrier n'est rien sans son outil, restait à pourvoir cette politique de moyens d'exécution : outillage technique et outillage financier. Enfin, comme il n'est pas pour nous de progrès économiques durables sans un progrès social qui le suive dans sa marche, nous avions le devoir de réserver une large part de nos soins aux conditions de vie des peuples que nous administrions ¹. »

présenté par M. Dayras et adopté par le Conseil National Économique. Imp. Nat., 1934.

1. S. Herelle. A la conférence impériale. Conclusions et vœux, *Afrique Française*, mai 1935.

Le travail fut divisé en cinq commissions ¹ qui restèrent cinq mois réunies et le 13 avril 1935 la conférence tenait au Luxembourg sa séance de clôture.

Quels devaient en être les résultats ? Faut-il, comme maints esprits critiques n'ont pas manqué de le faire, la représenter comme un échec ?

Ne convient-il pas plutôt d'imputer au manque de sens impérial, l'indifférence avec laquelle ont été accueillis en général ses projets et ses vœux ?

Comment pourrait-on expliquer autrement les espoirs puérils de redressement immédiat que certains avaient cru pouvoir fonder sur cette manifestation ?

Indépendamment de la mine précieuse de renseignements qu'elle comporte, la « Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer » est une leçon.

Elle dénonce qu'en l'absence d'un état d'esprit approprié la politique étudiée ici doit aboutir à un échec.

Elle prend son vrai sens et sa portée si nous songeons que c'est par des réunions de ce genre, périodiquement renouvelées, que les Anglais sont parvenus à faire pénétrer dans la mentalité publique la notion de « Plus grande Angleterre ! »

Ajoutons que pour nous, la partie sera gagnée le jour où nous aurons renoncé à cacher sous une périphrase ce qui doit être avant tout une « Conférence Impériale ».

1. 1^o Commission d'économie générale, présidée par D. Serruys ;

2^o Commission des productions, présidée par E. de Warren ;

3^o Commission de l'outillage colonial, présidée par le général Messimy ;

4^o Commission financière, présidée par E. Picard ;

5^o Commission de Prévoyance sociale, présidée par le médecin insp. gén. : Lasnet.

CHAPITRE III

LES POSSIBILITÉS IMPÉRIALES

C'est aux lendemains décevants de défaites qu'il faut placer l'origine de cette épopée coloniale.

Des colonies de l'ancienne France qu'avaient donné Montcalm, Duplex et d'autres encore, il nous restait bien peu de chose. C'en était fait, heureusement, de ces arpents de neige, là-bas, au Canada !

Nous devions bien l'Algérie et à la Restauration, mais réellement un tel cadeau n'était pas fait pour plaire. A la première occasion nous la rendrions à la Porte, et une ordonnance royale avait dû la sauver de justesse ¹. A vrai dire elle eût pu n'être pas inutile ; les colonies sont nécessaires, pour les épices, elle remplacerait les Antilles que nous avions perdues. Ne semblait-elle pas destinée, sans doute en raison de son aridité même, à l'opulence des cultures tropicales ² ? Mais ç'avait été un mirage décevant et il avait fallu s'habituer à vivre avec elle, sans amour.

C'est dire que l'opinion était mal préparée à la politique

1. L'ordonnance royale du 22 juillet 1834 organise le gouvernement de nos possessions d'Afrique du Nord.

2. Victor Demontès. « L'Algérie économique ». *Gouv. Gén. de l'Algérie*, Alger, Imprimerie algérienne, 1930.

d'expansion que certains rêvaient pour nous dans les débuts de la République. On la dissimulait bien autant que possible sous le voile d'expéditions punitives ; mais vraiment après Lang-Son, un tel artifice ne trompait plus personne.

D'ailleurs ce Jules Ferry, ce Tonkinois exécré n'était-ce pas un homme dangereux ? Ne l'avait-on pas entendu dire que la France devait répandre au loin « ses mœurs, sa langue, ses armes, son drapeau, son génie ». Tout cela, n'était-il pas synonyme d'aventures ¹ ? Celui qui rêvait de lointaines conquêtes au lieu de songer aux provinces que nous avons perdues ; celui-là était un traître à la cause de notre pays.

Certes, il est des moments du passé qu'il vaudrait mieux oublier, des souvenirs qu'il conviendrait de taire ; mais alors ce serait tourner la page de notre histoire coloniale. Lorsque des Marchand, des Gallieni, des Lyautey, s'appliqueront à nous ouvrir les fenêtres sur le monde, les obstacles ne seront pas tous dans la nature hostile, les climats meurtriers.

S'il nous est donné aujourd'hui d'être encore possesseurs d'un empire c'est parce que bien au-dessus des partis, des hommes ont su s'élever, qui ont vu très loin le parti de la France.

* * *

Les manifestations grandioses dont certains esprits artistes, ont su entourer nos colonies, nous ont habitués à les considérer avec une curiosité dont la sympathie n'est pas toujours exclue.

Mais l'ignorance reste profonde. Nous savons qu'elles représentent une superficie de 10.241.510 kilomètres carrés, qu'elles sont peuplées de près de 60 millions d'habitants,

1. Jacques Bainville, *La troisième République*, Fayard, 1935.

mais nous méconnaissions trop souvent les ressources qu'elles peuvent nous offrir, les débouchés que nous devons y trouver ¹.

J'entends bien l'objection. Il n'est point question certes, de revenir en arrière à ces pactes surannés que nos doctrines d'expansion ont d'ailleurs définitivement condamnés. Mais l'accroissement de nos échanges avec nos colonies nous place en présence d'un fait qui ne peut être négligé.

Si nous demandons plus à nos possessions, si nous payons nos achats étrangers en denrées coloniales, nous améliorons doublement notre balance commerciale ; nous contribuons aussi à l'enrichissement d'un domaine qui tend à devenir notre meilleur acheteur.

Ainsi le problème est à deux faces. Il y a le côté des importations qui est celui de la demande. Il est lié à la mise en valeur. Encore faut-il que les productions que nous allons développer ne soient pas concurrentes des nôtres, sinon nous aboutirions à un conflit qui n'a pas toujours été évité.

En regard, il y a le côté des exportations, de la recherche des débouchés. N'est-il pas fonction de l'accroissement du pouvoir d'achat des populations indigènes ? et n'est-ce pas précisément en mettant en valeur, en favorisant aussi les transactions de nos colonies avec l'étranger, que nous arriverons à ce résultat ?

En somme, la question est une. Elle forme un tout inséparable. Elle réclame pour sa solution une communauté de vues, une continuité d'action qui sont à la base d'une politique impériale.

1. Nous occupons le deuxième rang après la Grande-Bretagne dont le domaine colonial représente une superficie de 24.909.316 kilomètres carrés, et une population de plus de 403 millions d'habitants.

* * *

SECTION I. — LES IMPORTATIONS DE LA FRANCE ET SES RESSOURCES COLONIALES

Il n'est point dans nos intentions de procéder ici à l'inventaire détaillé de notre production coloniale ¹.

Une telle étude dépasserait de beaucoup le cadre d'un exposé qui doit rester celui de l'action d'ensemble à réaliser pour harmoniser la vie de notre Empire. Il importe cependant dans chaque cas particulier de placer en regard de notre demande ce que nous offrent nos colonies et d'étudier ce que nous sommes en droit d'en attendre pour le ravitaillement de la métropole.

Il s'agit en l'espèce d'un ensemble de produits alimentaires, industriels, forestiers, animaux, et minéraux d'importances diverses.

1. Cet inventaire a été dressé à plusieurs reprises. A titre rétrospectif on consultera utilement :

— A. Sarraut. *La mise en valeur des colonies françaises*, Payot, 1935, déjà cité.

— *Les cahiers du redressement français*, n° 34, in-16, 1927, déjà cité.

— *Conférence du Commerce colonial*. Monographies éditées par le Comité national des Conseillers du commerce extérieur 1933.

— Note dactylographiée. *Résumé sommaire des travaux du Comité de préparation de la conférence économique coloniale*, avril-juillet 1934.

— Conseil national économique. *Les relations économiques entre la France et ses colonies*, rapport présenté par M. G. Dayras, Imp. Nat., 1934.

L'inventaire des ressources minières a été dressé par *Le Comité d'études minières pour la France d'outre-mer*, dirigé par M. F. Blondel.

Pour les périodes récentes, outre les statistiques des douanes, le Bulletin de la statistique générale de la France publie chaque année dans le fascicule de juillet-septembre des tableaux relatifs au commerce entre la France et ses possessions. Ces tableaux établis par catégorie de marchandises portent sur le commerce spécial (admission temporaire comprise) exception faite toutefois pour la vanille et le thé qui donnent lieu à d'importants mouvements d'entrepôt et qui sont en conséquence étudiés au titre du commerce général.

Ce qui frappe tout d'abord c'est que les uns sont directement concurrents des nôtres, soit parce qu'ils proviennent de colonies situées dans la zone tempérée : céréales et vins de notre bloc nord-africain ; soit parce qu'ils ont, comme le riz, le rhum, le sucre de canne, un succédané européen. Il va sans dire que leur étude présente surtout de l'intérêt si on l'envisage sous l'angle de mesures prises pour éviter les conflits qui ne pouvaient manquer de se produire.

Le but va être d'en faire des productions complémentaires et ce résultat pourra être atteint tant au point de vue qualité qu'au point de vue quantité.

Il en est d'autres au contraire qui ne concurrencent pas directement les produits de la métropole. Ce sont toutes les spécialités coloniales, les fruits et primeurs, les ressources du sous-sol. Nos efforts devront tendre au développement de la production, à son adaptation, à la demande par des sélections appropriées.

Mais qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre catégorie, il sera dans tous les cas nécessaire de rechercher à l'extérieur des débouchés pour les quantités que nous ne pouvons pas consommer. Nous touchons ici aux nécessités de la politique dont la production complémentaire et la standardisation ne représentaient déjà que des aspects.

A. — Les productions concurrentes.

1^o CÉRÉALES.

Fidèle à la tradition qui avait fait jadis de l'Afrique le grenier de Rome, la Berberie est devenue notre gros fournisseur de céréales. Nous verrons plus loin comment on arrive, malaisément d'ailleurs, à concilier ses intérêts avec ceux de l'agriculture française. Contentons-nous pour

l'instant de remarquer que la France continue à importer de l'étranger des quantités notables qui diminuent cependant d'une façon sensible d'année en année.

A. — FROMENT ET DÉRIVÉS¹

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) *Blés durs et tendres*².

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises :			
Blé dur	197	200	196
Blé tendre	237	267	164
Importations de l'étranger :			
Blé dur	60	46	33
Blé tendre	239	188	133
Total	733	701	526
dont d'Algérie	226	227	231
de Tunisie	53	153	48
du Maroc	131	105	78

b) *Farine de froment*.

Importations des possessions françaises	60,3	57,1	52,0
Importations à l'étranger	1,1	1,0	1,2
Total	61,4	58,1	53,2
dont d'Algérie	38,8	38,1	34,8
de Tunisie	21,4	18,8	17,1
du Maroc	0,1	0,1	0,1

c) *Gruaux et semoules*.

Importations des possessions françaises	37,1	46,2	73,6
Importations de l'étranger	0,04	0,02	0,02
Total	37,1	46,2	73,6
dont d'Algérie	30,6	35,3	64,6
de Tunisie	3,9	6,1	7,9
du Maroc	2,6	4,7	1,1

1. *Conf. du Com. Col.* « Les blés et farines », rapport par M. A. Fleury, vice-président de l'Association nationale de la Meunerie française.

2. Les statistiques faisant l'objet de ce chapitre sont empruntées au *Bulletin de la Statistique générale de la France et du Service d'observation des prix*, juillet-septembre 1936-1937.

B. — LES CÉRÉALES SECONDAIRES¹

a) *Avoine.*

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises	13	17	51
Importations de l'étranger	0,3	0,3	6
Total	13	17	57
dont d'Algérie	5,0	4,5	39,7
de Tunisie	5,8	7,9	2,8
du Maroc	3,8	5,1	8,4

b) *Orge.*

Importations des possessions françaises	127	151	292
Importations à l'étranger	23	18	46
Total	150	169	338
dont d'Algérie	22	13	32
de Tunisie	2	47	18
du Maroc	103	91	243

c) *Seigle.*

Importations des possessions françaises	1,4	1,3	1,2
Importations de l'étranger	0,6	»	0,1
Total	2,0	1,3	1,3
dont d'Algérie	1,3	1,2	1,2

d) *Maïs.*

Importations des possessions françaises	440	505	537
Importations de l'étranger	206	120	175
Total	646	625	712
dont du Maroc	56	63	55
d'A. O. F.	4	2	»
du Togo	9	2	»
de Madagascar	9	9	16
d'Indochine	360	426	453

1. *Conf. du Com. Col.* « Les Céréales secondaires », rapport par M. Guignard, conseiller du Commerce Extérieur.

2° VINS¹.

Ils font partie eux aussi de notre production nord-africaine. Comme les céréales, ils ont donné lieu à des conflits aigus avec les producteurs métropolitains. Nous verrons par ailleurs comment et dans quelle mesure il a été possible d'y apporter remède. Il importe cependant de noter dès à présent que la solution semble être dans la production de qualités pour lesquelles nous restons encore tributaires de l'étranger.

Commerce spécial en milliers d'hectolitres.

a) Vins ordinaires et mousseux.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises	11.849	11.865	11.554
Importations de l'étranger.	344	132	187
Total.	12.193	11.997	11.741
dont d'Algérie	11.389	11.208	10.476
de Tunisie	459	654	1.057

b) Vins de liqueur et mistelles.

Importations des possessions françaises	164	218	198
Importations de l'étranger	111	136	140
Total.	272	354	338
dont d'Algérie	130	125	135
de Tunisie	32	94	63

3° RIZ².

Certaines de nos colonies comme Madagascar et l'A. O.F. produisent juste les quantités nécessaires à la consommation locale.

1. Conf. du Com. Col. « Le vin », rapport de M. Prats, président du Comité des Conseillers du Com. Ext. de Montpellier.

2. Conf. du Com. Col. « Le riz », rapport de M. Mellier, secrétaire général du Syndicat de la Rizerie française.

D'autres, au contraire, c'est le cas de l'Indochine, sont également exportatrices. Mais il s'agit, en général, de qualités inférieures concurrentes de nos céréales, tandis que nous restons acheteurs à l'étranger des riz destinés à l'alimentation humaine.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	604	397	820
Importations de l'étranger.	39	32	36
Total.	643	429	856
dont d'Indochine	602	396	813
de Madagascar	»	1	2

4° SUCRE ¹.

Le sucre de canne est depuis plus de cent cinquante ans une spécialité de nos vieilles colonies : Martinique, Guadeloupe, Réunion qui en produisent annuellement 130.000 tonnes environ.

La destruction de nos industries betteravières au cours de la guerre lui avait donné un bel essor. Mais la surproduction qui suivit leur remise en état devait aboutir à une impasse qui nécessita des mesures de protection. Les quantités importées ont été contingentées et les sucres étrangers frappés d'un droit de douane, ce qui maintient artificiellement les cours à un taux élevé.

La politique de la France consiste actuellement à équilibrer la production avec celle de ses possessions. Elle importe également sous le régime d'admission temporaire des sucres bruts étrangers qu'elle réexporte raffinés dans ses territoires nord-africains.

1. *Conf. du Com. Col.* « Le Sucre », rapport de M. Bourda, conseiller du Commerce extérieur.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	164	155	169
Importations de l'étranger.	247	250	154
Total.	411	405	323
dont de la Martinique.	41	43	55
de la Guadeloupe	30	36	40
de la Réunion	77	60	65
de Madagascar.	7	7,6	7,4

5° LE RHUM¹.

C'est une production connexe du sucre de canne. La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, en distillent annuellement 260.000 hectolitres dont 200.000 sont exportés vers la France, client exclusif.

Là encore il a été nécessaire de fixer des contingents d'entrées en franchise pour éviter les conflits avec les producteurs d'alcool métropolitains². Le chiffre de 200.000 hectolitres est prévu jusqu'au 31 décembre 1939.

Commerce spécial en milliers d'hectolitres.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises	—	—	—
exclusivement.	175,0	172,6	184,8
dont de la Martinique	86,2	71,6	82,6
de la Guadeloupe	47,6	41,3	53,7
de la Réunion	30,2	31,9	29,6
de Madagascar	5,7	9,0	8,4
d'Indochine.	4,5	6,2	4,3

1. Conf. du Com. Col. « Les moyens d'intensifier les échanges de spiritueux entre la Métropole et les Colonies », rapport de M. Cusenier.

2. Décret du 12 janvier 1935 pour la Martinique. Décret du 25 janvier 1935 pour la Réunion. Décret du 30 mars 1935 pour les Antilles.

B. — Les productions non concurrentes.

I. — Cultures vivrières.

1^o FRUITS ET PRIMEURS ¹.

S'il est une catégorie de produits que les colonies devraient nous apporter avec abondance c'est bien de celle-là qu'il s'agit, et cependant, l'examen des statistiques révèle que nous restons encore tributaires de l'étranger pour la presque totalité de nos importations. Ceci est d'autant moins admissible que nous ne manquons pas de territoires susceptibles de les produire.

a) *Agrumes.*

L'oranger, le citronnier, le mandarinier et les espèces analogues font normalement partie de la flore méditerranéenne. C'est dire qu'en raison de l'importance de nos possessions situées dans cette zone climatique nous serions en mesure de faire face à nos besoins et de devenir de gros exportateurs.

C'est pourquoi il est regrettable de constater encore l'importance de nos achats à l'étranger.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	21	44	71
Importations de l'étranger.	331	251	247
Total.	352	295	318
dont d'Algérie : Oranges	4,8	15,4	25,3
— Mandarines.	15,8	23,9	35,3

1. *Conf. du Com. Col.* « Les fruits et primeurs », rapport de S. de Les-tapis, 1933.

E. du Vivier de Strell. « Les fruits coloniaux » dans *Rev. Pol. et Parle-mentaire*, juin 1934.

R. Vallet « Les fruits d'Algérie », *Revue Econ. Int.*, mai 1934.

Le conflit espagnol a contribué sans doute à améliorer cet état de choses et il y a lieu de faire effort pour que dans l'avenir l'Algérie, le Maroc et la Syrie deviennent nos exclusifs fournisseurs.

b) *Fruits divers.*

Ce qui est vrai des agrumes, l'est aussi des autres fruits : pommes, poires, prunes, abricots, raisins, dattes, figues et amandes.

Si l'on excepte la Tunisie dont le climat est sec et qui par ailleurs fournit la presque totalité de la demande française de dattes, il reste que l'Algérie et le Maroc sont admirablement adaptés à ce genre de cultures. Des efforts considérables sont poursuivis dans l'un et l'autre pays pour l'extension progressive et l'amélioration des espèces. Des missions sont allées étudier la question en Californie et des usines modèles créées pour la fabrication des conserves. Nous devons normalement aboutir à une substitution progressive des produits nord-africains à ceux que la France importe encore d'Espagne, d'Italie et d'Amérique

c) *Primeurs*¹.

La Berberie est également le pays des primeurs par excellence. Depuis longtemps l'Algérie s'était orientée dans cette voie. Nouveau venu, le Maroc s'est révélé particulièrement privilégié en raison de son climat.

Les résultats obtenus de part et d'autre dépassent d'ailleurs toutes les espérances. Il ne reste plus qu'à concilier les intérêts respectifs des deux pays en insti-

1. « La culture des primeurs au Maroc », dans *Bulletin Econ. du Maroc*, janvier 1934.

tuant un calendrier des productions et un échelonnement des expéditions.

d) *La banane.*

Dans l'ensemble des fruits coloniaux la banane mérite une mention spéciale en raison de son importance, d'ailleurs récente, dans l'alimentation européenne. En 1931 nous en importions 201.000 tonnes de l'étranger contre 13.000 de nos possessions.

A l'heure actuelle, les Antilles, la Côte d'Ivoire et la Guinée sont loin encore de fournir à tous nos besoins. La production doit être poussée, avec prudence cependant, en raison d'une crise de sous-consommation qui reste à craindre et qui semble s'annoncer.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises. . .	51	63	122
Importations de l'étranger	119	72	53
Total.	170	155	175
dont d'A. O. F.	21	34	50
de la Guadeloupe	17	24	35
de la Martinique.	12	20	25

2° CAFÉ ¹.

La question est importante si nous songeons que nos possessions ne fournissent que le 1/10^e environ de nos besoins, et que nous restons tributaires de l'étranger pour près de 170.000 tonnes annuellement.

1. *Conf. Com. Col.* « Le café », rapport de M. L. Regray. Du même auteur, rapport déposé à la Conf. Econ. de la France métropolitaine et d'Outre-mer, 1934.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	18	19	32
Importations de l'étranger.	158	169	154
Total.	176	188	186
dont de Madagascar.	12,6	11,0	19,8
d'A. O. F.	2,3	4,2	5,7
d'A. E. F.	0,4	0,7	»
de la Nouvelle-Calédonie .	1,4	1,1	0,8
du Cameroun.	0,8	0,8	»

Malgré la surproduction mondiale la France a intérêt à intensifier cette production dans ses possessions. Le problème est lié dans la majorité des cas au remplacement des espèces communes Canephora, Libéria, qui se trouvent dans nos colonies par des variétés très demandées comme la sorte Arabica.

Notre balance commerciale y gagnerait plus de 400 millions de francs par an.

3° LE CACAO ¹.

Nous en consommons annuellement 40.000 tonnes environ dont les 7/8^e proviennent de nos colonies (A. O. F., Togo, Antilles) et du Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	35,0	38,4	42,2
Importations de l'étranger	5,0	5,0	5,2
Total.	40,0	43,4	47,4

1. *Conf. du Com. Col.* « Le Cacao », rapport de M. Olivier, secrétaire général de la Chambre des Chocolatiers de France.

La situation est donc bonne. Elle pourrait cependant être encore améliorée si nos possessions se mettaient en mesure de nous fournir les qualités supérieures que nous achetons actuellement à l'étranger.

4° LE THÉ ¹.

Le problème du thé dépasse largement le cadre national pour intéresser l'Empire tout entier; c'est qu'indépendamment de la France, l'Indochine et surtout l'Afrique du Nord sont de gros consommateurs. Il n'est pas exagéré d'estimer l'ensemble de la demande annuelle à plus de 14.000 tonnes.

Pour la France seulement, l'importation représente les chiffres suivants :

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	272	363	514
Importations de l'étranger	828	818	923
Total.	1.400	1.181	1.437

C'est dire tout l'intérêt que présente pour nous l'extension de cette culture en Indochine. Non seulement nous pourrions nous affranchir du joug de l'étranger, mais encore apporter à une de nos possessions une source considérable de richesses. Les plantations faites sur les hauts plateaux d'Annam autorisent tous les espoirs. Mais la solution est à longue échéance si nous songeons qu'une production de 1.500 tonnes est prévue pour 1942 seulement. Par ailleurs la conquête du marché nord-africain

1. *Conf. du Com. Col.* « Le thé », rapport de M. Dignonnet, président du Comité régional de Marseille des Conseillers du commerce extérieur.

est subordonnée à la création de thés verts dont les sélections restent à mettre au point.

5° MANIOC¹. VANILLE. POIVRE.

Madagascar, la Réunion, en ce qui concerne le manioc et la vanille ; l'Indochine en ce qui concerne le poivre fournissent désormais la quasi-totalité de nos importations et la question qui se pose dès à présent est celle des débouchés pour l'excédent de la production.

II. — Cultures industrielles.

1° LES OLÉAGINEUX.

a) *L'arachide*².

C'est la principale ressource de l'A. O. F., du Sénégal, en particulier pour lequel elle représente une importance égale à celle du riz pour l'Indochine.

La production annuelle de nos possessions, est d'environ 700.000 tonnes dont moitié est exporté en France. Le reste était autrefois acheté par l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la Hollande ; mais la fermeture totale de ces marchés et la chute des cours mondiaux, sont venus mettre notre économie sénégalaise en péril.

Des mesures de protection ont dû être édictées par la loi du 6 août 1933 qui frappe de droits compensateurs les arachides étrangères à leur entrée en France. Mais ce n'est qu'un palliatif. La conquête totale du marché français étant liée à une question de conditionnement. Nous

1. *Conf. du Com. Col.* « Le manioc », rapport de M. Lefébure, conseiller du Com. ext.

2. *Conf. du Com. Ext.* « L'arachide », rapport de M. Vignat, secrétaire général de la Société des Huiles Lesieur.

importons en effet de l'étranger des quantités importantes d'arachides décortiquées tandis que nos possessions les livrent exclusivement en coques.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) *Arachides en coques.*

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	475	344	416
Importations de l'étranger.	7	8	6
Total.	482	349	422
dont d'A. O. F.	475	344	416

b) *Arachides décortiquées.*

Importations des possessions françaises.	42	66	118
Importations de l'étranger	258	273	252
Total.	300	339	370
dont d'A. O. F.	38,4	58,7	105,2

C'est par un abaissement du prix de revient, la création sur place d'industries de transformation que la question pourra être résolue. Il ne semble pas qu'il y ait impossibilité à l'envisager pour un proche avenir, ce qui allégerait notre balance commerciale de plus de 100 millions de francs par an.

b) *Palmistes. Huile de palme et coprah* ¹.

Un problème unique se trouve posé ici. En effet, nos colonies productrices de palmistes sont largement exportatrices. La fermeture de leurs marchés européens a nécessité de notre part des mesures de protection assurant en fait un véritable monopole à nos importations coloniales. Mais de larges stocks restent invendus et la question s'est posée de savoir s'ils ne pourraient pas remplacer

1. *Conf. du Com. Col. « Le coprah », rapport de M. E. Rastoin.*

les 150.000 tonnes de coprah que nous achetons chaque année à l'étranger.

Malgré les difficultés techniques soulevées par une telle substitution, il semble bien que ce soit dans cette voie que nous nous orientions si l'on en juge par les chiffres suivants :

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) Amandes de palmes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	27,4	76,4	121,2
Importations de l'étranger.	0,7	0,5	»
Total.	28,1	76,9	121,2

b) Huile de palme.

Importations des possessions françaises.	15,2	26,5	48,7
Importations de l'étranger.	0,2	0,1	0,02
Total.	15,4	26,6	48,7

c) Coprah.

Importations des possessions françaises.	40	44	55,4
Importations de l'étranger.	147	102	59,0
Total.	187	146	114,4

Il y a d'autant plus à se féliciter de cet état de choses que notre balance commerciale pourrait ainsi être allégée d'au moins 60 millions de francs.

c) L'huile d'olive ¹.

Elle est le grand ancêtre des produits oléagineux et fut liée autrefois à la prospérité de l'Afrique Romaine. Ne raconte-t-on pas que lorsque Genserik, roi des Vandales, débarqua en Afrique, il fut étonné de la richesse de ces

¹. *Conférence du Commerce Colonial.* « L'huile d'olive », rapport par M. Gavaudan, conseiller du Commerce extérieur.

contrées et comme il en recherchait la cause on lui apporta une poignée d'olives en manière de réponse.

Actuellement l'Algérie et la Tunisie fournissent la quasi-totalité de notre demande et la question qui se pose est surtout celle des débouchés à assurer pour le surplus de la production.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises .	24,5	31,0	31,5
Importations de l'étranger	3,3	2,6	5,6
Total	27,8	33,6	37,1

d) Grains de lin. Ricin. Soja.

Il y a en cette matière un très gros effort à faire. Nous restons en effet tributaires de l'étranger pour des sommes qui grèvent très lourdement notre balance commerciale. Ceci est d'autant plus inadmissible que des plantes comme le ricin se reproduisent d'elles-mêmes avec une grande facilité dans nos possessions d'Afrique du Nord.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

1° Graines de lin.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	2,7	7,3	9,1
Importations de l'étranger	234	251	271
Total	236,7	258,3	280,1
dont du Maroc	2,7	7,2	9,8

2° Ricin.

a) Graines.

Importations des possessions françaises.	6,3	2,2	4,0
Importations de l'étranger	12,8	19,0	17,9
Total	19,1	21,2	21,9
dont d'A. O. F.	1,7	1,0	1,2

b) Huile.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	»	0,04	0,09
Importations de l'étranger	0,1	0,01	0,1
			0,2

3° Graines de soja.

Importations totales exclusivement de l'étranger (Chine).	18,5	24,0	27,9
---	------	------	------

B. — LES TEXTILES ¹. LE CAOUTCHOUC.a) Le coton ².

Le problème du coton dépasse de beaucoup tous les autres par son ampleur. L'intérêt que présente sa solution pour une industrie vitale française ne pourra échapper à personne si nous songeons que nos usines des Vosges, d'Alsace, du Nord et de Normandie qui occupent plus de 250.000 ouvriers traitent chaque année 350.000 tonnes de coton.

Or, sur cette quantité nos colonies nous fournissent environ 1 p. 100 seulement.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	4,5	6,3	6,7
Importations de l'étranger	228	220	317
Total.	233	226	324
dont d'A. O. F.	2,1	2,0	
d'A. E. F.	1,4	2,9	

1. Il ne sera question ici que des textiles végétaux. Les autres seront étudiés avec les produits animaux.

2. *Conf. du Com. Col.* « Le coton », rapport de M. Waddington, président du Syndicat général de l'industrie cotonnière française, 1933.

C'est des parties les plus déshéritées de la France d'outre-mer que devait nous venir le salut.

Dans notre colonie d'A. O. F., le Soudan a longtemps été considéré comme de valeur négligeable. Alternative-ment brûlé du soleil et inondé par les crues du Niger, il nourrissait une population clairsemée et famélique. Toutefois, il était permis de faire un rapprochement avec les régions du Nil et de se demander si, étant donné l'analogie de climat ce qui faisait la richesse d'un pays ne pourrait pas donner la vie à l'autre. Des expériences furent faites en ce qui concerne la culture du coton. Elles se révélèrent si concluantes qu'un barrage fut construit à Bamako, un autre entrepris à Sansanding¹, un canal creusé à Sotuba et il est possible d'envisager la mise prochaine en culture de plus d'un million d'hectares.

En A. E. F. également les régions du Tchad et de l'Oubangui, pour n'être pas aussi déshéritées, n'en étaient pas moins très pauvres. Elles n'offraient pour toutes ressources que le bétail sujet aux épizooties et la cueillette du caoutchouc sylvestre. Il appartient à M. Antonetti d'orienter ces pays vers la culture du coton². D'ailleurs sous l'impulsion de son Gouverneur M. M. Proutaux, la colonie de l'Oubangui était déjà entrée dans la voie des réalisations. Dès maintenant les résultats obtenus par les Sociétés Cotonfranc, Ouk-Nana, Cotonaf, Cotonbangui, permettent de bien augurer de l'avenir.

En Algérie d'autre part, la Société Cotocoop vient de réaliser en terres non irriguées, une expérience concluante.

1. Convention du 6 janvier 1935. *Dépêche Coloniale*, 17 mars 1935.

2. « Le coton en A. E. F. ». La presse coloniale illustrée, numéro de novembre 1933. Voir *Bulletins de l'Association cotonnière coloniale*, 55, rue de Châteaudun, Paris, IX^e, trimestriel.

L'espèce plantée est une variété américaine l'Acala Rogers améliorée — 6.000 kilogrammes furent récoltés en 1935 — 60.000 kilogrammes en 1936. La culture du coton s'étant révélée possible, avec une marge de bénéfices suffisante, la Société est passée aussitôt au stade de la grande culture et pour la campagne 1936-1937 une récolte de 352.000 balles est prévue.

Enfin, au Yunnan on pousse la culture du coton afin d'alimenter une filature locale dont la construction doit coûter 800.000 piastres ¹.

Nous pouvons donc espérer qu'un jour prochain nos possessions seront en mesure de fournir à la France la totalité du coton que nous achetons à l'étranger pour des sommes dépassant 1.500.000.000 de francs par an.

Mais il faut ajouter que le problème est lié à la notion des prix de revient et surtout à celle des transports et si la première semble de solution facile, la seconde est subordonnée à la création du transsaharien qui, nous le verrons, est d'intérêt impérial.

b) *Végétaux filamenteux divers.*

Question importante également si nous songeons qu'ils nous proviennent en majeure partie de l'étranger.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) *Lin.*

	1934	1935	1936
Importations totales exclusivement de l'étranger.	30	35	39

b) *Chanvre.*

Importations totales exclusivement de l'étranger.	48	45	45
---	----	----	----

1. Les *Annales Coloniales*, mai 1937.

c) *Jute*.

	1934	1935	1936
Importations totales	94	97	97
dont des colonies françaises	0,2	0,05	0,06

d) *Sisal*¹.

Importations des possessions françaises . .	3,0	3,6	3,3
Importations de l'étranger	30,2	28,8	29,4

La question du jute et celle du sisal sont étroitement solidaires.

Les colonies françaises se prêtent mal à la culture du jute que nous devons, en conséquence, acheter aux Indes britanniques. Par contre, les agaves qui fournissent une fibre textile : le sisal, sont susceptibles d'y trouver un grand développement. Le problème s'est donc posé de remplacer l'un par l'autre et malgré des difficultés d'adaptation de l'outillage, il semble qu'il y ait lieu d'envisager une solution favorable.

Il conviendra aussi de créer un marché français du sisal étant donné que toute la production de nos colonies est actuellement dirigée sur les places de Londres, d'Anvers et de Hambourg qui la réexpédient ensuite vers la France.

e) *Raphia*.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises seulement	3,2	2,3	2,1

f) *Kapok*.

Importations des possessions françaises .	1,0	1,0	1,1
Importations de l'étranger	0,6	0,5	0,4
Total	1,6	1,5	1,5

1. *Conf. du Com. Col.* « Le sisal », rapport de M. Ferrant, vice-président du Syndicat des corderies et ficelleries mécaniques de France.

Conf. du Com. Col. « Le sisal », rapport de M. Louis, membre du Comité des Conseillers du Commerce extérieur.

Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « Le sisal », « Le chanvre ». *La Dépêche coloniale*, 3 avril 1937.

g) *Phormium tenax*. Ramie. Fibre de coco.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	8,6	8,9	11,2
Importations de l'étranger	17,2	17	21,3
Total.	25,8	25,9	32,5

3° LE CAOUTCHOUC¹.

La production mondiale du caoutchouc s'est accrue depuis 1900 dans des proportions si considérables que l'offre n'a pas tardé à dépasser la demande. En conséquence les cours se sont effondrés nécessitant des plans de restriction qui ont été adoptés par 99 p. 100 des producteurs en 1922 d'abord (plan Stevenson) puis en 1934 à Londres.

Malheureusement la France n'a participé qu'avec beaucoup de retard à cet accroissement de production et nous restons encore à l'heure actuelle tributaires des possessions britanniques pour les 5/6^e de notre demande.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	7,6	10,6	12,1
Importations de l'étranger	50,0	48,0	51,5
Total.	57,6	58,6	63,6
dont d'Indochine	7,6	9,8	11,6
d'A. O. F.	0,2		
d'A. E. F.	0,3		

L'exploitation du caoutchouc de cueillette en A. O. F. et en A. E. F. est à peu près complètement abandonnée et c'est vers nos magnifiques plantations d'hévéas d'Indo-

1. *Conf. du Com. Col.* « Le caoutchouc », rapport de M. W. Hausser, secrétaire de la Chambre Syndicale du caoutchouc.

Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « Le caoutchouc ». *La Dépêche coloniale*, 1^{er} avril 1937.

chine que sont orientés tous nos espoirs. Ils sont d'ailleurs pleinement justifiés puisque les planteurs ont su comprimer leurs prix de revient au point que les mesures de protection édictées par la loi du 31 mars 1931 ont pu être supprimées en 1934.

Il y a tout lieu de croire que d'ici peu d'années nous serons en mesure de faire face à tous nos besoins.

4° LE TABAC ¹.

Bien que le tabac puisse être considéré avant tout comme un produit d'intérêt fiscal, il n'en reste pas moins que nos achats à l'étranger grèvent annuellement notre balance commerciale de plus de 100 millions de francs.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	8,5	43,2	14,0
Importations de l'étranger	20,9	21,5	17,1
Total.	29,4	34,7	31,1
dont d'Algérie.	5,2	11,4	30,0
de Madagascar	3,1	1,7	10,5

La question est donc d'un grand intérêt ; ce qui n'atténue d'ailleurs pas les difficultés techniques rencontrées pour la production des variétés supérieures que nous devons acheter à l'étranger. Cependant les résultats obtenus en Algérie et à Madagascar ; les études poursuivies par la commission permanente des tabacs dans cette dernière colonie, permettent d'entrevoir une solution favorable à ce problème qui reste cependant inséparable d'une œuvre délicate et de longue haleine.

1. *Conf. du Com. Col.*, rapport sur la culture du tabac en France et dans les colonies françaises, par M. Berend, ingénieur en chef des Manufactures de l'État.

III. — Produits forestiers ¹.

« Le Génie de la Forêt » qui joue un si grand rôle dans la mentalité des primitifs et qui hante les étendues sylvestres de nos possessions équatoriales veille sur des trésors que nous avons jusqu'ici plutôt détruits que systématiquement exploités.

En effet, lorsqu'en regard de l'importance de nos forêts coloniales qui couvrent plus de 90 millions d'hectares et contiennent à peu près toutes les essences connues, on place notre demande en produits forestiers de toutes sortes, on ne peut s'empêcher de remarquer l'effort dérisoire qui est fait pour leur utilisation rationnelle.

1^o BOIS D'ŒUVRE ².

Si l'on fait abstraction de l'acajou utilisé en ébénisterie et de l'okoumé employé dans la fabrication des contre-plaqués ; nous constatons que le 1 / 5^e à peine de nos besoins nous est fourni par nos possessions.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) Okoumé.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises	—	—	—
d'A. E. F..	110	129	118
Importations de l'étranger.	0	0	0

b) Acajou.

Importations des possessions françaises.	27	20	6
Importations de l'étranger.	1,4	1,5	0,7
Total.	28,4	21,5	7

1. E. du Vivier de Streel. « Nos forêts coloniales », *Rev. des Deux Mondes*, mai 1934.

Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « Le Bois ». *La dépêche coloniale*, 3 avril 1937.

2. *Conf. du Com. Col.* « Les possibilités d'utilisation des bois coloniaux

c) *Autres bois (construction et ébénisterie).*

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	60	43	57
Importations de l'étranger	1.008	638	627
Total.	1.068	731	684

Tandis que les deux premières catégories posent un problème de conservation et de repeuplement, c'est une question de mise en valeur qui intéresse les autres. On ne peut d'ailleurs en méconnaître les difficultés si l'on songe qu'elle doit être envisagée au double point de vue de la protection et de l'exploitation et qu'à ce titre elle est liée à l'amélioration des moyens de transport et d'embarquement, au débitage sur place, à la réorganisation des régimes fiscaux, sans préjudice de la création d'un service forestier colonial calqué sur celui de la métropole.

2° LA PÂTE À PAPIER.

Sans méconnaître les difficultés soulevées par l'utilisation des bois coloniaux dans la fabrication des pâtes de cellulose ¹, les résineux généralement employés, ne formant de peuplements importants qu'en Indochine, nous ne devons pas oublier qu'une mission avait été chargée pendant la guerre d'étudier les possibilités de nos ressources coloniales à ce sujet et que de nombreuses essences (avoiré, tahia, emien, samba, sibou, fromager, etc...), avaient été retenues, dont le rendement n'est pas inférieur aux essences présentement employées.

en France », rapport de M. Jean Collardet, directeur technique du Comité National des bois coloniaux.

Conf. du Com. Col. « L'importation en France des bois coloniaux à l'usage de l'ébénisterie et de la décoration intérieure », rapport de M. Roumy, conseiller du Com. Ext.

1. M. Martelli. « L'industrie du papier et nos colonies ». *Actes et comptes rendus de l'Association colonies. Sciences*, 1929.

Nos immenses plantations d'alfa de l'Afrique du Nord pourraient également être mises plus largement à contribution afin de nous permettre de faire face à tous nos besoins, ce qui n'est pas le cas si nous songeons aux quantités de pâtes de bois achetées annuellement à l'étranger ¹.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) *Drilles.*

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	1,7	1,3	1,6
Importations de l'étranger	89	107	141
Total.	90,7	108,3	143

b) *Pâtes de cellulose.*

Importations des possessions françaises.	0	0	0
Importations de l'étranger.	679	611	731

c) *Bois pour pâte à papier.*

Importations totales exclusivement de l'étranger	332	297	317
--	-----	-----	-----

3° LES BOIS DE TEINTURE ET ÉCORCES A TAN ².

a) *Les bois de teinture* autrefois très utilisés le sont de moins en moins en raison de l'emploi croissant des produits de synthèse.

Nous en importons cependant chaque année de 30 à 35.000 tonnes en provenance du Brésil, des Indes anglaises ou néerlandaises.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises .	0	0,1	0,3
Importations de l'étranger	38	30	41

1. Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « Le bois », *Dépêche coloniale*, 3 avril 1937; déjà cité.

2. *Conf. du Com. Col.* « Les matières tannantes d'importation », rapport présenté par M. Martelli, directeur de l'Association colonies. Sciences.

En ce qui concerne les bois rouges, les santals d'Indochine, de Madagascar et d'A. O. F. qui sont parfois exportés à l'étranger, pourraient remplacer les bois de Fernambouc et autres qui nous proviennent du Brésil et des Indes orientales.

Ils présentent d'ailleurs un intérêt moins grand que le bois de campêche que l'on préfère encore dans la majorité des cas aux teintures chimiques et à ce sujet Madagascar, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Dahomey seraient susceptibles de faire face à la totalité de nos besoins.

b) *Les écorces à tan.* — S'il est exact que certains extraits tannants achetés à l'étranger comme le quebracho sont complémentaires de nos produits européens, nos colonies sont, par contre, susceptibles de nous fournir des produits de remplacement dans la mesure suivante :

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises .	4,6	0,9	2,2
Importations de l'étranger	4,3	3,6	3,0

Les écorces de palétuvier présentent paraît-il des inconvénients techniques, mais le takaout et les tannins d'acacia « molissima » et de mimosa sont très appréciés et nos possessions, en particulier le Maroc et Madagascar, pourraient dès maintenant nous en fournir 6.000 tonnes par an.

4° LE LIÈGE

Nos possessions d'Algérie, de Tunisie et du Maroc sont largement exportatrices. Cependant nous restons acheteurs en Espagne et au Portugal de certaines qualités supérieures.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises .	19	14	15
Importations de l'étranger	4,4	2,6	1,6
Total.	23	17	17

5° LES PLANTES MÉDICINALES ¹

On peut normalement les rattacher aux produits forestiers en raison de l'origine sylvestre de nombre d'entre elles. Le marché français est largement exportateur de spécialités pharmaceutiques, il y a donc intérêt à rechercher dans nos colonies les matières premières nécessaires à leur fabrication. La prospection des ressources locales a d'ailleurs été faite dans la majorité des cas. Par contre, il ne semble pas que l'on retire de nos possessions toutes les espèces médicinales qui nous sont nécessaires.

6° LES HUILES ESSENTIELLES ²

Bien que les huiles essentielles et plantes à parfums soient des produits à marché limité, il n'est pas mauvais de remarquer en passant que nos colonies sont en mesure de fournir la majorité des essences demandées.

7° LA GOMME ARABIQUE

Nous en importons annuellement 8.000 tonnes environ dont 5.000 proviennent de Mauritanie. En raison des peuplements faits nous pourrons nous affranchir définitivement de l'étranger, améliorant ainsi notre balance commerciale de plus de 10 millions de francs.

1. *Conf. Com. Col.* « Les importations de plantes médicinales », rapport par M. Guy Roberty, ingénieur agricole.

2. *Conf. du Com. Col.* « Les huiles essentielles », rapport de M. de Grandprey, conseiller du Commerce extérieur.

8° LA LAQUE ET LE STICK LAQUE

La culture de l'arbre à laque est en voie d'extension au Tonkin.

Il y a lieu d'autre part d'améliorer la production du stick laque que secrètent certains insectes des forêts d'Indochine en raison de ses emplois variés dans la fabrication des vernis.

IV. — Les produits animaux.

1° L'ÉLEVAGE ¹

Bon an, mal an la France importe de l'étranger 16.000 chevaux, 23.000 bœufs, 12.200 porcs, 100.000 moutons, 8.000 tonnes de viande fraîche, 2.900 tonnes de viande congelée, 1.400 tonnes de conserves.

D'autre part, nos colonies nous fournissent en moyenne 6.000 chevaux, 4.600 bœufs, 4.900 porcs, 700.000 moutons, 9.000 tonnes de viande congelée, 4.500 tonnes de conserves, apport appréciable sans doute mais qui ne couvre pas la totalité de nos besoins et qu'il serait intéressant de développer dans la limite tout au moins des possibilités d'écoulement vers la métropole.

C'est vers nos colonies à climat tempéré, Afrique du Nord, Madagascar, Nouvelle-Calédonie qu'il y a lieu d'orienter cet effort.

Pour être complexe d'ailleurs, le problème n'est pas insoluble. Il comporte la mise en œuvre d'un programme

1. *Conf. du Com. Col.* « Les viandes », rapport de M. Laskine, ancien directeur du Cabinet du Ministre du Commerce, président du Comité technique de l'alimentation.

Voir loi du 16 avril 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché de la viande.

de développement, de sélection et d'organisation de l'élevage ainsi que la création d'industries de transformation et de transports frigorifiques sans compter l'abaissement des prix de revient.

Il en vaut d'ailleurs la peine, si nous songeons que notre balance commerciale pourrait être ainsi améliorée de plus de 120 millions de francs par an.

2° LA LAINE ¹

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises	4	5	11
Importations de l'étranger.	202	228	211
Total	206	233	222
dont d'Algérie.	1,9	2,5	5,9
de Tunisie.	0,8	1,3	0,6
du Maroc	»	1,0	
d'Australie	40	38	
de la République Argentine.	85	35	
d'Afrique du Sud	36	37	
d'A. O. F.	»	0,2	

Une telle statistique se passe de commentaire. Elle montre dans toute son acuité une question vitale pour une industrie française qui intéresse plusieurs provinces et fait vivre plus de 200.000 ouvriers.

Cependant notre troupeau ovin colonial est loin d'être négligeable puisqu'il représente plus de 33 millions de têtes, dont environ 8 millions pour le Maroc, 8 pour l'Algérie, 4 pour la Tunisie, 3 pour la Syrie, 8 pour l'A. O. F. et 2 pour l'A. E. F.

1. Conf. du Com. Col. « Les laines coloniales utilisées par l'industrie française », rapport de M. Maurice Dubrulle, industriel.

Il semblerait à première vue que la question soit de solution facile en raison des conditions climatiques favorables de nos possessions d'Afrique du Nord.

Ceci serait peut-être vrai s'il ne s'agissait que de développer numériquement le cheptel de ces colonies. Mais à quoi cela serait-il bon si la laine produite était dure, remplie de jarres, de poils jaunes ou de chardons et pratiquement inutilisable pour la fabrication des belles draperies qui font la renommée de l'industrie française ? Or, c'est malheureusement ce qui se produit et jusqu'à présent nos laines coloniales sont au plus bonnes pour la fabrication des draps militaires, des tapis, de la matelasserie et de la bonneterie.

C'est donc vers une sélection qui pourra être obtenue par des croisements judicieux qu'il y a lieu de s'orienter. Les résultats acquis par les éleveurs des Républiques sud-africaines autorisent dans cet ordre d'idées de légitimes espérances. Il faut souhaiter que les efforts de l'Union ovine coloniale et de l'Union ovine nord-africaine arrivent un jour prochain à des résultats tels, que nous puissions envisager de nous affranchir vis-à-vis de l'étranger d'une servitude qui grève chaque année notre balance commerciale de plus de 1.500 millions de francs.

3^o CUIRS ET PEAUX ¹

L'appoint que nous fournissent nos colonies (Afrique du Nord, A. O. F., Madagascar) est appréciable si nous en jugeons par les chiffres suivants :

1. *Conf. du Com. Col.* « Cuir et peaux », rapport de M. J. Weill, conseiller du Commerce Extérieur, administrateur délégué du cuir moderne, 1933.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	10	10	13
— de l'étranger	27	29	35
Total	37	39	48
dont d'Algérie.	1,1	1,2	1,9
de Tunisie	0,8	0,9	1,1
du Maroc	0,5	1,1	1,5
d'A. O. F.	1,8	1,8	1,3
de Madagascar	4,0	3,7	4,8

La situation pourrait cependant être meilleure. C'est par la recherche de la qualité, le mode de préparation des peaux, l'abaissement des prix de revient que nos possessions pourront envisager la conquête de notre marché.

Les efforts tentés en ce sens par Madagascar ont été couronnés de succès et il est possible que là encore dans un avenir prochain notre balance commerciale puisse être allégée de quelque 100 millions de francs.

4° LA SOIE ¹

L'industrie de la soie naturelle est essentiellement française et Lyon a occupé et occupe encore dans le monde une situation enviable à ce sujet.

Mais s'il en est ainsi du point de vue du tissage, il n'en est pas de même de celui de la production. La France qui a produit dans le passé jusqu'à 2 millions de kilogrammes de soie n'en produit plus actuellement que 80.000 kilogrammes à peine.

1. *Conf. du Com. Col.* « La soie naturelle », rapport de M. Heim, conseiller du Commerce Extérieur, membre du Comité supérieur de la sériciculture, 1933.

L'apport de nos colonies est d'autre part négligeable si nous en jugeons par le tableau suivant :

Commerce spécial en tonnes.

a) Soies en cocons et en masse.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	75	207	148
— de l'étranger.	1.924	2.324	2.167
Total.	1.999	2.531	2.315
dont des Etats du Levant sous mandat français	72	205	145

b) Soies grêges.

Importations des possessions françaises.	11	13	7
— de l'étranger	3.200	3.992	2.629
Total.	3.211	4.005	2.636

Disons d'un mot qu'il y a là pour tous nos « soyeux » un problème capital qui se chiffre par un déficit de plus de 1.600 millions de francs par an en ce qui concerne notre balance commerciale.

C'est dire que l'augmentation de la production en Syrie et en Indochine représente un gros espoir. Mais il ne faut pas oublier que le succès d'un tel effort est lié avant tout à une notion de prix de revient en raison du bon marché remarquable des concurrents chinois et japonais.

5° POISSON

Les ressources fluviales et maritimes sont à ce point de vue d'une importance capitale tant pour la France que pour l'alimentation des populations indigènes. N'y a-t-il pas des régions comme le Sous au Maroc où la pêche représente le seul remède contre la famine¹.

1. Pierre Robitaille. Agadir. Le Sous. *Aperçus d'organisation économique rationnelle*.

Or, sur 100.000 tonnes de poisson frais et conservé que nous importons 20.000 seulement proviennent de nos colonies. Sans doute, l'Indochine possède déjà une industrie de pêche importante ; un gros effort est fait au Maroc en ce qui concerne les conserves de sardines, mais il ne semble pas jusqu'à présent que l'on ait tiré tout le profit que l'on peut attendre des ressources côtières de Madagascar, de l'A. O. F. et de la Mauritanie. Elles seraient susceptibles de nous fournir en poissons de toutes sortes et en particulier en crustacés des quantités que nous importons chaque année pour des sommes qui grèvent notre balance commerciale de plus de 300 millions de francs.

V. — Les produits minéraux¹.

La question du ravitaillement de la France en ressources minérales pose un problème complexe et particulièrement angoissant, si nous songeons qu'il dépasse, dans bien des cas, le cadre de la vie économique, pour intéresser directement la Défense Nationale. Il en est ainsi notamment pour le pétrole, le charbon, le fer, le cuivre, le manganèse, le plomb.

1° LE PÉTROLE²

Au regard d'une consommation annuelle de plus de

1. *Conf. du Com. Col.* « Le ravitaillement de la France en matières minérales », rapport de M. Jean Picard, secrétaire adjoint du Comité d'études minières pour la France d'outre-mer 1933.

E. du Vivier de Streel. « Les ressources minières de notre empire d'outre-mer, *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1934.

Nous devons un inventaire complet de nos ressources minières coloniales au « Comité d'Études minières pour la France d'outre-mer », dirigé par M. F. Blondel.

Statistique minière de la France d'outre-mer, *Dépêche coloniale*, 3 avril 1937.

2. Christel d'Ornjelm. « La France et le pétrole », *Thèse Ecole Libre des*

5 millions de tonnes, nous n'avons à notre actif que les quelque 70.000 tonnes en provenance de Pechelbrom.

Sans doute les droits acquis par la Compagnie Française des Pétroles dans l'exploitation par Pipe-Line des pétroles de Mésopotamie représentent un gros appoint d'au moins 20 p. 100 de nos importations¹. Mais indépendamment de facteurs économiques sur lesquels nous n'avons plus à insister, l'objectif reste de nous affranchir d'une dépendance étrangère périlleuse en cas de guerre. C'est le but poursuivi par l'Office National des Combustibles liquides créé par la loi du 10 janvier 1935.

Nos colonies seraient probablement susceptibles de nous fournir une contribution appréciable. Un jaillissement de pétrole n'a-t-il pas été obtenu au Maroc, au Djebel Tselfat en mars 1934 ? Des traces d'hydrocarbures découvertes en A. O. F., en A. E. F., à Madagascar et en Indochine ?

D'une façon générale, le problème est lié à la question capitale de la prospection minière de notre Empire. C'est par une collaboration étroite de la puissance publique et de l'activité privée que l'Angleterre est arrivée à un résultat remarquable dans des colonies voisines des nôtres. Cette formule semble devoir être retenue et il y a lieu de noter en ce sens les efforts faits au Gabon dans la région de Madiala par l'action conjuguée de l'O. N. C. L. et de la Compagnie Française des Pétroles; au Maroc par le

sciences politiques, Paris, 1931. Les presses universitaires de France.

Conf. du Com. Col. « Le pétrole », rapport de M. M. Féraud, conseiller du Com. Ext., directeur des Mines de Pechelbrom, 1933.

1. Ch. Dautin. L'adduction par Pipe Line du pétrole de Mésopotamie aux ports de la Méditerranée, *Génie Civil*, mars 1935.

« Bureau de recherches et de participations minières ¹ ». Il est possible, nous le verrons, que dans l'avenir « le Comité d'Études Minières pour la France d'outre-mer », qui a été créé en 1930, devienne le pivot de cette collaboration entre l'État et les Sociétés privées pour la prospection de nos colonies.

2° LE CHARBON ²

Il n'est nul besoin d'insister sur la vulnérabilité de nos houillères pour rendre accessible à tous le premier aspect du problème du charbon. L'insuffisance de la production métropolitaine en est un autre; tandis que notre consommation annuelle est de l'ordre de 85 millions de tonnes notre production moyenne n'excède pas le chiffre de 55 millions.

Or, dans nos achats hors de France, la part de nos colonies est négligeable si nous en jugeons par le tableau suivant :

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	203	262	264
Importations de l'étranger	19.600	20.700	21.950
Total.	19.803	20.962	22.200

Cependant en l'état actuel de la prospection minière de nos possessions des gisements importants se sont révélés

1. B. Clarjean. Maroc, « L'exploitation du pétrole », *Bull. Afrique Française*, 1934.

R. Hoffherr et P. Mauchaussée. « Formules modernes d'organisation minières africaines », Sirey, 1933.

Les recherches de pétrole au Maroc. *Bull. Econ. Maroc*, avril 1935.

2. Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « Le charbon », *La dépêche coloniale*, 25 mars 1937.

de divers côtés. Mais certains restent inexploités, ceux de Nouvelle-Calédonie ou de Madagascar par exemple.

D'autres seraient susceptibles de nous apporter une contribution plus substantielle. Il s'agit de ceux d'Hongay au Tonkin, de Djerada ¹ au Maroc, de Kenadza en Algérie. Mais le résultat reste subordonné à des mesures administratives appropriées ou à l'aménagement des voies d'accès nécessaires.

Nous consommons en particulier 800.000 tonnes environ d'antracites qui nous proviennent de l'étranger. Or, l'Indochine est productrice de cette qualité de charbon complémentaire des nôtres. Le marché métropolitain devrait constituer un débouché normal. Il eut suffi pour cela de faire une distinction entre les catégories contingentées en provenance de l'étranger. Faute de quoi les charbons du Tonkin qui ont perdu par ailleurs leurs débouchés asiatiques se voient durement concurrencés sur nos marchés par les antracites anglais ou russes.

En Algérie à 600 kilomètres au sud d'Oran, la houillère de Kenadza est actuellement exploitée par la Société des Chemins de fer algériens qui en tire chaque année les quelques 30.000 tonnes nécessaires à la marche de ses locomotives. Elle pourrait fournir un très gros rendement mais cette question reste subordonnée à la création du transsaharien.

Au Maroc à 40 kilomètres au sud d'Oudja, le gisement de Djerada fournit un anthracite de la meilleure qualité. La production pourrait atteindre plus de 350.000 tonnes

1. Louis Clariond et Paul Mauchaussée. « Le charbon au Maroc. La valeur économique de la houillère de Djerada », dans *Bull. Afrique Française*, décembre 1934.

par an dès que l'évacuation par Saïdia ou Nemours sera organisée ¹.

Il en est de même de la mine de la Sakoa à Madagascar dont l'exploitation pourra être entreprise dès qu'un chemin de fer de 150 kilomètres aura été construit, afin de réunir la houillère à un port d'embarquement.

Disons pour conclure que nos colonies ont besoin également de charbon tant pour leur consommation intérieure que pour l'avitaillement des navires et que, sauf en ce qui concerne l'Indochine, le quasi-totalité de ces importations est d'origine étrangère. Nous avons ainsi une vue d'ensemble d'un problème qui se solde en ce qui concerne notre balance commerciale par un déficit qui n'est généralement pas inférieur à 4 milliards de francs.

4° LE CUIVRE

Après le pétrole et le charbon c'est le cuivre qui nous impose les plus fortes sorties de capitaux. En effet, pour une consommation de 100 à 150.000 tonnes nous ne disposons que d'une extraction annuelle qui est au maximum de 500 tonnes par an dans les Hautes-Alpes et l'Aude.

Par ailleurs, l'appoint de nos colonies étant insignifiant nous achetons la presque totalité de ce métal à l'étranger.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

1° Minerais.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	0,2	0,4	0,2
— de l'étranger	0,5	»	0,4
Total	0,7	0,4	0,3

2° Cuivre pur en masse.

Importations totales exclusivement de l'étranger	94	95
--	----	----

1. R. Hoffherr et P. Mauchaussée. *Formules modernes d'organisation minières africaines*, Sirey, 1933, p. 161.

En face d'un problème aussi important il est utile de se demander si nos colonies ne seraient pas en mesure d'améliorer cette situation. Les quelques milliers de tonnes qu'elles nous ont fourni suffiraient déjà à justifier de plus amples recherches s'il n'existait des gisements exploitables au Maroc et en A. E. F.

Au Maroc, 2 mines situées dans la région d'El Kelaa et de Debdou ont fourni 2.000 tonnes en 1929. En A. E. F. le gîte de Mindouli qui a produit 9.700 tonnes en 1930 se trouve à proximité du chemin de fer Congo-Océan et à ce titre doit retenir toute notre attention pour la solution d'une question qui grève bon an, mal an notre balance commerciale de 300 à 1.500 millions de francs.

3° LE FER

Si la France est le deuxième pays producteur de minerai de fer du monde, il ne faut pas oublier que nos réserves métropolitaines se trouvent dans des régions particulièrement exposées aux invasions et que leur durée a été limitée à un siècle au maximum.

D'autre part, l'absence de minerais riches nous laisse tributaires de l'étranger pour des quantités appréciables dans lesquelles nos possessions n'apportent qu'une faible part.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises. .	19	21	57
— de l'étranger.	922	432	335
Total.	941	453	392
dont d'Algérie	12	18	14
de Tunisie.	7	2	43

L'Algérie et la Tunisie seraient sans doute susceptibles

de nous fournir des quantités plus importantes de ces minerais ; malheureusement leurs réserves sont inférieures à 150 millions de tonnes.

C'est donc vers nos autres possessions que doivent s'orienter les recherches et on ne peut que poser la question en mentionnant le rôle qu'un service de prospection minière semble être appelé à jouer en pareille matière.

5° LE MANGANÈSE ¹

L'industrie sidérurgique française en emploie environ 400.000 tonnes pour le traitement des minerais de fer phosphoreux du bassin lorrain et la fabrication des aciers spéciaux.

La presque totalité de cette quantité nous est fournie par la Russie et nos colonies ne figurent dans ces importations que pour une part infime.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	4,5	34	19,5
Importations de l'étranger	578	338	402
Total	583	372	421

Cependant des gisements considérables existent dans l'atlas marocain et en A. O. F. qui ne sont pas exploités faute de moyens de transport. C'est une question qui intéresse directement notre Défense Nationale sans oublier que notre balance commerciale se trouve de ce fait grevée annuellement de quelque 100 millions de francs.

1. Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « Le manganèse », *La dépêche coloniale*, 25 mars 1937.

6° ZINC ET PLOMB ¹

La France importe du zinc et du plomb bruts et exporte des produits ouvrés.

Les gisements métropolitains ne fournissent pas plus de 10.000 tonnes par an et la production de nos colonies étant insuffisante, c'est à l'étranger que nous devons nous adresser pour les quantités qui nous sont nécessaires.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

A. Plomb.

a) *Minerai de plomb.*

Importations des possessions françaises	0,1	0,6	7,9
Importations de l'étranger . . .	26	6,1	32,6
Total.	26,1	6,7	40,5

b) *Plomb en masse.*

Importations des possessions françaises	18	25	20
Importations de l'étranger . . .	81	57	60
Total.	99	82	80

B. Zinc.

a) *Minerai de zinc.*

Importations des possessions françaises	0	0,04	12
Importations de l'étranger . . .	166	125	184
Total.	166	125	196

b) *Zinc en masse.*

Importations des possessions françaises	2,5	4,5	4,6
Importations de l'étranger. . . .	39	33	27
Total.	42	38	32

1. Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « Zinc et plomb », *La Dépêche coloniale*, 23 mars 1937.

Le plomb est produit principalement en Algérie, en Tunisie et au Maroc ; le zinc en Afrique du Nord et en Indochine, mais l'exploitation des gisements est entravée par la crise et subordonnée à des mesures de protection dont l'incidence sur les industries consommatrices de plomb doit être attentivement pesée.

C'est une question à étudier si nous songeons que l'insuffisance de la production franco-coloniale entraîne pour notre balance commerciale un déficit de 3 à 400 millions de francs par an.

7° NICKEL ET CHROME

La Nouvelle-Calédonie qui est avec le Canada, le plus gros producteur de nickel du monde [serait susceptible de faire face à la totalité de nos besoins.

Cependant en l'état actuel des choses ceci n'est pas encore réalisé.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) *Mattes de nickel (1^{re} fusion).*

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.			
Nouvelle-Calédonie	3,8	6,3	4,5
Importations de l'étranger	0,5	0,6	0,4
Total	4,3	6,9	4,9

b) *Nickel en masses.*

Importations totales de l'étranger	1,6	2,6	1,9
--	-----	-----	-----

On peut en dire autant en ce qui concerne le chrome qui semble être appelé à jouer un rôle de plus en plus considérable dans l'industrie. Or, deux colonies en possèdent des gisements importants. La Nouvelle-Calédonie, qui produit 60.000 tonnes environ et l'Indochine qui pourrait en fournir au moins 20.000 tonnes. Ces chiffres

dépassent sans doute de beaucoup les besoins de la métropole et la question qui se pose est d'écouler cette production sur les marchés étrangers, mais il n'en reste pas moins que, malgré la distance, des mesures devraient être prises pour réserver aux minerais de ces possessions la totalité du marché français.

Commerce spécial en millions de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	4,6	4,6	7,0
Importations de l'étranger	22,6	29,8	39,6
Total.	27,2	34,4	46,6

Notre balance commerciale en serait améliorée d'une vingtaine de millions de francs.

8° ÉTAÏN ET TUNGSTÈNE ¹

La France consomme environ 10.000 tonnes d'étain par an, dont une quantité minime provient de nos colonies.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

a) *Minerai.*

	1934	1935	1936
Importations d'Indochine	0,01	0	0,01
Importations de l'étranger	0,5	0,02	0,1
Total.	0,51	0,02	0,1

b) *Saumons d'étain.*

	1934	1935	1936
Importations d'Indochine	0,02	0,3	0,6
Importations de l'étranger	9,6	8,3	9,4
Total.	9,62	8,6	10,0

Cependant le Maroc et le Cameroun en produisent en quantité, négligeable encore, sans doute, mais on ne peut

1. Georges Uhry. Nos ressources en matières premières. « L'étain », *La dépêche coloniale*, 23 mars 1937.

pas en dire autant de l'Indochine où l'exploitation de gisements riches et bien situés est actuellement poussée.

Quant au tungstène, qui accompagne généralement les gisements d'étain, il semble vraisemblable que l'Indochine qui en produit annuellement 600 tonnes pourra dans un proche avenir faire face à nos besoins qui sont de l'ordre de 1.800 tonnes.

9° GRAPHITE ET MICA

Madagascar en possède des gisements qui sont très supérieurs aux besoins de la métropole. Celle-ci cependant continue à faire appel à l'étranger dans une proportion qui est, en ce qui concerne le graphite, supérieure à 50 p. 100.

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises.	1,7	1,8	1,9
Importations de l'étranger.	2,0	1,9	2,0
Total.	3,7	3,7	3,9

10° OR

Il y a là une source de richesse qui, pour invraisemblable que cela puisse paraître, a été jusqu'à ces dernières années très négligée dans nos colonies.

Cependant c'est en Afrique que les anciens situaient le royaume fabuleux de Saba ; sur les rives du Niger que les vieux auteurs latins ou arabes placent les transactions relatives à ce métal précieux. La Guyane semble inséparable de cette exploitation et les placers de Madagascar et d'Indochine ont déjà fourni des quantités appréciables.

La crise, en détournant les indigènes de la culture pour les ramener à l'orpaillage, a déterminé une augmentation

sensible de la production et actuellement les exportations de nos possessions représentent les chiffres suivants :

Or natif en kilogrammes.

	1934	1935	1936
Importations totales	6.050	6.950	6.400
dont vers la France	6.020	6.950	6.400
d'A. O. F.	3.039	3.908	3.554
d'A. E. F.	907	820	547
du Cameroun	13	62	340
de Madagascar	453	435	338
de la Guyane	1.383	1.470	1.416
d'Indochine	220	260	205

Les bénéfices réalisés en cette matière par les Belges aux environs de Kilomoto et par les Anglais en Gold Coast et en Nigeria, ne peuvent que nous inciter à continuer dans une voie qui s'est révélée pour eux particulièrement avantageuse.

11° LES PIERRES PRÉCIEUSES

Si on les envisage au point de vue joaillerie elles ont pris une importance secondaire en raison de la crise que traverse actuellement cette industrie.

Mais une telle situation ne peut être considérée comme définitive et par ailleurs les pierres précieuses conservent un intérêt industriel qui est loin d'être négligeable.

Madagascar qui a été surnommée « L'île aux béryls » en exporte une grosse quantité qui est utilisée pour la fabrication des alliages au glucinium. Elle fournit également des grenats qui sont recherchés par l'industrie horlogère et par celle des abrasifs. Enfin ses quartz limpides font prime sur les marchés pour les constructions optiques, la lunetterie et la détection des ondes sonores ¹.

1. Pendant le premier trimestre 1937 il a été extrait et exporté en

12° MINÉRAIS DIVERS

On a découvert dans l'Atlas marocain des gisements de cobalt et de molybdène qui couvrent déjà les besoins de la métropole. Sans entrer dans le détail des minerais divers utilisés dans la métallurgie ou l'industrie des matières colorantes, il est bon de signaler que l'Algérie fournit le complément de notre consommation de kieselguhr et que des gisements d'antimoine et de mercure y sont actuellement en exploitation.

13° LES PHOSPHATES ²

Grâce à ses gisements nord-africains, la France est devenue un des principaux fournisseurs du marché mondial. Les ententes réalisées d'autre part entre les producteurs marocains, algériens et tunisiens ont permis d'assurer l'équilibre économique entre ces trois pays et un accord passé avec les producteurs américains est venu limiter la concurrence naissante. Aussi est-il paradoxal de constater avec les statistiques que nous restons clients de l'étranger pour des quantités relativement importantes.

Commerce spécial en millions de tonnes.

a) *Phosphates naturels*

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises	880	642	761
Importations de l'étranger	63	68	69
Total.	943	810	830

France, en Hollande, en Suisse et en Angleterre, 1 kg. 174 de béryls, topazines, topazes, saphyrs, opales et rubis, 2 kilogrammes de pierres moins fines, telles que grenats, améthystes et quelques autres sortes de moindre valeur et 25.000 kilogrammes de béryls et de grenats industriels opaques : cristal pour l'optique ou cristal de roche rose et cristal de rose pour la fonte. C'est par centaines de kilogrammes qu'on l'a envoyé en France, au Japon, et en Tchécoslovaquie.

2. *Conf. du Com. Col.* « Les phosphates », rapport de M. Gasiorowski,

b) *Superphosphates.*

Ce sont des phosphates améliorés par l'action de l'acide sulfurique. Ils nous proviennent pour la presque totalité de l'étranger.

	1934	1935	1936
Importations des possessions fran- çaises	0,03	0,04	0,7
Importations de l'étranger.	83	49	55
Total.	83,03	49,04	56

Si nous ajoutons que les matières premières nécessaires à cette fabrication sont d'origine étrangère nous saisirons tout l'intérêt qu'il y a pour nous à protéger la production française des superphosphates.

Nous touchons ainsi aux industries chimiques et il est impossible de clore cet exposé sans avoir dit un mot de deux produits qui en sont la base essentielle. Je veux parler du chlorure de sodium et du soufre.

14° CHLORURE DE SODIUM

C'est le point de départ de la fabrication de l'acide chlorhydrique et de ses dérivés. Il ne semble pas impossible de nous affranchir de l'étranger pour la fourniture de cette matière première. Or, tel n'est pas le cas si nous en jugeons par le chiffre suivant :

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations des possessions françaises .	34	24	18
— de l'étranger	44	56	49
Total.	78	80	67

conseiller du Commerce extérieur, directeur général de la Société des produits chimiques et engrais d'Auby, 1933.

15° SOUFRE

Au regard d'une consommation annuelle de plus de un million de tonnes de pyrites, nous n'avons à notre actif qu'une contribution de 200.000 tonnes environ qui nous est fournie par l'Algérie.

Nous restons donc débiteurs de la différence vis-à-vis de l'étranger et, si l'on fait abstraction de considérations générales sur l'importance de l'acide sulfurique, il reste que notre balance commerciale subit de ce fait un déficit qui n'est pas inférieur à 100 millions de francs.

* * *

D'une telle étude à dessein succincte de notre production coloniale se dégage au prime abord une impression d'optimisme.

Il est réconfortant de penser que tout ce qui est nécessaire à nos besoins se trouve déjà ou est susceptible de se trouver dans nos possessions d'outre-mer. Mais s'il nous venait à l'esprit d'en ressentir un juste sentiment d'orgueil il faudrait l'arrêter de suite en nous représentant le peu que nous avons fait jusqu'à présent pour tirer parti de cette situation privilégiée.

Au regard du déficit croissant de notre balance commerciale¹ les sommes considérables que nous devons

1. Le déficit de notre balance commerciale a atteint :

590 millions en août 1936 ;

672 millions en septembre 1936 ;

787 millions en octobre 1936 ;

987 millions en novembre 1936 ;

1 milliard 376 millions en décembre 1936 ;

1 milliard 546 millions en janvier 1937 ;

1 milliard 926 millions en février 1937.

chaque année payer à l'étranger viennent d'elles-mêmes se placer ; et c'est un fait qu'il ne nous est plus permis d'ignorer que nous avons dans nos colonies tout ce qu'il faut pour y apporter remède.

Il convient de consolider les résultats acquis, de développer les courants d'échange qui, déjà se précisent ; ce sera le but de cette politique dont les nécessités et les moyens seront étudiés, au cours de notre seconde partie.

* * *

SECTION II. — LES EXPORTATIONS DE LA FRANCE ET SES DÉBOUCHÉS COLONIAUX

Dans une introduction au livre de Seely sur « l'Expansion de l'Angleterre ¹ » M. Alfred Rambaud écrivait à ce sujet dès 1880 des phrases qui restent trop actuelles pour que nous résistions au plaisir de les reproduire ici.

« Nous subissons, disait-il, en ce moment, une crise industrielle et commerciale qui, non seulement aggrave dans de grandes proportions les souffrances des classes laborieuses et la gêne des classes moyennes, mais, en portant le trouble dans nos budgets menace de désorganiser nos services publics. La cause principale de cette crise c'est, que des pays, qui autrefois grâce à certaines circonstances politiques ou économiques, comme l'Italie, l'Allemagne, l'Amérique, produisaient peu et consommaient surtout nos produits ont eux-mêmes commencé à produire. Non seulement ils achètent moins cher, mais ils nous vendent infiniment plus. Non seulement

1. J. R. Seely. *L'expansion de l'Angleterre*, Paris, Colin, 1885

« leur marché s'est restreint pour nous, mais encore sur
« notre propre marché ils nous font une concurrence
« redoutable.

« Revenir aux relèvements de droits, défendre le pro-
« ducteur contre ses concurrents étrangers au détriment
« du consommateur ce n'est qu'un expédient. On ne peut
« l'admettre que comme moyen de gagner du temps.

« Ce n'est pas en retournant au passé que nous sauve-
« rons notre situation, c'est en allant hardiment vers
« l'avenir.

« Nous avons d'anciens débouchés qui sont engorgés,
« des veines qui sont épuisées : le seul remède rationnel
« c'est de créer des débouchés nouveaux, d'ouvrir des veines
« inexplorées. Or, il y a deux espèces de débouchés : ceux
« qu'on peut créer chez des peuples de civilisation diffé-
« rente, par exemple dans l'Indochine, la Chine, le Japon ;
« ceux qu'on peut trouver dans des pays de même race et
« de même langue, par exemple les colonies françaises.

« Les premiers ne sont assurément pas à dédaigner...
« Toutefois les débouchés de la deuxième catégorie sont,
« de beaucoup, plus sûrs..... »

Lorsqu'il écrivait ceci M. A. Rambaud n'avait en vue
sans doute, que la conquête de la clientèle française qui
se trouve dans nos colonies.

Cet objectif est touché, le résultat peut être chiffré. En
1937 nous avons vendu à nos possessions pour une somme
de 6.775.715.000 de francs.

Mais il est un autre but qu'il nous reste à atteindre.
Celui-là est inséparable de notre action colonisatrice dont
il doit être corollaire : c'est la conquête du marché indigène.
Elle est fonction de l'accroissement du pouvoir d'achat
des populations qui sont sous notre puissance et nous

verrons dans la suite de cet exposé les moyens les plus efficaces pour aboutir à ce résultat.

C'est dire que, placés dans l'alternative d'éliminer de notre marché colonial la concurrence étrangère en revenant au système de « l'exclusif », ou d'augmenter sa capacité d'absorption en favorisant notamment ses transactions avec l'extérieur ; c'est vers cette seconde solution que nous devons nous orienter sans hésitation.

Ce qui n'empêche pas d'ailleurs que des mesures douanières soient dans certains cas nécessaires pour assurer la prépondérance du commerce français devant la menace de certaines manœuvres de « dumping » social ou monétaire. Mais ceci fait, c'est à l'élargissement du marché d'outre-mer que nous devons nous appliquer.

Car, par ailleurs, le pourcentage de ces échanges est déjà fort appréciable. 60 p. 100 des importations indochinoises viennent de la métropole, Madagascar achète 75 p. 100 de ses marchandises à l'Empire français.

Un examen rapide des chiffres suivants permet d'ailleurs mieux qu'autre chose de s'en faire une juste idée ¹.

1937. Millions de francs.

	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.
	—	—	—	—
<i>Algérie.</i>				
Importations totales . . .	858	754	678	»
— de France .	678	558	527	»
<i>Tunisie.</i>				
Importations totales . . .	277	303	316	»
— de France .	166	184	190	»

1. Présidence du Conseil. *Bulletin de la Statistique Générale de la France et du Service d'Observation des Prix*, t. XXVI, fascicule II, janvier-mars 1938.

	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.
<i>Maroc.</i>				
Importations totales . . .	317	388	418	»
— de France .	129	127	131	»
<i>Etats du Levant sous mandat français.</i>				
Importations totales . . .	9,9	12,3	12,9	»
— de France .	1,3	1,9	1,2	»
<i>Indochine.</i>				
Importations totales . . .	33,2	35,6	45,4	»
— de France .	18,0	18,9	23,6	»
<i>Afrique Occidentale Française.</i>				
Importations totales . . .	314	335	»	»
— de France .	142	134	»	»
<i>Afrique Equatoriale Française.</i>				
Importations totales . . .	51	55	64	»
— de France .	21	19	21	»
<i>Madagascar.</i>				
Importations totales . . .	75	122	120	»
— de France .	58	87	91	»
<i>Martinique.</i>				
Importations totales . . .	52	45	»	»
— de France .	35	31	»	»
<i>Guadeloupe.</i>				
Importations totales . . .	37	»	»	»
— de France .	24	»	»	»
<i>Réunion.</i>				
Importations totales . . .	36	47	»	»
— de France .	18	27	»	»
<i>Guyane.</i>				
Importations totales . . .	9,6	13,0	13,4	»
— de France .	5,9	8,6	8,7	»
<i>Saint-Pierre-et-Miquelon.</i>				
Importations totales . . .	2,7	6,8	5,0	»
— de France .	0,3	1,3	0,5	»

	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.
<i>Nouvelle-Calédonie.</i>				
Importations totales . . .	21	20	28	»
— de France .	6,7	6,9	10,3	»
<i>Etablissements français de l'Océanie.</i>				
Importations totales . . .	8,0	17	15	»
— de France .	1,2	3,5	2,8	»
<i>Côte française des Somalis.</i>				
Importations totales . . .	48	43	52	»
— de France .	4,0	3,4	4,8	»
<i>Etablissements français dans l'Inde.</i>				
Importations totales . . .	18	14	27	»
— de France .	1,1	1,0	1,6	»
<i>Cameroun.</i>				
Importations totales . . .	52	62	68	»
— de France .	7,1	8,5	8,1	»
<i>Togo.</i>				
Importations totales . . .	19	19	20,7	»
— de France .	2,2	1,5	1,7	»
<i>Ensemble des territoires français d'outre-mer.</i>				
Importations totales . . .	2.800	2.900	»	»
— de France .	1.500	1.450	»	»

De l'étude de ce tableau nous pouvons conclure dans la majorité des cas à l'étroitesse des liens existant déjà entre les colonies et la métropole.

Il n'est pas douteux cependant que nombre de nos exportations pourraient trouver dans nos possessions un débouché plus important. Nous songeons en particulier à certains produits de première nécessité qu'elles achètent actuellement encore à l'étranger.

En effet si l'apport de la France représente 80 p. 100 environ dans leurs importations d'objets en métal, de produits chimiques et pharmaceutiques, de papeterie,

d'objets en cuir, d'huiles végétales et de produits laitiers : on ne peut en dire autant de la majorité des autres articles européens ou exotiques dont l'Empire français dans son ensemble pourrait être l'unique fournisseur.

L'étude reste à faire dans chaque cas particulier et c'est à titre d'exemple que l'on peut mentionner les produits suivants :

FARINES

Commerce spécial en milliers de tonnes.

	1934	1935	1936
Importations totales	110	85	83
dont de France	45	30	30

VINS

Commerce spécial en milliers d'hectolitres.

Vins ordinaires.

Importations totales	395	337	420
dont de France	290	225	290

THÉ

Commerce spécial en tonnes.

Importations dans les possessions françaises d'Afrique			
du Nord.	10.089	10.137	10.995
dont de Chine.*	8.684	8.667	»

TABAC

Commerce spécial en milliers de tonnes.

Importations totales, toutes catégories	7	11	13
dont de France	0,3	0,4	0,5
d'Algérie.	1,0	2,0	2,5

CAFÉS

Commerce spécial en milliers de tonnes..

Importations dans nos possessions françaises d'Afrique du Nord :			
Algérie	13,2	14,2	15,5
Tunisie	1,5	1,5	1,7
Maroc	2,3	2,6	2,7

On peut en somme poser en règle générale que c'est à l'étranger que nos colonies demandent la majeure partie des machines¹ et automobiles, des tissus de laine et de coton, des huiles minérales, des bois et charbons, des produits alimentaires dont elles ont besoin. Mais s'il est vrai de dire que l'accroissement de la part de la France dans ces importations constitue un premier pas à franchir, c'est bien en définition à l'élargissement du marché colonial qu'il nous faut viser et c'est là ce qui doit rester le but essentiel de notre politique.

* * *

Il n'est pas niable que des mesures douanières puissent se révéler efficaces pour augmenter dans certains cas ces courants d'échange. C'est pourquoi nous devons regretter que plusieurs actes internationaux viennent en cette matière entraver notre liberté d'action.

Mais si un système de préférence semble nécessaire pour assurer l'écoulement des produits coloniaux dans la métropole, une politique de soutien indispensable pour conserver à l'industrie française les débouchés d'outre-mer ; il ne faut pas oublier qu'un tarif douanier ne saurait constituer la base d'une doctrine coloniale, qu'au demeurant son excès irait directement à l'encontre du but cherché en diminuant d'autant la capacité d'achat de nos possessions.

C'est pourquoi il faut fonder tout nos espoirs sur les plans d'outillage qui sont envisagés depuis plusieurs

1. *Conf. du Com. Col.* « Les travaux hydrauliques aux colonies et le matériel moderne d'outillage colonial en vue de la construction par l'industrie française », rapport de M. Charles Moreau, ingénieur.

années déjà. Par l'afflux des capitaux qu'ils comportent, les demandes de matériel qu'ils nécessitent, ils attaquent le problème à la base et si leurs résultats sont à longue échéance, ils constituent cependant le moyen le plus sûr d'accroître la consistance des échanges franco-coloniaux.

Dès maintenant d'ailleurs ils représentent un élément appréciable de prospérité pour les populations d'outre-mer, car c'est bien en dernière analyse à cet accroissement de leur pouvoir d'achat qu'il nous faut aboutir.

C'est parce qu'elle fait contribuer Français et indigène à la grande œuvre de mise en valeur, parce qu'elle allie les plus hautes données de la morale colonisatrice avec notre intérêt bien entendu, parce que dans l'ensemble des doctrines coloniales elle représente la formule la plus heureuse de l'idéal d'association qu'il faut donner notre préférence à une politique impériale.

DEUXIÈME PARTIE

LES NÉCESSITÉS ET LES MOYENS
DE LA POLITIQUE

CHAPITRE PREMIER

ÉCONOMIE COMPLÉMENTAIRE

Mais il est des écueils qu'il faut avant tout éviter.

Développer sans contrôle et sans mesure les productions impériales, pourrait très vite aboutir à une impasse et le remède adopté serait pire que le mal. Car, « exalter une « viticulture tunisienne en concurrence avec celle de « l'Algérie ou de la Métropole, développer sur des points « divers de l'Empire la culture des céréales secondaires, « alors que la Métropole doit déjà muer artificiellement en « céréales fourragères ses stocks surabondants de blé ; « créer dans les colonies des industries transformatrices de « matières premières qui viendraient concurrencer les « industries françaises acheteuses de ces mêmes produits ; « des initiatives de ce genre, même si elles devaient donner « pendant peu de temps l'illusion de la prospérité, seraient « des germes d'infection et de mort pour la vie de l'Empire ¹. »

C'est qu'une telle économie doit être avant tout complémentaire et ce mot prend toute sa force si nous son-

1. *Conf. Econ. de la France métropolitaine et d'outre-mer. Introduction aux travaux de la commission d'Économie Générale*, par M. D. Serruys. A. E. Sayous. « L'agriculture et la concurrence de l'Afrique du Nord », *Rev. Econ. Int.*, juillet 1929.

geons que certains produits sont déjà par leur nature concurrents de ceux de la métropole. Il est vrai que pour ceux-là même, on peut trouver un compromis et c'est à cela qu'il a fallu s'appliquer, en particulier pour les céréales et les vins de l'Afrique du Nord.

BLÉ

MAROC ¹

Jusqu'à ces dernières années le Maroc a été exclusivement un pays de monoculture céréalière et le blé occupe encore la première place dans les exportations du protectorat.

Exportations des possessions françaises en milliers de tonnes.

	<i>Maroc.</i>	
	1934	1935
Blé dur	17	} 177
Blé tendre	148	

La France accepte de recevoir chaque année en franchise des droits de douane, un contingent qui a été fixé pour cinq ans, en 1932, à 1.650.000 quintaux de blé tendre et à 150.000 quintaux de blé dur. Ces chiffres ont été établis en tenant compte des intérêts divergeants des agriculteurs français, algériens et marocains.

Cette mesure, venue après le Dahir du 4 juin 1929, qui interdisait l'importation des blés et farines étrangères au Maroc, devait intensifier cette culture au point que la production doubla en deux ans.

Mais les prix de revient étant supérieurs à ceux du mar-

1. *Bulletin Economique du Maroc*, avril 1935, « La production du blé au Maroc ».

ché mondial et la consommation intérieure s'étant révélée insuffisante, il devait s'ensuivre une chute verticale des cours qui amena le Gouvernement à prendre des mesures de protection. Une caisse du blé fut instituée par le Dahir du 13 juillet 1933, dans le but d'écouler sur le marché mondial les stocks invendus. Les commerçants et les docks-silos reçurent à cet effet, une prime d'exportation qui fut fixée à 45 francs pour les premiers 50.000 quintaux et à 27 francs pour le surplus ainsi que pour les blés soumis à dénaturation.

Si cet édifice protectionniste est rappelé ici c'est pour montrer à quels déboires peut conduire le développement inconsidéré des productions concurrentes. Ce devait être d'ailleurs une leçon pour le protectorat et depuis lors, les services techniques et les producteurs du pays se sont attachés à améliorer la qualité des blés marocains, de façon à remplacer peu à peu les « Blés de force » que la Métropole importe actuellement des États-Unis et du Canada. Ainsi comprise la production marocaine qui peut, par ailleurs, nous fournir des blés durs que nous achetons à l'étranger lorsque notre récolte algérienne est déficitaire, deviendrait nettement complémentaire.

ALGÉRIE¹

La majeure partie des terres arables est consacrée en Algérie à la culture des céréales. La superficie cultivée qui est très variable, représente en moyenne 3 millions d'hectares dont les 5/6 sont ensemencés en orge et blé dur et 1/6 réparti entre blé tendre et autres céréales. C'est

1. Victor Demontes. « L'Algérie agricole », *Collection du Centenaire*, Laroze, Paris, 1930.

à partir de 1851, que l'Algérie a commencé à exporter l'excédent de sa production. Actuellement les exportations sont appréciables, si nous en jugeons par les chiffres suivants :

Exportations des possessions françaises en milliers de tonnes.		
	<i>Algérie.</i>	
	1934	1935
Blé dur	210	127
Blé tendre	105	138

Les blés tendres sont surtout cultivés par les colons européens et les quantités exportées sur la France permettent d'effectuer la soudure entre nos récoltes. Le surplus, qui est liquidé sur le marché mondial, bénéficie de la législation métropolitaine relative à l'organisation et à la défense du marché du blé.

Les blés durs, au contraire, sont surtout cultivés par les indigènes et consommés par eux. L'excédent est dirigé sur la métropole où il sert à la confection des semoules.

La culture algérienne du blé est étroitement solidaire de celle de France, en raison de l'union douanière qui, nous le verrons, rattache les deux pays. C'est dire que cette question doit être réglée au point de vue complémentaire et, qu'en particulier, un accroissement de production ne peut être envisagé que dans la catégorie des blés durs et surtout des blés de force qui nous proviennent de l'extérieur.

TUNISIE

Le problème se présente sous un aspect analogue en ce qui concerne la Tunisie qui est également un pays de culture de céréales et qui, à ce point de vue, est en union douanière avec la France depuis 1904.

**Exportations des possessions françaises
en milliers de tonnes.**

<i>Tunisie.</i>	1934	1935
Blé dur	11	108
Blé tendre	47	91

Là encore, c'est vers la production des blés durs et surtout des blés de force qu'il y a lieu de s'orienter si l'on veut éviter les conflits avec l'agriculture métropolitaine.

En somme et pour conclure, cette étude comparée permet de remarquer l'identité des directives qui peuvent être données à ce sujet à nos trois possessions d'Afrique du Nord.

VINS

De toutes les productions concurrentes c'est bien le vin qui a suscité les conflits les plus aigus avec la Métropole.

ALGÉRIE ¹

La superficie du vignoble algérien qui était restée inférieure à 175.000 hectares jusqu'en 1922, passa brusquement à près de 375.000 hectares en 1933. Pendant ce temps dans la Métropole, la superficie plantée en vignes restait fixée à un chiffre moyen de 1.400.000 hectares et la production à 55 millions d'hectolitres.

Jusqu'en 1933, les vins algériens s'étaient vendus normalement. Mais à partir de cette date la fermeture des débouchés étrangers, qui coïncidait précisément avec l'accroissement de la production devait amener une chute

1. Pierre Bertault. « L'Algérie et la nouvelle législation sur les vins », *Bull. du Comité de l'Afrique Française*, mars-avril 1934.

rapide des cours. La consommation locale, ne représentant qu'une part infime de la récolte, le 1/10^e environ, c'est vers le marché français que l'on se tourna pour la vente de l'excédent. Le conflit qui en résulta, reste trop présent à l'esprit de tous, pour qu'il soit besoin de le rappeler ici. Les viticulteurs français élevèrent des protestations légitimes et le Conseil National économique fut saisi de la question. L'attention fut attirée dès ce moment, sur la nécessité de développer en Algérie des cultures complémentaires de celles de la Métropole et une loi du 8 juillet 1933, qui modifiait celle du 4 juillet 1931, vint limiter la production, orienta les viticulteurs vers une politique de qualité en fixant un degré alcoolique minimum pour les vins mis en vente et tenta un assainissement du marché, par le blocage et la distillation obligatoire.

De nombreuses dispositions législatives se sont sans doute succédées depuis cette date ; mais leur étude serait moins intéressante que les considérations générales qu'il faut poser en cette matière.

Tout d'abord, en ce qui concerne les vins ordinaires, le marché métropolitain peut et doit rester dans une certaine mesure un débouché normal.

**Exportations des possessions françaises
en milliers d'hectolitres.**

Algérie.

	1934	1935
Exportations totales	11.655	11.962
dont vers la France	11.555	11.830

Il y a beaucoup à faire également pour intensifier la consommation du vin, dans nos diverses possessions

d'outre-mer¹. Mais, c'est surtout vers la production des vins de liqueur, des raisins de table et des jus de raisin, qu'il faut nous orienter si nous voulons donner à ce problème une solution effective.

a) *Vins de liqueurs*. — La France reste en effet cliente de l'étranger pour des qualités spéciales qui nous proviennent en majeure partie d'Espagne, du Portugal, de Grèce.

Importations en France en milliers d'hectolitres.

Vins de liqueur et mistelles.

	1934	1935
Importations des possessions françaises	161	218
Importations de l'étranger	111	136
Total	272	354
dont d'Algérie	130	125
de Tunisie	32	94

C'est une question qui mérite une longue étude et ne peut être réglée par des improvisations. Il est permis cependant de penser, qu'étant donné l'identité de climat de tous les pays méditerranéens, elle n'est pas entièrement insoluble.

b) *Raisins de table*. — L'Algérie ne possède pas plus de 5.000 hectares plantés en vignes à raisin de table ; c'est dire tout l'intérêt qu'il y aurait à développer cette culture qui est susceptible d'une grande extension. Mais, la question est liée au succès de la propagande qui a été inaugurée par la création de « stations uvaies » en France. Dans cette mesure, de beaux débouchés sont assurés à

1. *Conf. du Com. Col.* « Le vin », rapport de M. Prats, déjà cité.

cette production puisque, si nous en croyons certaines évaluations, le Français ne consommerait que 2 kilogrammes de raisins frais par an, tandis que l'Allemand en consommerait 3, l'Anglais 4, l'Espagnol 10 et l'Italien 12¹.

c) *Jus de raisin*. — Les indigènes musulmans de l'Afrique du Nord ne peuvent, en vertu d'interdictions coraniques, consommer de boissons provenant de la fermentation alcoolique. Il n'est fait exception à cette règle impérative, qu'en ce qui concerne les vins mousseux, qui, par une subtile interprétation des textes, sont considérés comme eaux gazeuses. En outre, les jus de raisin, qui n'ont pas subi de fermentation sont très appréciés et sous réserve d'un prix de vente abordable à une clientèle dont le pouvoir d'achat est minime, ils sont susceptibles de trouver dans ces pays un débouché très important.

TUNISIE

Le vignoble correspond en Tunisie à la formule de la petite exploitation. La superficie totale représente un chiffre d'environ 50.000 hectares, autour duquel elle s'est stabilisée depuis le décret beylical du 15 juillet 1932, qui équivaut pratiquement à une interdiction de toute nouvelle plantation.

L'entrée en franchise des vins en France a été restreinte d'autre part par la loi du 28 juillet 1933 au contingent de 550.000 hectolitres et c'est dans cette mesure que les exportations vers la métropole sont possibles.

1. *Conf. du Com. Col.* « Pour la renaissance du commerce colonial français. Les fruits et primeurs », rapport de M. Samuel de Lestapis, déjà cité.

**Exportations des possessions françaises
en milliers d'hectolitres.**

<i>Tunisie.</i>		1934	1935
		—	—
Vins ordinaires :			
Exportations totales		548	783
dont vers la France		532	} 738
vers l'Algérie		16	

C'est dire que là encore, c'est en examinant la question du point de vue complémentaire qu'on peut songer à la résoudre et les mesures à prendre sont analogues à celles qui nous l'avons vu, intéressent l'Algérie.

MAROC

Plus tard venu sous notre puissance, le Maroc pouvait en cette matière éviter des erreurs qui eussent amené d'amères déceptions. C'est donc à la conquête du marché intérieur que les viticulteurs se sont appliqués tout d'abord. Mais cet objectif est désormais atteint et, par ailleurs, l'admission d'un contingent en franchise n'étant pas autorisée, le marché métropolitain reste pratiquement fermé.

**Exportations des possessions françaises
en milliers d'hectolitres.**

<i>Maroc.</i>		1934	1935
		—	—
Total		7	13
dont vers la France		0,1	0,2

C'est donc dans le sens d'une politique nettement complémentaire que les producteurs marocains ont dû s'orienter et il faut signaler à ce sujet les gros efforts réalisés pour accroître la consommation et la vente des jus de raisin.

RIZ. RHUM. SUCRE

Ce que l'on peut dire du blé et du vin, est également vrai des autres produits concurrents de ceux de la Métropole.

Le problème du riz indochinois a perdu sans doute de son acuité depuis la réouverture des marchés d'Extrême-Orient. Mais, est-ce une raison pour continuer à ignorer que la Syrie, pour ne citer qu'un seul exemple, pourrait être un gros consommateur et que nous achetons nous-mêmes à l'étranger les qualités supérieures qui sont complémentaires de nos céréales ?

Nous avons étudié par ailleurs les questions relatives au rhum et au sucre de canne. Nous savons que les conflits qu'ils ont soulevés, ont été réglés par le moyen de contingents. C'est une solution peut-être, mais il faut bien le dire une solution négative qu'une organisation méthodique de l'Empire devrait toujours permettre d'éviter, en découvrant ou en créant dans nos possessions les débouchés qui nous font faute.

* * *

Mais alors, c'est qu'il y a aussi un manque d'organisation ?

Il faut malheureusement le reconnaître en même temps que le déplorer. Beaucoup trop reste à faire, aussi bien dans le domaine de la production que dans celui de la distribution. Il y a lieu de développer largement, nous l'avons vu, tous les produits non concurrents ; ils sont loin encore de faire face à tous nos besoins. Cela relève sans doute de la mise en valeur, mais n'est-elle pas subordonnée pour

les produits minéraux à une prospection qui reste à faire ? Et puis, il ne s'agit pas seulement de produire, il faut encore vendre. C'est toute la question des transports et de l'adaptation du marché qui se pose ; sans compter qu'il faut songer dès maintenant, par une meilleure organisation de la production, à diminuer les prix de revient pour le jour où le marché métropolitain étant saturé, il y aura lieu de se tourner avec des arguments décisifs du côté du marché mondial.

* * *

La question de prospection minière a été présentée avec beaucoup d'esprit et d'à propos dans un article du *Temps* par Pierre Mille, qui, devenu pour la circonstance gouverneur de colonies, adressait à son ministre le compte rendu suivant ¹ :

« Les années de vache maigre se faisant de plus en plus
« maigres, alors nous avons rogné sur tout. Sur nos pro-
« pres appointements, oui, Monsieur le Ministre, nous
« avons eu cet héroïsme. Sur les appointements de nos
« fonctionnaires à qui nous avons imposé le même héroïsme.
« Et nous avons aussi réduit leur nombre.

« Cela surtout n'est pas sans inconvénient. Sûrement,
« il peut y avoir des fonctions inutiles. Mais il y avait aussi
« des fonctions utiles, et même de celles-ci il n'y en avait
« pas assez. Cette affirmation peut paraître paradoxale :
« elle n'est par malheur que trop fondée.

« Vous savez bien, Monsieur le Ministre, que, par un
« apparent et déplorable miracle géologique, la colonie du
« Congo belge, les colonies anglaises, de la Nigeria, de la

1. « L'armature scientifique et technique de nos colonies va-t-elle disparaître ? » dans *Revue Politique et Parlementaires*, 10 mai 1935.

« Côte d'Or, en Afrique semblent richement minéralisées,
« qu'on y exploite le manganèse, le plomb, même l'or et
« le diamant ; et que, toujours par un même apparent
« miracle, mais en sens contraire, cette minéralisation
« semble s'arrêter juste à la frontière de nos colonies
« françaises. Mais ni votre perspicacité, ni votre compétence n'en ignorent la cause : C'est que nous n'avons,
« quand ils existaient, que des embryons de services
« géologiques, de prospection minéralogique... Et c'est
« la même chose pour l'agriculture, pour les pêcheries...
« Au lieu de développer les embryons de recherches agricoles, géologiques, minières, c'est là dedans que nous
« avons dû sabrer. Pour cette simple et suffisante raison
« qu'il ne fallait pas toucher à l'administrateur, d'ailleurs
« parfois réduit à la portion congrue, car l'administrateur est celui qui perçoit l'impôt sur l'indigène. Or,
« étant donné la diminution du rendement des douanes,
« l'impôt indigène devient notre principale ressource.
« Mais ainsi nous avons sacrifié l'avenir au présent. »

Une question de cette importance n'avait pas échappé à la commission spéciale des productions minières de la Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer. Elle avait conclu à la nécessité de créer un organisme minier, qui, sous la forme d'une fondation technique dotée de la personnalité civile, serait chargé de procéder à l'exploration géologique et minière de nos possessions.

Ses attributions eussent comporté :

1^o La création et le contrôle technique avec l'appui et l'accord des gouvernements locaux intéressés, d'établissements coloniaux ayant pour but l'exploration géologique et minière des possessions françaises d'outre-mer.

2° La constitution et la publication d'une documentation sur la géologie et les gisements miniers coloniaux.

3° L'organisation de cours et stages pour la préparation d'un personnel technique spécialisé pour les colonies.

4° L'aide apportée aux laboratoires s'occupant de recherches géologiques et minéralogiques.

5° L'organisation de missions géologiques et minières dans nos possessions d'outre-mer.

Cette fondation « accomplirait sa mission d'exploration « géologique et minière dans les diverses colonies par l'intermédiaire d'organismes locaux, sortes de filiales établies et fonctionnant avec l'appui des autorités coloniales ¹. »

Il eut été plus simple peut-être, de confier cette tâche à un établissement déjà existant comme par exemple le Bureau d'Études Géologiques et Minières pour la France d'outre-mer qui, créé par le décret du 17 août 1931, avait déjà donné des preuves de sa valeur en nous dotant d'un inventaire des ressources déjà existantes.

En tous cas, l'essentiel reste à faire. S'en remettre uniquement à l'industrie privée du soin de prospector notre Empire paraît insuffisant ; elle ne peut faire preuve des vues d'ensemble qui sont nécessaires et par ailleurs, les dépenses à engager sont souvent disproportionnées avec les bénéfices qu'elle peut légitimement attendre de son activité. Il semble donc qu'en cette matière, une collaboration effective entre l'État et l'activité privée représente la formule la plus heureuse. C'est en tout cas celle du

1. *Conférence Economique de la France Métropolitaine et d'Outre-mer*, rapport d'ensemble de la commission spéciale des productions minières, p. 13. Président M. Galliot, rapporteur général M. J. Picard, rapporteur adjoint M. Blondel, secrétaire général du Bureau d'études géologiques et minières coloniales.

Comité du Katanga qui a fait ses preuves et duquel, MM. Hoffherr et Mauchaussée ont cru devoir, dans un livre remarquable, rapprocher le bureau minier marocain ¹. Des expériences ont été tentées en ce sens en A. E. F., entre l'Office National des Combustibles Liquides et le Gouvernement Général, pour la recherche des gisements de pétrole et les résultats ont été probants.

Quoi qu'il en soit, il est bien certain que nous devrions depuis longtemps être sortis du stade des « expériences » et avoir adopté une politique de réalisation. En effet, il suffit de se reporter à l'inventaire que nous avons dressé de nos possibilités minérales, pour constater que cette négligence se chiffre par un déficit de plusieurs milliards de francs chaque année pour notre balance commerciale. C'est une considération positive sans doute, mais il en est une autre plus importante encore : c'est qu'il ne faut pas qu'un jour, prochain peut-être, on vienne reprocher à la France d'avoir failli à sa tâche, en négligeant d'exploiter des ressources qui sont indispensables à la prospérité des nations ².

* * *

Ce qui est vrai des ressources du sous-sol l'est également, mutatis mutandis, en ce qui concerne les produits de l'élevage et de l'agriculture. A vrai dire, ce n'est plus une question de découverte, puis d'exploitation, qui se pose, mais un problème d'adaptation à la demande. Ce qu'il faut, c'est une préparation scientifique et technique qui permette d'obtenir des produits de bonne qualité, à des

1. R. Hoffherr et M. Mauchaussée. Formules modernes d'organisation minière africaine, Sirey, 1933.

2. Henri Hauser. « La question des matières premières et la distribution des colonies », *Revue Econ. Int.*, janvier 1937, déjà cité.

prix de revient abordables. Dans ce but, disait Pierre Mille, il faudrait « non seulement multiplier les laboratoires et les jardins d'essais, mais donner à l'indigène des professeurs d'agriculture ». Boutade, peut-être, mais qui contient un trop grand fonds de vérité pour qu'il ne soit pas inutile de la répéter ici. Car, en définitive, ce n'est pas au colon ou à l'indigène que l'on peut demander de discerner les cultures qu'il faut ou non développer ; l'utilité des laboratoires et stations de recherches s'avère indispensable et, qui plus est, nous verrons qu'en haut lieu, il est besoin d'un organe coordinateur qui oriente tous ces travaux dans le cadre unique d'une politique complémentaire.

Employer ici des expressions importées mérite vraiment excuse, mais avons-nous le choix pour caractériser le produit-type, la qualité « Standard » qui doit faire prime sur le marché¹.

Les reproches que l'on peut faire en cette matière à nos produits coloniaux sont trop souvent justifiés, et si nous songeons au succès que lui doivent certains pays étrangers, nous saisissons dans son ensemble toute l'importance de la question.

Sans doute, s'il y avait seulement à établir des caractéristiques pratiques, la standardisation serait, somme toute, facile², mais où les difficultés naissent, c'est lorsqu'il s'agit de produire les qualités diverses qui ont été défi-

1. Gratien Candace. « Standardisation et politique économique coloniale », dans *l'Exportateur français*, 22 juin 1933.

2. Les standards ont été établis pour la majorité des produits. Voir par exemple :

Fruits et primeurs, rapport de M. de Lestapis, déjà cité ;

Thés d'Annam, rapport par M. Dignonnet, déjà cité ;

Caoutchouc, rapport de M. W. Hausser, déjà cité ;

nies. Si nous ajoutons à cela que l'organisation des transports et du marché reste trop souvent à faire, nous aurons déjà une faible idée du problème complexe qui se pose.

La défense des offices de conditionnement semble désormais superflue. La conquête du marché français par les fruits de Californie en dit plus long à ce sujet que les plus éloquents commentaires. Aussi, la création dans nos possessions d'organismes tels que l'Office chérifien de contrôle et d'exportation¹, l'Office algérien d'action économique et touristique ou l'Office tunisien de standardisation² munis des marques Maroc, Algeria et Tunisia, représente un indéniable progrès.

Mais il y a deux choses qu'il ne faut pas perdre de vue.

C'est que, tout d'abord, la notion de *qualité standard* doit rester malléable et s'adapter constamment aux besoins de la clientèle dont elle demeure la raison d'être ; le congrès de la standardisation organisé en 1931 par l'Institut Colonial Français a souligné que, dans cette voie, les magnifiques résultats obtenus par l'Afrique du Sud étaient dus à une collaboration effective entre producteurs, importateurs et exportateurs³.

Il semble donc, et c'est notre second point, que leurs syndicats soient appelés à jouer ici un rôle de premier plan ; l'estampillage devenant ainsi une suite logique des vœux qu'elle a trop souvent devancés. Car ce n'est pas, bien entendu, en collant l'étiquette « Maroc » sur de mau-

1. Dahir des 12 et 26 mai 1932.

2. Décrets beylicaux du 19 janvier 1934.

3. Conf. du Com. Col. « La standardisation des produits coloniaux », rapport de M. Luc, administrateur en chef des Colonies, 1933.

Conf. du Com. Col. « Organisation d'un syndicat général du Commerce franco-colonial », rapport de M. Richon, conseiller au Commerce Extérieur, secrétaire général de la B. N. C. I., 1933.

vaïses oranges d'ailleurs déplorablement enveloppées, que l'on pourra conquérir de haute lutte un marché qui était devenu libre par la déficience provisoire de l'Espagne.

* * *

La question des transports à l'intérieur de la colonie, celle des ports et des débouchés maritimes intéressent directement le programme d'équipement colonial. Mais il faut dire ici un mot de notre marine marchande.

L'histoire de nos possessions fut autrefois si intimement liée à celle de notre flotte de commerce que nous réunissons même parfois les deux choses dans des symboles évocateurs comme celui d'une « Compagnie de la Nacelle de France fleurdelysée¹ ». Dans ce premier Empire colonial perdu au désastreux traité de Paris, les productions de nos Antilles ne voyageaient que sous pavillon français. C'était le régime du « Pacte colonial » et si l'avènement des doctrines libérales en 1860, devait amener sa disparition, certaines dispositions législatives, réservent encore une part de cette catégorie de transports à la marine nationale. C'est d'abord la loi du 2 avril 1889 qui impose à la navigation entre la France et l'Algérie le régime du Pavillon français. De même nos relations maritimes avec la Tunisie et le Maroc sont soumises au privilège du Pavillon ; les produits de ces protectorats n'entrant en franchise dans la Métropole que s'ils ont été transportés par des navires français ou des bâtiments de puissances bénéficiaires de cette disposition, en vertu de traités de com-

1. G. Hardy. « Histoire de la colonisation française », in-8°, Laroze, 1928.

C. de la Roncière. « Histoire de la Marine française ».

merce. C'est encore un régime analogue, qui est imposé par la loi du 6 avril 1933 aux produits coloniaux bénéficiant du régime des primes ; mais par ailleurs la libre concurrence est de règle dans les transports franco-coloniaux.

Si nous nous reportons aux statistiques, nous voyons que le mouvement général des navires dans les ports français, peut se définir de la manière suivante ¹ :

TRANSPORTS MARITIMES

**Entrée et sortie de navires chargés. Tonnage mensuel
en milliers de tonnes.**

	1936			1937		
	Déc.	Nov.	Oct.	Déc.	Nov.	Oct.
<i>Entrées :</i>						
Navires français. .	4.386	4.226	4.312	4.206	4.249	4.552
Navires étrangers .	3.387	2.965	3.402	3.158	2.986	3.730
Total. . . .	4.773	4.191	4.714	4.364	4.205	5.282
<i>Sorties :</i>						
Navires français. .	4.404	4.037	4.144	993	4.095	4.168
Navires étrangers .	2.529	2.418	2.937	2.435	2.263	3.095
Total. . . .	3.633	3.455	4.048	3.428	3.358	4.263

En ce qui concerne plus particulièrement les transports franco-coloniaux, on peut compter que les bâtiments français transportent environ 95 p. 100 des exportations métropolitaines aux colonies. Par contre, 80 p. 100 seulement du trafic est assuré par nous dans le sens opposé, en raison des prix minimes consentis par les navires étrangers faisant escale dans nos ports coloniaux à leur retour en Europe. C'est surtout pour l'A. O. F. et l'A. E. F. que

1. *Bulletin de la Statistique Générale de la France*, t. XXVI, fascicule II, janvier-mars 1937.

cette concurrence se fait spécialement vive et c'est là en particulier qu'un tonnage appréciable est à récupérer ¹.

L'exemple anglais nous a montré que la vie d'un Empire est subordonnée au développement intensif de la marine marchande. Dès 1930 le Conseil National Économique avait attiré l'attention de tous sur cette importante question à laquelle reste liée, depuis longtemps déjà, la propagande d'une Ligne maritime et coloniale française.

Aussi le vœu suivant, émis le 22 octobre 1936, par le VI^e Congrès National des Conseillers du Commerce Extérieur, à Lille, apparaît comme particulièrement opportun :

« Le Congrès considérant :

« Que nos colonies ne sauraient développer leur activité commerciale sans un système de transports maritimes les reliant régulièrement et de façon aussi peu onéreuse que possible à la Métropole, entre elles et avec les autres pays qui sont leurs principaux clients et fournisseurs ;

« Qu'en raison des charges qu'elle supporte et des sujétions pesant sur son exploitation, la Marine marchande nationale est actuellement hors d'état de pourvoir à tous les services nécessaires, ce qui nous place souvent sous la dépendance de l'étranger et se voit obligée de pratiquer des taux de fret trop élevés lorsque la concurrence mondiale ne la contraint pas à travailler à perte ;

« Émet le vœu :

« Qu'un concours suffisant soit accordé à nos entreprises de navigation pour leur permettre de réduire en général les prix des transports coloniaux, d'éviter les barèmes

1. *Conf. du Com. Col.* « Les lignes maritimes », rapport de M. Marchegay, secrétaire général du Comité central des armateurs de France.

rigides, et de tenir compte des possibilités de chaque produit dans la fixation de leurs tarifs ¹. »

Quoi qu'il en soit, c'est à la construction de navires spéciaux qu'il nous faut appliquer dès maintenant. Ce sont les cargos de toutes sortes, les pétroliers, les navires frigorifiques qui nous manquent. N'oublions pas que l'augmentation de la vente de nos bananes coloniales, revient pour une bonne part, aux navires spéciaux comme le « Kolente » ou le « Kakoulima » et que la construction de ce dernier a permis de distribuer plus de 13 millions de francs aux ouvriers de Port-de-Bouc.

* *

Mais voici nos marchandises embarquées ; trop souvent sur des navires étrangers. Vont-elles nous parvenir, comme ce fut le cas pour le sisal, par le truchement d'Anvers, de Londres ou de Hambourg ² ?

Sans doute, si nous pouvions retourner des années en arrière, aux époques révolues du « Parloir aux Bourgeois », où s'opéraient toutes transactions relatives aux « buches, eschallaz, muis d'avène, tonniaux de vin, jantes à charrettes, liaces de parchemin, morues, foins et figues » la question serait plus facile et nous aurions gagné peut-être en ascétisme ! car enfin, les besoins ont grandi depuis lors et cent produits autrefois inconnus ont pris une place de choix dans nos opérations commerciales.

Nous le devons aux colonies. Déjà, aux temps lointains des Croisades s'étaient acquis des goûts nouveaux et l'on

1. *La Dépêche coloniale*, 31 octobre 1936.

2. *Conf. du Com. Col.* « Le marché des produits coloniaux », rapport de M. Simon, directeur de l'Institut colonial du Havre, 1933.

sent des transactions importantes en marge des « assises de Jérusalem, d'Antioche et de Nicosie ». Les produits de nos Antilles, restent inséparables des fastes du grand siècle et lorsqu'à la fin du xix^e nous verrons l'aurore d'une grande industrie, les découvertes coloniales viendront apporter un champ sans cesse accru à son activité.

Concentrer dans un seul port l'ensemble de ce marché, serait courir à un échec en raison de la nature même de notre territoire métropolitain. Une telle conception serait juste sans doute pour un pays comme la Belgique qui ne regarde que sur une mer, mais ce n'est pas le cas pour nous.

Aussi lorsqu'il est question de choisir des places commerciales appropriées à chaque catégorie de produits, la solution relève de principes que nous pouvons ramener aux propositions suivantes :

S'agit-il d'importations, qui ne couvrent pas tous nos besoins : elles seront dirigées sur les marchés spécialisés dans la vente de produits similaires en provenance de l'étranger. Ce sera le cas des céréales, des vins et des cafés¹, des produits minéraux, textiles ou oléagineux.

S'agit-il au contraire de marchandises qui proviennent surtout de nos possessions, comme le cacao, le riz, le manioc, le poivre, le rhum, les bois d'ébénisterie ; nous en fixerons le marché dans les ports qui enregistrent leurs principales importations.

C'est toute une étude à faire afin que la solution soit acquise au mieux des intérêts, le jour où les échanges impériaux se seront stabilisés après avoir acquis une consistance définitive.

Pour importante d'ailleurs que puisse être une telle

1. Le 1^{er} avril 1937. « Un marché à terme des cafés coloniaux a été ouvert au Havre ». *Les Annales coloniales*, 1^{er} mai 1937.

question, elle l'est moins cependant que celle posée par l'organisation du marché de détail. Car c'est lui qui touche un public toujours sensible au pittoresque et ici tout reste à faire.

On nous parle d'améliorer la présentation des produits coloniaux, d'abaisser les prix de revient, de suivre l'exemple anglais ; sans doute, mais c'est œuvre originale qu'il va falloir réaliser.

Une économie impériale est avant tout, question de propagande, et cette propagande doit être vivante comme une ville du Magreb, colorée comme une rue d'Indochine, il faut qu'elle se mêle à notre vie journalière afin de nous donner conscience de cette idée nouvelle qui doit être celle d'une *France totale*.

Il faudra pour cela que le Marocain quitte ses souks populeux pour remplacer nos Espagnols, sympathiques certes, mais peu français qui détiennent depuis longtemps le monopole du commerce des fruits ; qu'au milieu des soieries et des laques, l'Annamite nous vende lui-même le thé des colonies françaises et que ce café, le meilleur du monde, dit-on, mais qui nous coûte si cher, soit chassé de chez nous par celui que nous tendra une main martini-quaise, évocatrice des « Nouvelles Frances ».

CHAPITRE II

ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ D'ACHAT DES POPULATIONS INDIGÈNES

Car cela fait partie aussi du « fardeau de l'homme blanc » dont parlait Kipling.

Ces gens-là, qui nous suivent désormais dans le cours de notre destin, ils ont gagné de vivre. N'ont-ils pas des accents émouvants, lorsqu'ils parlent de notre pays, qu'ils n'ont bien souvent jamais vu ? Ils n'ont que faire de droits insensés, c'est la vie matérielle qu'il leur faut. L'accroissement de leur pouvoir d'achat doit demeurer l'objet constant de notre politique ; car c'est eux qui constituent l'ensemble de la population productrice et consommatrice de l'Empire, la main-d'œuvre qui nous sera nécessaire pour la mise en valeur de notre domaine d'outre-mer.

Le ravitaillement de la Métropole dépend, nous l'avons vu, du développement général des activités indigènes ; qu'il s'agisse d'élevage, d'artisanat ou d'agriculture. C'est un premier pas à franchir, pour accroître la richesse de nos 60 millions de sujets et protégés. Mais ce n'est pas le seul, bien entendu ; la mise en œuvre de l'équipement colonial, la participation de nos possessions aux accords commerciaux, en seront d'autres qui viendront augmen-

ter d'autant leur capacité d'achat et par voie de conséquence, feront chaque jour plus larges nos débouchés impériaux.

Il apparaît aussitôt que notre intérêt est en cause. Car, en définitive, c'est de la main-d'œuvre indigène que va dépendre la productivité de nos colonies ; disons même exclusivement de la main-d'œuvre paysanne, car les ressources du sous-sol sont encore peu exploitées et par ailleurs, il n'existe que peu ou point d'industries transformatrices dans nos possessions.

C'est donc au point de vue agricole, que nous devons examiner cette question de main-d'œuvre et il faut malheureusement reconnaître, qu'elle est dans bien des cas déficiente ¹.

L'Afrique noire, par exemple, autrefois dépeuplée par la traite, compte à peine 17 millions d'habitants répartis sur des étendues 8 fois grandes comme le territoire français. En A. O. F., l'exode des Navétanes vers les régions plus favorisées de la Nigeria et de la Gold Coast, nous a fait perdre des milliers de travailleurs ; tandis que notre immense A. E. F., avec ses 3 millions et demi d'habitants, ne compte au plus que 30 à 35.000 ouvriers.

Madagascar, n'est guère mieux favorisée. Sans doute, les Betsileos, les Baras, les Tavalas, les Antemours, sont-ils d'excellents éléments ; mais 3.700.000 habitants, disséminés sur une superficie égale à celle de la France, représentent une densité très faible et par ailleurs certaines races comme les Sakalaves, semblent menacées d'une complète disparition.

1. *Conf. du Com. Col.* : « La main-d'œuvre indigène », rapport de M. J.L. Gheerbrandt, directeur de l'Int. Col. français, membre du Cons. Sup. des Colonies et du Conseil de perfectionnement de l'école coloniale.

L'Indochine, par contre, comporte près de 20 millions d'habitants et le paysan jaune : le Nha-qué, constitue un cultivateur remarquable. Mais cette population est très mal répartie. Tandis qu'elle atteint jusqu'à 570 habitants au kilomètre carré dans les zones deltaïques propices à la riziculture, elle devient à peu près nulle dans l'arrière-pays où les étendues de terres rouges sont cependant particulièrement appropriées aux cultures riches comme le thé, le café, l'hévéa, le quinquina.

Par ailleurs, si nous faisons abstraction de l'Afrique du Nord et d'une partie de nos vieilles colonies, où la situation des agriculteurs est sensiblement analogue à celle qui leur est faite dans la Métropole, nous nous trouvons encore en présence d'une carence à peu près complète en Océanie et à la Guyane.

Telle est l'importante question à laquelle demeure en somme subordonnée notre politique coloniale. Si nous songeons que sur nos 60 millions de sujets, 50 au moins sont agriculteurs. Si nous songeons, d'autre part, qu'ils sont amèrement éprouvés par la crise et la mévente de leurs produits ; que dans bien des cas, ils ont dû revenir pour vivre à des formes d'activités primitives, nous voyons toute l'importance de l'œuvre qu'il va falloir réaliser ¹.

Cette œuvre, ce sera l'organisation d'un « Paysannat indigène ».

Car, « il ne suffit pas de distribuer à nos sujets et pro-

1. Camille Lejeune, membre du Conseil Supérieur de la France d'outre-mer. « Formules nouvelles » dans *Dépêche coloniale*, 4 novembre 1936.

Id., sur le programme du Gouv. de Front Populaire en cette matière. « La politique coloniale du nouveau gouvernement », *Dépêche coloniale*, 14 juin 1936. Discours prononcé par M. Marius Moutet devant la stèle des fonctionnaires et agents coloniaux morts pour la France.

tégés une instruction plus ou moins généralisée et qui risque dans bien des cas de faire des demi-savants sans situation, mécontents de leur sort et détachés de leur terre et de leur milieu social ancestral.

Un enseignement approprié, respectueux d'ailleurs des coutumes et traditions locales, doit être complété par un enseignement technique et professionnel agricole et artisanal pour permettre à tous d'améliorer les conditions d'habitation et de travail, de fournir un outillage plus perfectionné pour apprendre au paysan à tirer de son sol le meilleur rendement et la meilleure qualité au prix de revient le plus bas.

Cette tâche incombe aux Services d'enseignement technique et de vulgarisation ainsi qu'aux colons européens dont la direction et l'exemple contribueront à corriger peu à peu les errements ancestraux des populations qui les entourent, les observent, les imitent.

La production devra être orientée dans la voie de la polyculture, en ménageant un sage équilibre entre les cultures d'exportation.

Une meilleure alimentation des indigènes assure le relèvement des races confiées à notre tutelle, prépare et facilite la tâche de l'assistance médicale par une amélioration du milieu social.

Instruit, dirigé, fortifié, l'indigène pourra contribuer puissamment à l'intensification et à l'adaptation de la production d'outre-mer dans le cadre qui aura été tracé de l'économie impériale ¹. »

Au nombre des mesures à prendre pour la mise en œuvre d'un tel programme, une place à part doit être faite à

1. *Conf. Econ. de la France Métropolitaine et d'Outre-mer*, rapport de la Commission générale des productions, présidée par M. de Warren, p. 21.

l'organisation de groupements professionnels de producteurs, sociétés coopératives, ou de prévoyance. Dans les possessions où elles existent déjà, leur efficacité s'est révélée très grande pour améliorer et accroître la production, donner une solution avantageuse au problème de la distribution en permettant d'abaisser les prix de revient, de répartir les frais d'outillage, de stockage et de transport. Sans compter qu'elles peuvent encore, en mettant à bon escient le crédit agricole à la disposition des indigènes, encourager leurs initiatives individuelles en supprimant aussi le fléau de l'usure qui trop souvent les réduit à la misère après les avoir dépouillés de leurs champs.

Telle est la raison d'être du « Comité d'Action colonisatrice et de Paysannat indigène », qui a été créé par un décret du 5 septembre 1935¹ au ministère des Colonies et dont la direction est assumée par M. E. de Warren qui fut Président de la Commission générale des productions à la Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer².

Ce Comité qui doit rester en liaison constante par le moyen d'organismes locaux avec les gouvernements généraux des Colonies, a pour but de mettre sur pied une politique de production du sol et du sous-sol, ainsi qu'un programme de développement et de financement de la colonisation européenne et du paysannat indigène.

Il donne sa préférence à la petite et moyenne colonisation française répartie dans des zones choisies en vue d'une culture déterminée, autour d'une ferme modèle de l'administration où seront remisés le matériel coûteux,

1. M. Louis Rollin crée un Comité d'action colonisatrice, *Dépêche coloniale*, 30 septembre 1935. *J. O.*, 7 septembre 1935, p. 9839.

2. Après la Conférence Impériale, le programme tracé, l'œuvre à accomplir, l'activité du Comité d'Action colonisatrice et de paysannat indigène, dans la *Dépêche Coloniale*, 19 avril-22 avril 1936.

les semences, les approvisionnements, l'outillage nécessaire pour le traitement et la standardisation des produits. Ces colons se grouperont en associations à forme coopérative qui leur assureront les avantages que nous avons énumérés.

La main-d'œuvre leur sera fournie par des « Ilots de paysannat indigène » établis à peu de distance et qui, de leur côté, participeront pour leur propre compte à la mise en valeur générale du territoire.

L'exemple européen, l'adaptation de méthodes perfectionnées, les variétés nouvelles de cultures entreprises, les groupements en associations coopératives, contribueront à la fois à améliorer le niveau d'existence et à faire de ces producteurs des éléments de choix susceptibles d'apporter une contribution plus importante au ravitaillement de la Métropole.

Outre ces îlots de paysannat, constitués à proximité des entreprises européennes, on pourra en créer d'autres dans des zones dépeuplées et particulièrement favorables à certaines cultures, comme les terres rouges de l'Indochine. Des familles entières seront transplantées dans des régions plus riches, où, sous la direction de services agricoles compétents, elles seront amenées à collaborer au programme général de production, tel qu'il aura été établi.

Un tel système a fait ses preuves. Les résultats obtenus au Soudan par l'Office du Niger, se sont révélés remarquables. En réalisant une forme particulièrement opportune d'association, en unissant dans un même but la loi impérieuse de la famille, avec le mobile souverain de l'intérêt personnel et de la propriété, il est susceptible de tenir en échec les propagandes subversives extérieures en

affermissant définitivement notre autorité civilisatrice.

En créant un paysannat indigène nous aurons fait œuvre durable ; car, ainsi que le dit un vieil auteur, Montchrétien, « Il n'y a de richesses que d'hommes¹ ».

* * *

Corrélativement à cet accroissement de pouvoir d'achat, qui doit résulter pour les indigènes de la mise en œuvre effective d'une telle politique, va se poser la question de l'organisation du marché colonial².

Au point de départ de notre étude nous avons noté la position de notre Empire d'outre-mer comme client de la Métropole. Chemin faisant, nous avons indiqué certains moyens qui semblent propres à augmenter ces courants d'échange, examiné la question sous l'angle des exportations coloniales vers la mère patrie. Le moment est venu maintenant, d'étudier le marché colonial comme exutoire possible de nos productions métropolitaines.

Deux acheteurs se présentent pour nous dans nos possessions. Les services publics ou sociétés diverses, qui auront besoin d'un matériel important pour la mise en valeur ; nous verrons cette catégorie au chapitre suivant. Celui qui nous intéresse ici, c'est le commerçant, le simple particulier, le client indigène.

La question a pu se poser de savoir s'il ne serait pas opportun d'instituer dans nos possessions d'outre-mer, un système qui a déjà fait ses preuves, en ce qui concerne

1. Montchrétien. « Traicté de l'Economie politique » (1615).

2. *Conf. du Com. Col.* « Les débouchés et méthodes de vente aux colonies », rapport de M. C. René Leclerc, ancien directeur des services économiques du Maroc, secrétaire général du Comité de l'Afrique du Nord.

nos relations économiques avec l'étranger. Je veux parler des « attachés commerciaux ». Leur origine remonte pour nous, aux services éminents que nous rendit au début de ce siècle, un de nos vice-consuls à Londres, M. Jean Périer, qui se définissait lui-même avec esprit : « Le premier commis-voyageur de la France ».

Dans un rapport remarquable¹ présenté à la Conférence du Commerce colonial en 1933, M. Le Neveu, Directeur de l'Union Coloniale française, a cru pouvoir faire justice d'une telle idée pour des raisons qui demeurent d'une importance décisive. C'est que, l'attaché commercial doit être en pays étranger, un espion au service de notre commerce et qu'un tel rôle ne peut se concevoir dans les colonies françaises, où nous pouvons avoir tous renseignements utiles par nos autorités administratives.

Toutefois, il n'est pas douteux que le commerce impérial puisse trouver un bénéfice dans l'action raisonnée des attachés commerciaux ; mais il s'agit en l'espèce, de ceux qui, établis dans les pays étrangers peuvent à ce titre agir efficacement dans l'intérêt de nos possessions.

Mais ce n'est pas ce dont il s'agit ici. Ce qu'il faut en définitive, c'est que nos fabricants et commerçants français, aient à leur disposition une organisation de renseignements aussi complète que possible sur les besoins de la clientèle d'outre-mer et la mesure exacte de sa solvabilité.

Sans doute, beaucoup de maisons françaises plongent déjà des ramifications dans nos diverses possessions. Mais il est possible qu'elles soient amenées à commercer avec des colonies où elles n'en ont pas encore établi. D'autre part,

1. *Conf. du Com. Col.* « Création de postes d'attachés commerciaux dans nos colonies », rapport de M. C. Le Neveu, directeur de l'Union Coloniale française.

l'exportateur nouveau venu se trouve démuné d'éléments sûrs pour traiter et il va pécher soit par excès d'optimisme, soit par manque de confiance ; les deux choses étant également préjudiciables à ses opérations ultérieures.

Les organisations syndicales de producteurs et de consommateurs qui ont fait merveille dans certains pays étrangers pour l'adaptation du marché métropolitain aux débouchés coloniaux et pour favoriser les exportations dans les possessions d'outre-mer, peuvent être amenées à jouer ici le rôle principal et il a pu être émis le vœu de coordonner leurs actions dispersées, dans un « Syndicat général du commerce franco-colonial ¹ » qui eût permis « un contact permanent et contrôlé entre la production et la consommation ».

Par ailleurs, il semble bien que ce soit là le rôle des offices de renseignements et agences des colonies, de fournir à l'exportateur le renseignement adéquat à l'opération qu'il veut réaliser et c'était une idée chère à M. Louis Rollin et incomplètement résolue de réunir l'ensemble d'une telle documentation dans une organisation unique qui eût été la « Maison des Colonies ² ».

1. *Conf. du Com. Col.* « Organisation d'un syndicat général du commerce franco-colonial », rapport de M. Richon, conseiller du Commerce extérieur, secrétaire général de la B. N. C. I.

2. Décret en forme de règlement d'administration publique créant la maison de la France d'outre-mer. Le but poursuivi est de grouper les agences et offices des colonies, protectorats et territoires sous mandat, de façon à coordonner l'activité de ces organisations, à donner plus de facilités au public, à intensifier la propagande en faveur des territoires de la France d'outre-mer. *Dépêche coloniale*, du 17 mai 1936. Quelques-unes des réformes réalisées et des mesures adoptées par le département des colonies depuis octobre 1934. Décret du 25 avril 1935. *J. O.*, 30 avril, p. 4677.

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTILLAGE COLONIAL ET SON FINANCEMENT

C'était déjà l'objet d'un livre paru en 1923 et le nom de son auteur, M. Sarraut, reste indissolublement lié au projet de loi « portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises », qu'il venait de déposer à la Chambre au nom du Gouvernement ¹.

Il va sans dire qu'un problème de cette importance devait être un point central de discussion pour les personnalités qui, réunies à la Conférence de la France Métropolitaine et d'Outre-mer se proposaient de « rechercher dans un cadre impérial » les moyens propres à rétablir l'équilibre de l'économie française.

C'est à la Commission spéciale de l'outillage colonial, qu'il appartient de déterminer la nature et l'importance de cet équipement ainsi que la formule appropriée à son financement ².

1. Chambre des Députés, n° 2.449, annexe du P. U. de la séance du 12 avril 1921, *J. O.* du 19 juin 1921 et S. S. P. 1574 à 1665.

2. Conférence économique de la France Métropolitaine et d'Outre-mer.
Commission de l'outillage colonial :

Président : M. le général Messimy ;

Vice-présidents : M. le Gouverneur général Roume, M. Sabatier ;

Rapporteur général, M. Maître Devallon ;

Rapporteur, M. Guillaumont.

A vrai dire, l'ouvrage d'Albert Sarraut fixait déjà dans les grandes lignes l'ensemble des travaux à effectuer mais la Commission en fait une mise au point actuelle en marquant à dessein les préoccupations humanitaires qui doivent présider à la réalisation de ce programme. Car il reste fonction avant tout de la main-d'œuvre indigène et s'il est vrai de dire que celle-ci va voir accroître son bien-être matériel, il faut viser plus haut encore et par une amélioration constante de sa condition de vie intellectuelle et morale prévenir dès à présent les objections toujours possibles envers la légitimité de la colonisation.

Tout d'abord, une place à part sera réservée à deux grands ouvrages qui, en raison de l'importance des sommes à engager, de la diversité des territoires mis en cause, réclament une solution spéciale ; il s'agit du chemin de fer transsaharien et de la ligne Douala-Tchad. L'un et l'autre sont d'intérêt impérial et réclament de ce fait un mode de financement particulier.

Le reste du programme sera réparti sur une durée totale de quinze ans et les travaux divisés en deux tranches, selon leur importance. Les plus urgents seront à effectuer au cours des sept premières années ; les autres dans les huit années suivantes. L'ampleur des dotations prévues réclame une collaboration financière entre la France et la Métropole ; elle sera assurée au moyen d'un fonds national pour l'outillage public de la France d'outre-mer.

* * *

Il ne peut être question de rappeler ici *in extenso*, l'histoire des missions qui ont étudié la réalisation du chemin

de fer de la Méditerranée au Niger ¹ ; qu'il nous suffise de savoir que l'idée première en avait été lancée après 1871 par l'ingénieur français Duponchel et que la poursuite des relevés indispensables ne devait pas tarder à être marquée par des actions héroïques. Après le massacre de la Mission Flatters en 1881, les expéditions dangereuses de Foureau, puis de Foureau-Lamy en 1898 assurèrent peu à peu notre pénétration dans les étendues sahariennes, non sans avoir encore entraîné des épisodes sanglants comme l'assassinat des Pères Blancs et la mort du marquis de Mores.

Par la suite, un organisme d'étude avait été créé par la loi du 7 juillet 1929 ; le tracé aboutissant à Oran avait été préconisé et il pouvait sembler que le projet d'une Compagnie d'exploitation serait bientôt entré dans le domaine des faits. Mais les choses demeurèrent en l'état et la commission de l'outillage ne put, une fois de plus, que marquer l'intérêt d'une telle réalisation.

C'est que, du point de vue national, le chemin de fer transsaharien représente la liaison indispensable avec notre bloc de l'Afrique Noire. Il semble inutile d'insister sur l'utilité stratégique de cette liaison ; disons seulement qu'elle doit suivre normalement la mise en valeur de la Vallée du Niger et qu'il ne servirait à rien d'y étendre la culture du coton si un débouché ne lui était dès à présent assuré.

Du point de vue international, d'autre part, le chemin de fer de la Méditerranée au Niger constitue un tronçon du gigantesque ouvrage qui reliera, sans doute un jour, la Méditerranée au Cap de Bonne Espérance. Ajoutons qu'il faut nous hâter de prendre position si nous ne voulons être

1. Général Ed. Bremont. « Transsaharien », *Revue des Ambassades et des questions diplomatiques et coloniales*, juillet 1937.

devancés dans cette voie par d'autres nations cependant moins bien placées que nous ¹. D'ailleurs, les objections qui résultaient autrefois des difficultés d'alimenter les locomotives en eau et en charbon sont définitivement disparues. La découverte de houille à Kenadza, les progrès réalisés dans la construction des moteurs à huile lourde, la possibilité de transformer les immenses réserves oléagineuses de l'A. O. F. en pétrole végétal par les procédés Bergius, ont complètement modifié le problème en permettant de prévoir une appréciable source de richesse pour nos producteurs d'arachides sénégalais.

En dernière analyse c'est une question d'amour-propre qui est en cause, car il ne faut plus que nous puissions lire dans des journaux étrangers que le monde entier attend « que les Français tracent ce chemin de fer fantastique dont ils parlent tant, qui a fait l'objet de centaines de livres et de milliers d'articles, dont se sont occupées toutes les chambres de commerce françaises, qui a été étudié des milliers de fois par des commissions parlementaires et à propos duquel on a affirmé en plusieurs occasions qu'il existe un projet définitif ² ! ... »

Pour des raisons analogues la construction de la ligne Douala-Tchad s'impose. Tout comme la vallée du Niger, le bassin du Tchad semble appelé à devenir un centre de production du coton et une voie d'accès vers ces régions sera d'urgence nécessaire ; sans compter qu'au point de vue

1. Ladreit de Lacharrière. « Les circonstances et les formes de l'accord de Rome », *Bulletin de l'Afrique Française*, janvier 1935.

2. Santos Fernandez. *Democratia*, 24 septembre 1933. Cité dans *Bull. de l'Afrique Française*. « Le tunnel sous Gibraltar et le transsaharien », nov. 1933.

E. Gonzalès Jimenes. *Ferrocarriles africanos et transahariano*, Madrid, 1933. *Bull. Afrique Française*, avril 1934.

international, il y aurait intérêt à en poursuivre l'exécution de façon à ce que nous ayions des arguments de poids à opposer le cas échéant à des revendications coloniales qui s'annoncent chaque jour plus menaçantes.

* * *

Quant au programme proprement dit de travaux à répartir sur une durée de quinze années, sa consistance devait résulter de l'étude comparée de l'outillage actuellement acquis et des réalisations nécessaires pour aboutir à une mise en valeur rationnelle.

En dehors de la protection sanitaire démographique à laquelle la Commission de l'hygiène de la conférence devait apporter un soin particulier, des installations urbaines, des bâtiments administratifs, de l'enseignement et de l'aménagement général des cultures qui doivent rester à l'initiative des gouvernements généraux et pour lesquels il suffisait de prévoir un rythme d'engagement de dépense, il s'agissait de déterminer pour chaque colonie le programme à réaliser et l'on était arrivé à un accord en ce qui concerne les points suivants :

**1° TRAVAUX MARITIMES. NAVIGATION FLUVIALE
VOIES FERRÉES¹
AMÉNAGEMENT SPÉCIAL DE LA PRODUCTION**

ALGÉRIE

Travaux maritimes. — Extension des ports d'Alger et d'Oran.

1. *Conf. du Com. Col.* « Les chemins de fer coloniaux », rapport de M. E. Nelson-Uhry.

Voies ferrées. — Aménagement de la ligne d'Oudja à Ghardimaou et construction des lignes d'Aïn Temouchent à Marnia et de Oued Athemia à Saint-Donat.

TUNISIE

Travaux maritimes. — Balisage des côtes et aménagement du port de Tunis.

Voies ferrées. — Renforcement de la voie de Tunis à Bizerte et amélioration du matériel roulant.

MAROC

Travaux maritimes. — Aménagement du port de Casablanca et création d'une forme de radoub.

Voies ferrées. — Construction d'une ligne permettant l'exploitation des gisements de manganèse de l'Atlas.

A. O. F.

Aménagement spécial de la production. — Poursuite des travaux d'irrigation de la vallée du Niger par :

L'achèvement et l'extension du système du Macina ;

L'achèvement des ouvrages principaux de la « Région Lacustre » ;

La création sur le bas Niger de systèmes d'irrigation de moyenne étendue.

Travaux maritimes. — Aménagement des ports de Dakar et d'Abidjan, balisage des côtes et création de phares.

Voies ferrées (lignes nouvelles). — Prolongement de la voie de Dakar-Niger jusqu'à Segou. Prolongement du chemin de fer de la Côte d'Ivoire jusqu'à Segou d'une part et Ouagadougou d'autre part.

Prolongement de la voie ferrée de Togo-Dahomey, de Parkou jusqu'au Niger.

Voies ferrées (améliorations des voies existantes). — Il s'agit en particulier de la section Kayes Bamako et Dakar-Niger qui doivent être mises en état de supporter un trafic par trains lourds.

Ces constructions de voies nouvelles et améliorations de voies existantes sont nécessaires en attendant la réalisation du chemin de fer transshaarien afin d'assurer dès à présent une évacuation ferroviaire pour la colonie du Niger.

A. E. F.

Travaux maritimes et de navigation fluviale. — Aménagement des ports de Libreville et de Port-Gentil et construction et outillage du Port de Pointe-Noire.

Construction d'un port à Brazzaville et aménagement du fleuve pour la navigation.

TOGO ET CAMEROUN

Aménagement et outillage du port de Douala.

MADAGASCAR

Aménagement spécial de la production. — Irrigation du bassin du lac Alaotra en vue de rendre cultivable une zone de 200.000 hectares.

Travaux maritimes et navigation fluviale. — Construction du port de Majunga et aménagement de ceux de Tamatave et de Diego-Suarez.

Dragage des côtes et création de phares.

Voies ferrées. — Prolongement de la ligne Maromango jusqu'au lac Alaotra.

INDOCHINE

Aménagement spécial de la production. — L'ensemble des travaux envisagés, a pour but de mettre un terme au régime actuel de monoculture rizicole.

Travaux maritimes et navigation fluviale. — Aménagement de différents ports en particulier celui de Saïgon.

Exécution à Haïphong d'un chenal d'accès par le Lac Huyen et création d'un port en eau profonde en aval de la coupure de Dink-vu.

Voies ferrées (lignes nouvelles). — Il s'agit de l'achèvement du transindochinois, puis du Tannap-Thakek et de la liaison de la ligne de Pnom-Penh à Battambang avec le réseau siamois.

AUTRES COLONIES

En ce qui concerne les autres colonies dont l'outillage est en général peu développé, on s'est contenté de prévoir des dotations que nous verrons par la suite.

2° AVIATION¹. P. T. T. T. S. F.²

AVIATION

Il s'agit dans tous les cas, d'aménager des terrains d'atterrissage pourvus du matériel voulu. Les dotations prévues s'appliqueront à la fois aux liaisons intérieures, aux lignes franco-coloniales ou intercoloniales.

1. *Conf. du Com. Col.* « Les voies aériennes coloniales », rapport de M. Philippe d'Estailleux-Chanteraine, président du Comité de l'entente française, chef de la mission aérienne Intercoloniale africaine.

2. *Conf. du Com. Col.* « Les communications par T. S. F. entre la France et les colonies », rapport de M. Maigret, conseiller du Commerce extérieur.

LIAISONS TÉLÉGRAPHIQUES

Remplacement des câbles Marseille-Alger qui datent de 1879 et 1880, ainsi que des câbles Grand-Basam-Cotonou et Cotonou-Libreville.

Pose d'un câble Marseille-Oran.

LIAISONS RADIOTÉLÉGRAPHIQUES

Installation des postes à ondes courtes de Brazzaville, Nouméa, Papeete, Fort-de-France et Dakar.

LIAISONS RADIOTÉLÉPHONIQUES

Aménagement définitif du poste de Tananarive.

Création de postes à Tunis, Djibouti, en A. O. F. et en A. E. F.

3° DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MINÉRALE

Il ne saurait être question de revenir ici, sur l'intérêt que présente pour nous la prospection minière de notre Empire. Nous avons vu, en son temps la nécessité urgente qu'il y a de créer un organisme central d'études. Ceci fait, et lorsque le moment sera venu de passer au stade de l'exploitation il deviendra nécessaire de réaliser une collaboration entre l'initiative privée et les pouvoirs publics. C'est à cet effet qu'il est prévu une dotation spéciale s'élevant à 200 millions de francs.

ORGANISATIONS GÉNÉRALES POUR L'AMÉLIORATION
ET LE DÉVELOPPEMENT DES CULTURES

Au chapitre des productions complémentaires nous avons vu avec Pierre Mille qu'il est également nécessaire de multiplier « les laboratoires et jardins d'essais » et c'est dans cet

ordre d'idée qu'une dotation de 20 millions a été prévue dans le tableau général des dépenses à engager.

En résumé, protection sanitaire des populations, aménagement de la production, recherches scientifiques et minières, établissement de voies de communication par eau, par terre et par air, liaisons télégraphiques et autres, tels sont en somme les éléments de la mise en valeur des colonies françaises.

Mise en valeur qui doit nous coûter relativement peu de chose car, si nous examinons le total des dépenses à engager nous arrivons au chiffre relativement modique de 15 milliards de francs.

Sur ce chiffre, 3 milliards 800 millions sont prévus pour la construction des deux lignes d'intérêt impérial, justiciables d'un mode de financement spécial. Le reste, soit 11 milliards 200 millions serait fourni par un « Fonds National pour l'outillage de la France d'outre-mer », 5 milliards étant affectés aux travaux de la première tranche, 6,2 aux travaux de la seconde. Les 5 milliards de la première tranche étant répartis de la manière suivante par colonie et catégorie de travaux (voir p. 152).

Quelle que soit la modicité des chiffres prévus eu égard à l'importance des travaux envisagés, des ressources correspondantes sont nécessaires pour y faire face.

Compter à cet égard sur les finances de nos possessions serait faire preuve d'un optimisme exagéré¹. La grande pitié de nos budgets coloniaux n'est un secret pour per-

1. Léon Archimbaud. « Le déficit des budgets coloniaux », *Dépêche coloniale*, 26 octobre 1934 ; *id.*, entretien avec M. Ernest Lafont, député des Hautes-Alpes, rapporteur au budget des colonies.

sonne et par ailleurs l'emprunt sacrifie souvent l'avenir au présent¹.

Au surplus l'ampleur des travaux envisagés, les bénéfices considérables qui doivent en résulter pour l'Empire tout entier, justifient une collaboration financière entre la Métropole et ses possessions.

Il ne s'agissait que de trouver la formule heureuse permettant de réaliser un concours de cette sorte et il était intéressant d'examiner à ce point de vue la solution qui

1. Depuis 1928, 11 milliards de francs d'emprunts ont été autorisés pour notre Empire d'outre-mer.

En 1931, le Parlement a voté plusieurs emprunts qui ont été ainsi répartis :

A. O. F. : 1.690.000.000 ; A. E. F. : 1.120.000.000 ; Togo : 73.000.000 ; Cameroun : 57.000.000 ; Madagascar : 735.000.000 ; Réunion : 63.000.000 ; Somalis : 44.000.000 ; Indochine : 1.375.000.000 ; Nouvelle-Calédonie : 95.000.000 ; Océanie : 15.000.000 ; Guadeloupe : 125.000.000 ; Martinique : 150.000.000 ; Guyane : 21.000.000.

La part supplémentaire de dépenses laissée à charge aux budgets coloniaux porte le total des prévisions à plus de 7 milliards ainsi répartis :

Ports et rivières	1.237.118.000
Voies ferrées.	3.272.100.000
Routes et ponts	330.025.000
Assainissement, endiguement hydraulique.	999.305.800
Assistance et démographie.	491.744.000
Enseignement	30.978.000
Bâtiments	152.419.000
P. T. T. et électrification	182.040.000

Ces emprunts ont contribué largement à accroître les courants d'échanges franco-coloniaux et ont permis à nos possessions de lutter efficacement contre la crise.

D'autre part l'Afrique du Nord a obtenu depuis 1928 les emprunts suivants : Algérie : 2.716.820.000 ; Tunisie : 271.914.000 ; Maroc : 2.541.000.000.

Enfin, le décret du 3 décembre 1934 autorise l'émission de 150 millions de tranches d'emprunts et celui du 13 avril 1935 l'émission de 393 millions destinés à la mise en valeur.

En 1937, les ministres des Finances et des Colonies ont décidé de procéder à l'émission de nouvelles tranches d'emprunt à concurrence des chiffres suivants : Indochine : 130 millions ; A. O. F. : 80 millions ; Madagascar : 45 millions ; A. E. F. : 32 millions, soit un total de 287 millions. Les emprunts à contracter seront émis sous forme d'obligations 5 1/2 p. 100 d'un montant nominal de 1.000 francs.

avait été apportée au même problème, par les services compétents de Grande-Bretagne.

Institué par le « Colonial Development act » de 1929, le « Colonial Development Fund » est destiné à permettre à la Trésorerie de faire des avances aux gouvernements coloniaux et ce, dans une mesure qui ne doit pas excéder £ 1.000.000 par an.

Les entreprises à financer au moyen de ce fonds sont celles qui ont pour objet :

- Le développement et la mécanisation de l'agriculture ;
- Le perfectionnement des communications intérieures ;
- La construction de nouveaux ports et l'amélioration des anciens ;
- Le développement des pêcheries ;
- La sylviculture ;
- L'irrigation et le drainage des territoires ;
- Le développement de l'emploi de la houille blanche et de l'électricité ;
- La mise en valeur des ressources minérales ;
- Le développement des recherches scientifiques ;
- L'amélioration de l'état sanitaire.

En dehors de ce rôle spécialement économique, le fonds peut prendre à charge les intérêts des emprunts contractés par un gouvernement colonial, après le 1^{er} août 1929.

C'est au « Colonial development advisory committee » qu'il appartient en dernier ressort de juger du bien-fondé des demandes de crédit qui sont faites par les gouvernements coloniaux. Présidé par Sir Basil Blackett et composé de personnalités du monde des affaires choisies en dehors des cadres administratifs ce comité constitue le rouage essentiel du système.

Depuis son origine, il s'est efforcé d'adopter une ligne

de conduite qui l'écarte également d'une trop grande réserve ou d'un excès de prodigalité¹ et l'amélioration de l'état sanitaire aux colonies a constitué une de ses préoccupations essentielles.

En favorisant spécialement les entreprises qui sont susceptibles d'apporter une amélioration profonde et durable à la vie de l'Empire britannique, il a fait preuve par ailleurs d'une rare largeur de vues et s'il est prématuré de porter un jugement sur cette politique coloniale à longue échéance, il n'est pas douteux qu'elle est faite de sagesse et doit un jour porter ses fruits.

* * *

Placée en présence de ce problème, la Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer avait tout d'abord songé à créer une « Caisse Nationale pour l'outillage public de la France d'outre-mer » qui, dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale aurait été alimentée par des subventions de l'État et des colonies. Cette caisse aurait été autorisée à contracter des emprunts et à apporter son aide aux diverses collectivités en cause.

1. Exercices 1933-1934 :

Coût total des projets soumis au « Colonial Development Advisory committee »	£	443.264
Coût total des projets approuvés	£	349.290
Montant total des avances demandées	£	316.734
Montant total des avances accordées	£	216.717

Exercices 1934-1935 :

Coût total des projets soumis au « Colonial Development Advisory committee »	£	3.215.069
Coût total des projets approuvés	£	3.140.370
Montant total des avances demandées	£	952.054
Montant total des avances accordées	£	849.684

Mais, pour des raisons diverses, cette idée n'avait pas été retenue et c'est à une solution calquée sur le système anglais que la Commission de l'outillage colonial s'était finalement arrêtée.

Un avant-projet de création d'un « Fonds National pour l'outillage public de la France d'outre-mer » avait été élaboré sous l'action conjuguée de la Commission de l'outillage colonial et de la Commission des Finances.

Ce fonds eût été doté des ressources suivantes (art. 4).

A) *Annuellement.*

1° Une dotation minime de 150 millions sur les fonds ordinaires du budget métropolitain ;

2° Les versements des collectivités bénéficiaires de l'aide financière et du « Fonds National » en exécution des clauses des prêts ;

3° L'intérêt des fonds libres.

B) *Eventuellement.*

Toutes autres ressources qui pourraient leur être affectées ultérieurement.

Les collectivités autorisées à faire appel au » Fonds National » eussent été (art. 3) :

« Les gouvernements généraux, les gouvernements des colonies autonomes, les gouvernements de protectorats ou territoires sous mandat. »

L'aide aurait été apportée sous forme (art. 5) :

1° De participations partielles ou totales aux charges d'intérêt auxquelles ont à faire face les collectivités émettant directement des emprunts ;

2° Des avances remboursables avec ou sans intérêt ;

3° Exceptionnellement des subventions.

Les demandes de secours formées par les collectivités auraient été transmises, par l'intermédiaire du ministre compétent, à un « Comité National pour l'outillage public de la France d'outre-mer » (art. 7) qui, composé de membres du Parlement et du Conseil d'État nommés pour trois ans, de délégués du ministre des Finances, des Travaux publics, de l'Intérieur, des Affaires étrangères et des Colonies également nommés pour trois ans et de personnalités d'une haute compétence technique choisies en dehors de l'administration eût été appelé (art. 9) à « émettre un avis sur l'opportunité des subventions réclamées, à proposer leur adoption ou leur rejet, à déterminer un ordre d'urgence et à établir une convention fixant les modalités de l'appui financier du Fonds National ».

Les décisions prises eussent été rendues exécutoires par décret sur proposition des ministres compétents (art. 12).

Enfin un rapport annuel eût été rédigé par le Comité et inséré au *Journal Officiel* après avoir été présenté au Président du Conseil des ministres ¹ (art. 13).

Malheureusement, ce projet devait demeurer sans suite et ce n'est que deux ans plus tard que la question est de nouveau agitée ; le 7 mai 1937, la Chambre est saisie d'un nouveau projet qui présente avec celui de 1935 des différences essentielles ².

1. *Conf. de la France Métropolitaine et d'Outre-mer*. Commission de l'outillage colonial et Commission des finances. Avant-projet de création d'un fonds national pour l'outillage public de la France d'outre-mer.

2. *Les Annales coloniales*, 26 mai 1937 ; *J. O.*, 8 mai 1937.

Projet de loi.

Le Président de la République Française.

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des

Dans son champ d'application tout d'abord, l'Algérie est exclue. En raison de son union administrative avec la Métropole elle règlera directement avec elle les modalités de leur collaboration financière.

Députés par le président du Conseil, par le ministre des Colonies, par le ministre des Finances et par le ministre des Affaires étrangères, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER. — Pour faciliter le développement social, sanitaire et économique des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des Colonies ou du ministère des Affaires étrangères, et pour contribuer dans ces territoires à la recherche scientifique, agricole et industrielle, il est institué un « Fonds colonial ».

ART. 2. — Sont seuls autorisés à faire appel au Fonds colonial : les gouvernements généraux, les colonies autonomes et territoires sous mandat B. et les protectorats de l'Afrique du Nord, ceux-ci dans la proportion d'un huitième au maximum et d'un dixième au minimum des dotations annuelles prévues au paragraphe A. de l'article 4.

Toutes autres collectivités coloniales ne pourront faire appel à ce fonds que par l'intermédiaire des collectivités énumérées ci-dessus.

ART. 3. — L'aide aux collectivités et organismes intéressés s'effectue :

Par l'octroi de bonifications d'intérêts afférentes aux emprunts contractés par les collectivités intéressées, dans le cadre des dispositions législatives en vigueur et se rapportant à l'un des objets énumérés à l'article premier;

Par l'octroi de prêts directs ;

Exceptionnellement, par l'attribution de fonds de concours.

ART. 4. — Les ressources du Fonds colonial comprennent :

A) Pour le service des emprunts et les prêts :

1° Une dotation annuelle fixée par la loi de finances. Cette dotation est calculée en fonction des engagements contractés précédemment par le Fonds colonial et compte tenu des engagements nouveaux que ce Fonds est autorisé à contracter chaque année par la même loi. Le montant de la dotation dont il s'agit est fixé, en 1937, à 50 millions ;

2° Les remboursements de prêts effectués par les collectivités ci-dessus ;

3° L'intérêt des fonds disponibles et prêtés ;

4° Toutes autres ressources éventuelles.

B) Pour le service des fonds de concours :

Des subventions avec affectation spéciale.

ART. 5. — Les disponibilités du Fonds colonial sont gérées par le Crédit National dans les conditions qui seront arrêtées d'accord entre les ministres des Finances, des Colonies et des Affaires étrangères, d'une part, et le Crédit National d'autre part.

ART. 6. — Il est institué, sous l'autorité du ministre des Colonies et

D'autre part, le programme de travaux est supprimé. Le fonds colonial a pour objet (art. 1) : de faciliter « le développement social, sanitaire et économique des colonies... » Il reste géré par le Crédit National, mais sa dota-

du ministre des Affaires étrangères, un « Comité pour l'amélioration sociale et économique de la France d'outre-mer ».

Ce Comité est composé de la manière suivante :

Le ministre des Colonies, président ;

Le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, vice-président ;

Un membre du Sénat ;

Un membre de la Chambre des députés ;

Un conseiller d'État ;

Un conseiller à la Cour des comptes ;

Désignés respectivement, pour trois ans, par le Sénat, la Chambre des députés, le Conseil d'État et la Cour des comptes ;

Un délégué de la présidence du Conseil ;

Un délégué du ministère des Finances ;

Un délégué du ministère des Travaux publics ;

Un délégué du ministère de l'Économie nationale ;

Ces délégués sont nommés par arrêté du ministre compétent ;

Le directeur-adjoint des Affaires politiques et commerciales au ministère des Affaires étrangères ;

Le sous-directeur d'Afrique et Levant au ministère des Affaires étrangères ;

Le directeur du Contrôle au ministère des Colonies ;

Le directeur des Affaires politiques au ministère des Colonies ;

Le directeur des Affaires économiques au ministère des Colonies ;

L'inspecteur général du Service de santé des colonies ;

L'inspecteur général des Travaux publics au ministère des Colonies ;

Le directeur général du Crédit national ;

5 membres choisis pour trois ans ; 4 par le ministre des Colonies et 1 par le ministre des Affaires étrangères, en raison de leur compétence sociale, financière et technique, dont un représentant de la C. G. T. et un représentant du B. I. T. de nationalité française ;

5 représentants des populations indigènes, choisis pour trois ans ; 3 par le ministre des Colonies et 2 par le ministre des Affaires étrangères ;

Un secrétaire général désigné par le ministre des Colonies et choisi parmi les fonctionnaires de l'Administration coloniale ;

Les fonctions de membre du Comité sont gratuites. Le secrétariat a son siège au ministère des Colonies ; les dépenses de son fonctionnement sont supportées par le Fonds colonial.

ART. 7. — La présentation et l'instruction des demandes de concours, leur examen par le Comité et la mise en œuvre des décisions de celui-ci ont lieu dans des conditions déterminées par un décret rendu sur la

tion annuelle est considérablement réduite. Une somme de 50 millions seulement est prévue pour 1937 (art. 4).

Corrélativement à la suppression de tout programme, le « Comité National pour l'outillage public de la France d'outre-mer » devient « Comité pour l'amélioration sociale et économique... » Il comprend désormais 6 ministres, 8 fonctionnaires de l'administration centrale, et de nombreux éléments extra-ministériels au nombre desquels il faut compter : un sénateur, un député, un conseiller d'État, un conseiller à la Cour des comptes, le directeur général du Crédit National, un représentant de la C. G. T. et du B. I. T., 5 indigènes et 3 personnalités techniques choisies par le ministre des Affaires étrangères (art. 6).

L'amélioration sociale et économique de nos possessions, doit certes demeurer le souci constant d'une politique impériale ; mais il ne faut pas oublier, qu'en dehors d'un programme effectif, de mise en valeur, elle ne constitue qu'une démoralisante opération d'assistance.

C'est pourquoi il faut souhaiter que le projet de fonds

proposition des ministres des Affaires étrangères, des Colonies et des Finances.

ART. 8. — Les obligations contractées à l'égard du Fonds colonial par les collectivités visées à l'article 2 de la présente loi figurent parmi les dépenses obligatoires aux budgets desdites collectivités.

ART. 9. — Le ministre des Colonies et le ministre des Affaires étrangères fournissent au Comité un compte d'emploi des fonds. Le Comité établit avant le 1^{er} juillet de chaque année un rapport spécial faisant ressortir, au 31 décembre précédent, la situation des travaux pour lesquels la participation du Fonds colonial a été accordée. Ce rapport est déposé sur le bureau des Chambres et publié au *Journal Officiel* de la République Française.

ART. 10. — Les actes ou pièces établis pour l'application de la présente loi et du décret prévu à l'article 7 sont exempts de tous impôts ou taxes, tant au profit de la métropole que des colonies.

Fait à Paris, le 7 mai 1937.

J. O., 8 mai.

colonial, passe prochainement dans le domaine des faits. Mais il doit demeurer assorti d'un programme défini de travaux.

Des pays cependant plus petits que le nôtre, comme la Hollande ou la Belgique ; d'autres dont les finances sont précaires, comme l'Italie, nous ont déjà montré l'exemple¹, la France se doit, elle aussi, d'apporter à ses possessions d'outre-mer une aide à sa mesure. Les nécessités de l'heure présente aussi bien que son intérêt le plus strict lui en font une obligation.

1. De 1930 à 1935 l'État néerlandais a comblé au moyen de prêts le déficit budgétaire des Indes néerlandaises qui s'élevait annuellement à plus de 150 millions de florins.

En 1935 la Belgique a apporté une subvention de 150 millions au Congo Belge et de 8 millions au territoire de l'Urundi-Ruanda.

Les colonies italiennes ont soutenu de 1922 à 1935 un effort financier de 1.140 millions de liras. La contribution de l'État s'est élevée à 5.784 millions et les dépenses militaires à 5.107 millions de liras.

CHAPITRE IV

CRÉDIT PUBLIC ET CRÉDIT PRIVÉ

Bien que la loi du 13 avril 1900 ait établi le principe de l'autonomie financière des colonies, il ne faut pas oublier que resserrer entre les différentes parties de l'Empire français la solidarité économique, c'est par là même accentuer entre leurs budgets une solidarité de fait. De la bonne gestion des finances coloniales dépend l'équilibre du budget métropolitain. Engager des dépenses trop lourdes dans nos possessions, c'est forcer la Métropole à intervenir. A l'inverse, des mesures fiscales ou budgétaires prises par l'État français avec le souci trop exclusif d'un rendement immédiat sont susceptibles de compromettre définitivement la situation de l'ensemble. De part et d'autre, une action est nécessaire dans l'intérêt respectif des différentes collectivités en cause et il importe maintenant de voir en quel sens elle doit être orientée tant du côté colonial que du côté métropolitain.

Du point de vue des gouvernements locaux tout d'abord, il ne semble pas que l'on puisse rechercher un équilibre budgétaire dans de nouvelles compressions de dépenses. Par contre, il n'est pas douteux que l'institution d'un « Fonds National » ne soit susceptible d'apporter un allé-

gement sensible aux charges des emprunts à venir. Les mesures fiscales malencontreuses venant contrarier les mouvements d'échange doivent, d'autre part, être évitées et lorsqu'il s'agit de choisir entre deux dépenses à engager, c'est à celle qui doit valoriser notre domaine, même à longue échéance, qu'il faut donner la préférence.

Si l'on se tourne maintenant du côté de la métropole, il apparaît nécessaire de réviser dans certains cas ses rapports financiers avec ses possessions d'outre-mer et à cet égard la Commission financière de la conférence a cru devoir attirer l'attention sur les points suivants.

Il n'est pas question de revenir sur la nécessité d'établir une collaboration financière entre la France et ses possessions ; nous avons vu par ailleurs qu'elle reste subordonnée à la création d'un « Fonds National » dont l'utilité se justifie par l'intérêt réciproque de toutes les parties en cause. Mais il est d'autres points où la France se doit d'intervenir. Les dépenses qui intéressent spécialement l'exercice de la souveraineté ont souvent contribué à compromettre l'équilibre des budgets locaux et il est normal que la Métropole y pourvoie au moyen de subventions spéciales. D'autre part, il faut maintenir au profit des possessions d'outre-mer les recettes qui doivent normalement leur revenir et la question s'est posée avec une acuité particulière en ce qui concerne les sociétés françaises exerçant leur activité dans les colonies, tandis que les séances du Conseil d'Administration et les assemblées d'actionnaires se réunissent dans la Métropole.

Sous l'empire de la fiscalité actuelle, non seulement des

1. *Conf. de la France métropolitaine et d'outre-mer*, rapport de la Commission financière. Président M. Ernest Picard, vices-présidents MM. Saint-Paul et Duchemin, secrétaire M. Bouquet.

ressources qui devraient normalement alimenter les budgets locaux sont détournés de leur destination naturelle, mais encore les efforts de l'initiative privée sont bien souvent compromis.

Or, personne ne peut contester qu'il ne soit essentiel de favoriser l'activité privée. Qu'il s'agisse de l'action personnelle du colon ou de la participation du capital aux entreprises coloniales, il y a là un concours indispensable au succès de la mise en valeur et c'est précisément pour lui venir en aide que vient d'être institué un « crédit colonial ». Bien plus, l'intervention privée rend toujours moins lourde la charge de l'État et lorsque ses initiatives sont couronnées de succès, elles deviennent la source de perceptions appréciables pour les budgets locaux.

Or, la fiscalité métropolitaine est lourde et risque de compromettre l'action des sociétés qui y restent assujetties dans nos possessions. Il serait nécessaire qu'elles soient largement exonérées des impôts français pendant les premières années de leur établissement ¹.

C'est en ce sens que reprenant un projet de loi déjà présenté par M. Gratien Candace ², la Commission des Finances proposait de le modifier dans le sens suivant :

« La législation fiscale en vigueur en Algérie, aux colonies, dans les pays de protectorat ou territoires sous mandat

1. Le 13 avril 1935 projet de loi tendant à interpréter la législation applicable aux sociétés qui ont leur siège et leur exploitation principale dans la France d'Outre-mer. *Dépêche coloniale*, 17 mai 1935.

2. Cette proposition de loi est ainsi conçue :

« ARTICLE UNIQUE. — La législation fiscale à laquelle sont soumises les sociétés ayant leur siège et leur exploitation en Algérie, aux colonies, dans les pays de protectorat ou dans les pays sous mandat français, demeure applicable à ces sociétés alors même qu'elles ont leurs organes d'administration et de contrôle dans la métropole. La présente disposition a un caractère interprétatif. »

français est seule applicable aux sociétés y ayant leur siège social statutaire et leur exploitation principale même si elles tiennent dans la métropole leurs assemblées générales et si elles y ont leurs organes administratifs et de contrôle.

La présente disposition a un caractère interprétatif. »

Il est urgent en tous cas qu'une solution intervienne dans le conflit qui est ici créé entre les législations locales et métropolitaines par l'interprétation jurisprudentielle. Dans un jugement rendu le 23 avril 1932, le Tribunal civil de la Seine condamnait en effet la Compagnie des caoutchoucs de Padang à payer à l'administration métropolitaine de l'enregistrement les droits et taxes qu'elle avait cessé d'acquitter à la suite du transport de son siège social en Indochine. Il se fondait sur le motif que le transfert en question était fictif, du fait que le conseil d'administration continuait à se réunir dans la métropole.

Dans les notes critiques qui accompagnent cet arrêt M. H. Solus et M. P. Dareste ont souverainement exposé combien ce jugement juridiquement peu fondé était également injuste et négatif des nécessités de la vie sociale ¹.

Il ne faut pas oublier non plus que si les prétentions du fisc métropolitain étaient définitivement retenues, les sociétés, déjà assujetties aux impôts coloniaux seraient obligées de régler les impôts français avec un rappel de cinq années. Elles ne manqueraient pas, dans ce cas, de réclamer le remboursement des sommes payées au titre

1. Voir « Le régime fiscal des sociétés ayant leur siège et leur exploitation aux colonies », mémoire adressé à Messieurs les membres du Parlement par le Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine et l'Union coloniale française. Imprimerie percheronne, à Mortagne, 1934.

colonial et les perturbations qui seraient apportées dans les budgets seraient toujours très graves.

Quant à mettre ces sociétés dans l'obligation de transporter outre-mer leurs organes d'administration et de contrôle, ce serait aller à l'encontre de leurs intérêts et par voie de conséquence nuire au développement de l'Empire tout entier.

* * *

Si l'étude des monnaies et des changes pouvait présenter une utilité particulière en un temps où la parité du franc constituait une prime aux courants économiques intérieurs, les dévaluations successives survenues depuis septembre 1936 ont bien modifié le problème en ramenant la possibilité tout au moins théorique des transactions avec l'étranger. D'ailleurs il ne faut pas perdre de vue que la monnaie n'est qu'un instrument d'échanges qui peut leur apporter plus ou moins de facilités sans doute mais qui ne saurait profondément agir sur elles comme peut le faire par exemple l'action du crédit privé.

Celui-ci pose en effet pour la mise en valeur de nos possessions une question capitale. C'est, qu'indépendamment des opérations de financement des grands travaux qui ressortissent nous l'avons vu de l'action des pouvoirs publics et réclament une solution spéciale, les entreprises agricoles ou industrielles qui se créent dans nos colonies auront besoin tout d'abord de capitaux de premier établissement, puis de fonds de roulement lorsque le temps d'exploiter sera venu.

Sans doute l'épargne privée peut jouer et a en réalité

joué un rôle important¹, mais son action demeure souvent insuffisante et c'est aux Banques coloniales qu'il faut s'adresser si l'on ne veut pas que des régions grosses de possibilités demeurent inexploitées.

Banques d'émission, banques commerciales, banques d'affaires, sociétés de crédit foncier et de crédit agricole, services publics aussi, tels sont en général les instruments du financement des entreprises coloniales. Leur rôle est essentiel et l'on a même pu insister sur le fait que, les résultats magnifiques obtenus aux Indes Néerlandaises étaient dus beaucoup plus à l'action raisonnée des instituts financiers qu'à celle des stations d'essais et des laboratoires.

Encore faut-il que chacun de ces organismes se maintienne strictement dans son rôle ; or tel n'a pas toujours été le cas dans nos possessions.

« Les banques commerciales ont fait plus ou moins de prêts hypothécaires et ont commandité des entreprises naissantes ; les banques d'affaires ont investi à long terme des capitaux qui ne leur appartenaient pas ; les sociétés de crédit foncier ont fait des opérations immobilières consistant à immobiliser des fonds dont elles n'avaient plus le moyen d'assurer la rentabilité ; le Crédit agricole a fait du financement à long terme d'entreprises en difficultés, et les banques d'émissions dans leur effort pour mettre de l'ordre au milieu de ce fourmillement, ont été conduites à faire toutes sortes d'opérations, soit qu'elles les aient entreprises volontairement, soit qu'elles soient les

1. P. B. Vigreux. « L'épargne nationale française et la mise en valeur de nos colonies », *Annales du droit et des sciences sociales*, 1934, n° 4, p. 71.

héritières nécessaires de situations qu'elles n'ont pas créées¹. »

* * *

Le Crédit agricole tout d'abord pose des questions délicates. Nos populations agricoles d'Afrique ou d'Indochine, n'ont généralement pas les fonds nécessaires pour faire face à l'achat de leurs semences et à leur propre subsistance, jusqu'à la récolte prochaine. C'est au Crédit agricole qu'il appartient d'intervenir. Mais son rôle serait nuisible si les prêts consentis n'étaient rigoureusement remboursés à la fin de chaque campagne. Or cette règle essentielle n'a presque jamais été respectée et les caisses de Crédit agricole se sont par là même transformées inconsidérément en sociétés hypothécaires.

Ceci posé, il faut remarquer que le Crédit agricole est loin encore d'être organisé de manière satisfaisante dans la majorité des cas. Le système mutualiste, qui est à la base du régime métropolitain, ne pouvant avoir son plein effet qu'auprès de populations déjà suffisamment évoluées².

1. *Conf. du Com. Col.* « L'organisation du crédit à court terme aux colonies », rapport de M. Ed. Giscard d'Estaing, directeur à la Société financière française et coloniale.

2. *Cong. du Com. Col.* « Le crédit colonial et les financements à long terme », rapport de M. Marcel Nadaud, conseiller du Commerce extérieur.

Le Crédit colonial appartient dans nos colonies à trois types différents :

1^o Institutions basées sur la mutualité pure :

a) Martinique, Guadeloupe, Réunion (décret du 5 juillet 1929).

b) Nouvelle-Calédonie et dépendances (décret du 13 décembre 1932).

c) Territoire du Cameroun (décret du 4 juin 1931).

2^o Institutions où la mutualité est combinée avec un organisme central de prêts ayant le caractère d'un établissement public.

a) A. O. F. Décret du 25 juin 1931.

b) Madagascar et dépendances. Décret du 18 avril 1930.

c) Établissements français de l'Océanie. Décret du 13 décembre 1932.

d) Indochine.

3^o Institutions n'ayant pas le caractère de mutualités :

A. E. F. Décret du 12 novembre 1931.

Nous avons vu par ailleurs que l'organisation des caisses locales faisait partie du programme d'action du « Comité de paysannat indigène ». Mais les services qu'elles peuvent être appelées à rendre sont subordonnés au respect de certains principes, sur lesquels la Commission financière de la Conférence métropolitaine et d'outre-mer avait déjà attiré l'attention.

Tout d'abord, il importe que les caisses s'appliquent à développer leurs moyens d'action en accroissant leur capital social et l'appui financier des gouvernements locaux devra être proportionné à l'effort réalisé par les mutualistes.

— Étant donné d'autre part le caractère instable des dépôts, les ressources qui en proviennent ne pourront jamais être considérées que comme des appoints.

— En ce qui concerne par ailleurs les opérations de financement nous avons vu que les placements à moyen et à long terme doivent être l'exception ; les « crédits de campagne » devant conserver une place de choix dans l'action des caisses agricoles.

— Enfin des règles spéciales doivent être suivies, concernant les conditions d'attribution des prêts et il est nécessaire qu'une vigilance constante soit apportée à la surveillance des risques.

— Il faut aussi instituer ou étendre les organismes de contrôle et de coordination dans nos possessions afin d'assurer une surveillance effective sur les caisses et sur les sociétés coopératives bénéficiaires des prêts.

— Enfin, il y a lieu de noter en terminant, que la constitution des garanties hypothécaires indispensables du fonctionnement du Crédit agricole est liée dans la majorité des cas au perfectionnement du régime foncier existant ¹.

1. *Conf. de la France métropolitaine et d'outre-mer. Commission*

* * *

Quant au crédit bancaire proprement dit, s'il se présente d'une manière particulièrement abondante sous les trois aspects qu'il revêt ordinairement dans sa répartition : long, moyen et court terme, la confusion qui, nous l'avons vu, règne en cette matière, n'a pas été sans amener de sérieux inconvénients.

Par exemple, les banques d'émission qui doivent remplir un double rôle monétaire et bancaire ne peuvent sans danger effectuer des opérations qui immobiliseraient un portefeuille commercial constituant, au même titre que l'encaisse, la couverture de la circulation financière. Il en est ainsi également pour les banques de dépôt. Quant aux caisses de Crédit agricole, elles doivent rester en mesure de fournir immédiatement les crédits de campagne qui constituent leur raison d'être. De sorte que l'aide qui peut être apportée par des établissements de ce genre à des débiteurs ayant besoin de longs délais pour rembourser demeure toujours précaire, puisque ceux-ci peuvent se voir réclamer brusquement des capitaux sur lesquels ils croyaient pouvoir compter.

C'est donc par une organisation minutieuse du crédit à long et à moyen terme que l'on peut remédier à cet état de choses. C'est aussi la seule manière de combattre l'usure qui fait aux colonies de si cruels ravages car la limitation du taux de l'intérêt y demeure toujours inopérante.

Le crédit à long terme ¹ se présente en général sous la financière, rapport de la Commission spéciale du crédit privé. Président M. Boulogne.

1. *Conf. du Com. Col.* « Le crédit d'État et les financements à long terme », rapport de M. Nadaud, déjà cité.

forme du crédit foncier et celui-ci peut être établi de façon satisfaisante dans les pays où un régime foncier existe déjà qui permet de donner une base sûre aux garanties immobilières. Le travail de mise au point qui est poursuivi dans nos colonies, en vue d'arriver à une individualisation certaine de la propriété, permet d'espérer que partout les opérations de crédit foncier pourront être régulièrement assurées. D'ailleurs, le concours du crédit foncier de France qui a été autorisé à étendre son rayon d'action à nos diverses possessions ne doit pas manquer d'assurer la discipline en une matière où elle avait en général manqué jusqu'à présent.

Quant au crédit à moyen terme il avait fait l'objet depuis longtemps déjà d'études très poussées tant dans les divers congrès qui s'étaient réunis qu'au ministère des Colonies lui-même. En 1921, la France parut avoir pris définitivement conscience de son rôle colonial. Le ministre des Colonies d'alors, M. Albert Sarraut, avait su dire les paroles qui convenaient en un temps où Métropole et colonies semblaient appelées à une grande prospérité. L'idée du « Crédit colonial » était acquise dans l'opinion ; mais des difficultés financières avaient retardé l'œuvre envisagée et ce ne fut qu'en 1928, à la suite du cyclone qui avait dévasté la Guadeloupe, qu'une convention avait été passée entre l'État et le Crédit National en vue d'amener cet établissement à consentir des prêts aux sinistrés. Cela avait fait l'objet d'une loi du 10 avril 1929 qui prévoyait la constitution d'un fonds de réserve. Par la suite la loi du 27 février 1931 avait étendu le bénéfice de cet organisme à d'autres colonies, mais sa portée demeurait très limitée en raison de l'insuffisance des ressources prévues.

Nous en étions à ce point, lorsque successivement la

Conférence du Commerce colonial puis la Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer marquèrent une fois de plus la nécessité d'une création de cette sorte. Un projet avait été élaboré qui assurait à cet effet le double concours du Crédit national et des banques d'émission coloniales et en septembre 1935 grâce à l'activité de M. Louis Rollin, le « Crédit colonial » était un fait acquis. Établi sous la forme d'une société anonyme selon les modalités fixées par le décret loi du 8 août 1935 ¹ cet orga-

1. *La Dépêche coloniale*, 1^{er} septembre 1935.

Le décret-loi.

ARTICLE PREMIER. — Le ministre des Colonies et le ministre des Finances sont autorisés à conclure :

1^o Une convention avec le directeur général du Crédit National agissant pour le compte d'une Société anonyme à constituer sous le nom de *Crédit colonial* ;

2^o Une convention avec le directeur général du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre agissant pour le compte de cet établissement et dûment autorisé par délibération du Conseil d'administration du 4 octobre 1932 et sous réserve de l'approbation ultérieure de l'Assemblée générale des actionnaires.

ART. 2. — Sont approuvés les statuts ci-annexés du Crédit colonial.

ART. 3. — Les modifications qui seraient apportées aux statuts du crédit colonial devront être approuvées par décrets rendus sur la proposition des ministres des Finances et des Colonies.

ART. 4. — La banque de l'Indochine, la banque de l'A. O. F., la banque de Madagascar et les banques coloniales régies par la loi du 21 mars 1919 sont autorisées à participer à la constitution du capital du Crédit colonial, dans les conditions prévues par les statuts de cet établissement.

ART. 5. — Les prêts effectués par le Crédit colonial pourront être garantis par les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des Colonies.

Dans les colonies pourvues d'un Conseil général la garantie sera donnée par le gouverneur dans les limites de l'autorisation annuelle du Conseil d'administration et du Conseil de gouvernement.

ART. 6. — Le Crédit Colonial est autorisé à contracter des emprunts.

Les émissions qu'il effectuera seront soumises à l'autorisation des ministres des Finances et des Colonies qui en fixeront les conditions et les modalités.

Des lots et primes pourront être attachés à ces obligations au moment de leur remboursement.

ART. 7. — La gestion et les services de la Société sont soumis aux

nisme a pour objet (art. 2 des statuts) de consentir des prêts portant intérêt, d'une durée qui ne pourra être ni inférieure à trois ans, ni supérieure à dix ans en vue de faciliter la création, le développement, la remise en marche ou le fonctionnement d'exploitations ou d'entreprises exerçant leur activité dans les territoires coloniaux dépen-

vérifications de l'inspection générale des Finances en France et de l'inspection des Colonies hors de la métropole.

ART. 8. — Le prélèvement annuel de 12 millions prévu par l'article 8 de la convention du 24 mars 1929, l'article 6 de la convention du 11 avril 1930, l'article 4 de la convention du 26 mars 1931 et l'article 6 de la convention du 24 mars 1932 sera maintenu au bénéfice du Crédit colonial jusqu'au 31 décembre 1939 après constitution des fonds de réserve spéciaux visés aux conventions précitées.

ART. 9. — L'administrateur représentant les colonies est dispensé de la possession d'actions.

Le cautionnement des autres administrateurs sera constitué par les établissements souscripteurs à concurrence de 25 actions par administrateur.

ART. 10. — Les conventions visées à l'article 1^{er} du présent décret, les statuts et tous les actes relatifs à la constitution du Crédit colonial sont dispensés de tous droits de timbre et d'enregistrement gratuitement.

Sont dispensés de tous droits du timbre et d'enregistrement comme de toute taxe métropolitaine ou coloniale quelconque tous les actes passés entre la Société de Crédit Colonial et l'État ou les colonies pour l'exécution de la convention passée avec le Crédit Colonial.

ART. 11. — Les intérêts des avances consenties par le Crédit National au Crédit Colonial pour l'objet social seront exempts de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des créances.

ART. 12. — Les intérêts des prêts consentis par le Crédit colonial seront exempts dans la Métropole de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des créances.

ART. 13. — Les sommes pouvant revenir aux colonies du fait de l'application des conventions qui interviendront avec le Crédit Colonial feront l'objet d'un programme d'emploi approuvé par le ministre des Colonies.

Sur le décret du 8 août 1935 et les statuts du Crédit Colonial voir *Bulletin législatif*, Dalloz, 1935, p. 713.

Sur la Convention du 30 octobre 1935 entre le Crédit National et le Crédit Colonial, voir *J. O.*, 31 octobre 1935, p. 11445. *J. O.*, 7 novembre 1935, p. 11892. *J. O.*, 10 novembre 1935, p. 12002.

dant du ministère des Colonies et appartenant à des Français, sujets ou protégés français.

Le taux est fixé par le Conseil d'administration. Il ne peut dépasser de plus de 2 p. 100 le prix de revient en intérêt du dernier emprunt réalisé au moment de la conclusion des prêts (art. 39). Ceux-ci doivent être garantis par une hypothèque de premier rang, un nantissement de même valeur ou un engagement de caution solidaire. Ils peuvent encore être garantis par les colonies, protectorats ou territoires sous mandat et à titre complémentaire par un nantissement ou enfin par des titres agréés par le Conseil d'administration ; ces différentes garanties pouvant être combinées entre elles.

Quant à l'instruction des demandes de prêts elle est régie de façon minutieuse par les articles 42, 43 et 44 des statuts.

« (Art. 42). Dans chaque colonie, protectorat ou territoire sous mandat il est constitué un comité de prêts siégeant au chef-lieu de la colonie et composé de cinq membres :

Le Secrétaire général de la colonie ou le fonctionnaire remplissant ces fonctions.

Le directeur ou chef de service des Finances.

Le trésorier-payeur de la colonie.

Le directeur de l'agence de la banque d'émission.

Un représentant de la colonisation désigné par les Chambres d'agriculture et de commerce ou par les organismes similaires.

Le comité se réunit sur la demande du représentant du crédit colonial seul saisi de toute demande de prêt. Ce représentant pourra assister aux séances du comité.

Dans les colonies constituées en gouvernement général

il sera créé, en outre, pour chaque colonie un comité local de prêt composé de la même façon que le comité indiqué ci-dessus qui examinera les demandes et les transmettra avec son avis au comité central siégeant au chef-lieu de la fédération.

(Art. 43). Le Comité examinera les demandes de prêts et statuera sur chacune d'elles, en déterminant notamment le chiffre du prêt et les conditions auxquelles il estime devoir le subordonner. Les propositions devront être motivées :

Dans le cas où après discussion, l'accord unanime ne pourrait être obtenu, les avis de chacun des membres seront inscrits séparément au procès-verbal lequel sera joint au dossier transmis à Paris.

Dans le cas où une colonie aura décidé de garantir un certain montant de prêts, ce dossier sera préalablement communiqué aux gouvernements généraux, gouvernements ou commissariats des pays intéressés qui feront connaître s'ils acceptent de garantir les engagements éventuels des emprunteurs.

Enfin la décision définitive appartient au Conseil d'administration.

(Art. 44). Les dossiers seront enfin adressés par le représentant du Crédit colonial au Conseil d'administration de la Société qui statuera en dernier ressort sur les demandes de prêts soit en les rejetant, soit en les réduisant, soit en les acceptant purement et simplement, soit en les acceptant avec un complément de garantie ».

Ainsi créé et sous réserve d'en étendre le bénéfice à notre demaine tout entier, le Crédit colonial semble appelé à rendre de gros services, à condition toutefois qu'il ne vienne pas superposer de nouveaux crédits à ceux précé-

demment consentis par les établissements déjà existants.

Pour reprendre les termes employés par M. de la Barthète dans son rapport à la Commission financière de la Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer : « Il ne faut pas que le Crédit colonial devienne lui-même, alors qu'il a été créé pour mettre de l'ordre et combler une lacune, une source de troubles et d'abus nouveaux dans la distribution du crédit ¹. »

S'il reste dans son rôle, loin d'être un organe de renflouement d'entreprises non viables, le Crédit colonial doit amener dans un temps plus ou moins long un assainissement général de notre économie d'outre-mer.

1. *Conf. de la France métropolitaine et d'outre-mer*. Commission financière, rapport de M. Du Moulin de La Barthète, p. 42.

CHAPITRE V

LE STATUT IMPÉRIAL

L'étude du régime douanier trouve immédiatement sa place après celle que nous avons réservée aux mesures générales destinées à intensifier les courants d'échange entre la Métropole et ses colonies. Son rôle, en effet, est de corriger les résultats qui seraient normalement entraînés par une libre circulation de marchandises à destination ou en provenance d'un pays déterminé.

Accompagnés de mesures fiscales qui y tiennent désormais une place importante, les systèmes douaniers, après avoir présidé aux relations économiques entre les États souverains, régissent désormais celles existant entre les puissances colonisatrices et leurs établissements d'outre-mer ¹.

Quatre sortes de mesures peuvent être ainsi envisagées : Il peut être nécessaire d'agir sur les courants d'échanges existant entre la Métropole et ses possessions, ou sur les transactions effectuées de colonie à colonie. Dans bien des cas aussi il faut intervenir dans les opérations que nos possessions pourront être amenées à faire avec l'étranger, ainsi que sur celles que nous serons dans l'obligation de

1. A. Girault. Le régime douanier colonial, *Revue d'Economie politique*, 1928, p. 956.

traiter à l'extérieur dans l'intérêt même de notre domaine d'outre-mer.

Ce système compliqué a pu selon les époques obéir à certains principes qui, au temps du pacte colonial furent inspirés du système de « l'assujettissement » des colonies à la Métropole. La Révolution française fut au contraire favorable au principe de « l'assimilation douanière ». Mais un retour des choses devrait amener une restauration du pacte colonial pendant le Consulat et l'Empire pour aboutir après quelques essais « d'autonomie » au régime complexe qui est le nôtre actuellement ¹.

Nous verrons que, sous réserves de certaines modifications à apporter, c'est là une solution malléable, conforme aux nécessités diverses nées de situations de fait mais qui devrait constamment être adaptée aux conditions économiques qui demeurent changeantes avec les alternatives possibles de crise et de prospérité.

* * *

Les textes qui régissent cette matière constituent une réglementation abondante et pour en dégager les principes directeurs, il est nécessaire d'examiner chacune de nos possessions en particulier.

ALGÉRIE

Le régime douanier franco-algérien a été déterminé par les lois du 17 juillet 1868 et du 29 décembre 1884.

1. Angel Marvaux. La politique commerciale de la France, dans *Rev. Econ. Inter.*, novembre 1934.

Gratien Candace. Le régime douanier de la France et ses colonies, *Rev. pol. et parl.*, juillet 1934.

Conf. du Com. Col. Le régime douanier franco-colonial, rapport de M. R. Thery, directeur de l'*Economiste européen*.

La première établit la franchise complète à peu d'exception près entre les deux pays. Il n'en est autrement qu'en ce qui concerne le tabac et quelques articles pour lesquels une compensation de droits est prévue en raison des régimes fiscaux différents.

La seconde pose en principe, que les produits étrangers entrant en Algérie sont frappés des mêmes droits que s'ils étaient importés dans la Métropole.

C'est « l'Union douanière » de droit et de fait ; le trafic entre les deux pays est libre et par voie de conséquence l'Algérie participe automatiquement aux conventions commerciales qui sont passées entre la France et l'étranger.

Sous l'empire de la loi de 1892 une discussion s'était cependant établie sur le point de savoir si, au regard des échanges intercoloniaux, l'Algérie devait être considérée comme un prolongement de la Métropole. Les avis étaient partagés, mais la loi du 13 avril 1928 a tranché la question. Dans ses rapports avec les autres colonies, l'Algérie est désormais considérée comme partie intégrante du territoire français.

TUNISIE

Le régime douanier franco-tunisien est différent selon qu'il s'agit des importations ou exportations.

Les marchandises tunisiennes pénétrant en France ou en Algérie sont soumises à la législation métropolitaine, tandis qu'à l'inverse les marchandises françaises ou algériennes importées en Tunisie sont sous l'empire du régime édicté par le décret du 2 mai 1898 et la loi du 30 mars 1928 à laquelle font suite les décrets des 24 juillet 1928 et du 9 décembre 1929.

En vertu du décret du 2 mai 1898, un certain nombre

de produits français et algériens entraient en franchise en Tunisie, les autres étaient passibles du tarif autonome. Inversement, les articles tunisiens qui entraient en France étaient soumis, sauf de rares exceptions, au tarif minimum.

La loi du 30 mars 1928 édicta le principe de réciprocité douanière en ce qui concerne un certain nombre d'articles qui devaient être énumérés dans des décrets à promulguer. C'est en application de cette loi que le décret du 24 juillet 1928 soumit 101 articles à cette législation et celui du 9 décembre 1929 vint y ajouter 95 rubriques.

La Tunisie, l'Algérie et la France sont ainsi sous un régime de « demi-union douanière » puisque, abstraction faite pour les 200 articles prévus aux décrets ci-dessus qui entrent en franchise dans les deux sens, les autres produits sont respectivement passibles du tarif minimum métropolitain, ou du tarif autonome du protectorat, sauf en ce qui concerne certaines marchandises tunisiennes bénéficiant dans les limites de contingents annuels de la franchise d'entrée en France.

Par contre, en ce qui concerne les échanges entre la Tunisie et les autres colonies, la franchise est le plus souvent appliquée dans les deux sens. La Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer avait émis le vœu que ce régime fut « élargi tant en ce qui concerne les relations du protectorat avec la France ou l'Algérie qu'avec le reste de l'Empire¹ ».

MAROC

Le statut douanier franco-marocain tel qu'il a été établi par les accords passés en 1904 avec l'Angleterre et l'Es-

1. *Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer. Commission d'économie générale, fondée par M. D. Serruys, p. 17.*

pagne et par la Convention d'Algésiras du 7 avril 1907 est celui de « la porte ouverte ». La France et les diverses puissances se trouvent sur un pied d'égalité en ce qui concerne l'entrée de leurs marchandises au Maroc. Un droit unique « ad valorem » de caractère exclusivement fiscal est perçu sur toutes les marchandises importées dans le protectorat. Sans doute, certains de ces droits ont pu être modifiés dans plusieurs cas pour défendre des productions locales, mais ils n'ont pas acquis le caractère « différentiel » qui permettrait de donner un traitement de faveur à nos productions métropolitaines.

Par contre, les produits marocains bénéficient du tarif minimum à leur entrée en France depuis la loi du 11 janvier 1892 et, d'autre part, les marchandises provenant de nos colonies sont soumises lorsqu'elles pénètrent au Maroc au même régime que celles en provenance de France et de l'étranger.

Cette situation paradoxale¹ n'a pas été sans attirer l'attention depuis déjà un certain temps ; la protection actuelle est apparue nettement insuffisante pour protéger la production marocaine qui a acquis très vite une complexité et une importance que l'on n'avait pas pu prévoir en 1906.

1. Consulter sur cette importante question :

A. E. Sayous. Le Maroc, son régime international, son avenir, dans *Ann. d'hist. écon. et sociale*, janvier 1931.

R. Hoffher. La protection économique du Maroc et l'acte d'Algésiras, dans *Rev. pol. et parl.*, juin 1932.

La défense économique au Maroc, dans *Bull. de l'Af. franç.*, décembre 1933.

A. Sayous. Le régime économique du Maroc français, dans *Rev. écon. nt.*, mai 1934.

Prince Charles Murat. L'acte d'Algésiras et la crise marocaine, dans *Revue de Paris*, 1^{er} avril 1934.

La situation au Maroc, *Bull. de l'Afr. franç.*, mars 1935.

D'autre part et surtout, il est injuste que la France qui a dépensé des vies humaines et des sommes considérables pour la pacification et la mise en valeur d'un pays, reste sur un pied d'égalité absolu avec les autres puissances pour des opérations commerciales qu'elle devrait faire par préférence.

C'est pourquoi l'acte d'Algésiras doit être modifié.

Il est à regretter sans doute que cela n'ait pas été compris dans les mesures diverses qui ont été prises en 1918 lors de la conclusion du traité de Paix, puisque actuellement il est nécessaire, pour y parvenir, de réunir l'accord de toutes les puissances cosignataires de l'acte primitif.

Nous pouvons sans doute parer dans certains cas à cette situation au moyen de subtilités douanières ou administratives ; mais si de telles mesures constituent une curiosité, elles ne peuvent être considérées que comme un palliatif ¹.

PAYS SOUS MANDAT

LEVANT, TOGO, CAMEROUN

En vertu de l'article 22 du pacte de la Société des Nations, qui nous a conféré le mandat sur ces territoires, l'égalité économique de tous les États membres de la Société est absolue pour les importations faites dans ces pays. Il en résulte pour nous un régime analogue à celui du Maroc. Droits d'entrée et de sortie non préférentiels, tarif minimum appliqué aux marchandises entrant en France en provenance de ces pays ; les colonies françaises

1. Ecorcheville. La protection de la production marocaine, *Mémoire de fin de stage des contrôleurs civils*, 1934.

étant dans leurs rapports avec ces territoires sous mandat considérés comme pays étrangers.

Là encore un tel régime douanier doit être adapté aux nécessités nouvelles issues en particulier des menaces du dumping. La Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer avait préconisé en ce sens l'institution de contingents de réciprocité qui, tout en permettant de protéger dans une certaine mesure les courants commerciaux de ces territoires, ne contreviendrait pas au principe d'égalité institué par le pacte de la Société des Nations.

COLONIES ET PROTECTORATS DÉPENDANT DU MINISTÈRE DES COLONIES

La charte douanière de ces possessions est aujourd'hui fixée par la loi du 13 mars 1928 qui leur a reconnu des possibilités d'adaptation qui leur avaient été refusées par les lois de 1887 et de 1892.

Elle distingue : les « colonies assimilées » Guadeloupe, Martinique, Guyane, Madagascar, Réunion, Indochine, et les « colonies non assimilées » constituées par le reste de nos possessions.

Les premières bénéficient de la franchise absolue et réciproque dans leurs rapports avec la Métropole.

Les autres, au contraire, sont dans une situation bien différente selon qu'elles sont ou non liées vis-à-vis de l'étranger par une convention édictant le régime de « la porte ouverte ». Si elles ont conservé leur liberté à cet égard les produits français et algériens pénètrent en franchise dans ces possessions et inversement, les matières premières et denrées alimentaires qui en proviennent

sont exemptées de droit à leur entrée en France, les autres marchandises étant soumises au tarif minimum.

Si, au contraire, il s'agit de colonies dont la situation est régie par des conventions internationales, les produits français et algériens sont placés sur le même pied que les marchandises étrangères à leur entrée dans ces pays et les articles en provenant sont assujettis au tarif minimum lorsqu'ils pénètrent sur le territoire français. C'est le cas, nous l'avons vu, des territoires sous-mandat, c'est également celui du « bassin conventionnel du Congo » depuis l'accord du 20 février 1885 et la déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890.

En ce qui concerne les marchandises étrangères, elles sont assujetties à leur entrée dans les colonies assimilées aux mêmes tarifs et prohibitions qu'à leur importation dans la Métropole, sauf dérogations pouvant être apportées par voie de décret simple après mise en marche d'une procédure spéciale mise au point par le décret du 2 juillet 1928.

Quant au trafic de possessions à possessions, il est également régi par la loi de 1928 qui édicte une franchise absolue et réciproque, qu'il s'agisse de colonies assimilées ou non, sauf exception pour les zones où des conventions internationales s'opposent à une telle réglementation.

Des critiques ont été formulées, notamment en ce qui concerne les colonies assimilées, sur la nécessité qu'il y a d'adapter le tarif de 1928 aux conditions particulières de la vie indigène. Il est intéressant de noter que dans cette voie le traité passé entre l'Indochine et le Japon en 1932 prévoit des dérogations notables au tarif métropolitain. C'est une raison de plus pour réviser systéma-

tiquement celui-ci, de façon à le maintenir parfaitement adapté aux cas particuliers qui peuvent se présenter.

D'autre part, le statut du Bassin conventionnel du Congo et celui du Bassin du Niger ont appelé les mêmes réserves que celles qui ont été formulées en ce qui concerne le Maroc. Pour les mêmes raisons, il est nécessaire d'y apporter les mêmes remèdes mais là encore la solution relève de tractations internationales.

* * *

Sous le bénéfice des observations qui précèdent relatives aux cas particuliers de la Tunisie et du Maroc, du Levant Français et des Bassins conventionnels du Congo et du Niger, il semble que l'on puisse par de simples adaptations améliorer les imperfections existantes.

Quel est le but en somme cherché ? Opérer une liaison chaque jour plus complète entre la Métropole et ses possessions d'outre-mer. Or, malgré la diversité des régimes, union douanière avec l'Algérie, semi-union douanière avec la Tunisie, assimilation, autonomie ou régime de porte ouverte avec les autres colonies ; il n'est pas douteux que notre législation douanière est dominée par un esprit très net de « préférence impériale » qui se traduit de la manière suivante :

A moins que des conventions internationales ne s'y opposent, nos marchandises françaises sont exemptées de droits à l'entrée dans nos possessions. A l'inverse, les importations de produits coloniaux en France bénéficient de la franchise douanière, tout au moins dans la limite des contingents établis. C'est encore le cas pour les échanges intercoloniaux qui ne sont, en règle générale, assujettis à aucun droit.

Par ailleurs, nos barrières douanières renforcées encore par des contingents d'entrée, garantissent dans la majorité des cas nos produits coloniaux contre la concurrence que peuvent leur faire sur nos marchés les denrées similaires de provenance étrangère. Il en est de même pour nos débouchés d'outre-mer, qui, sauf dans les pays dits de porte ouverte nous sont aussi exclusivement réservés.

Or, que faut-il pour agréger en un système impérial cohérent des économies métropolitaines et coloniales disséminées ?

Réaliser à l'intérieur de ce bloc le maximum d'aisance dans les échanges en supprimant si possible les entraves douanières, en réalisant une franchise qui pourra être complète dans le système d'union douanière. Sauvegarder d'autre part les débouchés existant réciproquement pour chacune des parties de l'ensemble en édictant des mesures de protection contre la concurrence étrangère, en instituant en un mot un système de « préférence impériale ¹ ».

Il semble bien que notre régime douanier, sous réserve de modifications à apporter dans certaines de nos possessions, puisse par une adaptation continue, correspondre à des objectifs de cette sorte.

Sans méconnaître d'ailleurs le rôle des mesures douanières pour obtenir une intensification des échanges franco-coloniaux, il ne faut pas oublier qu'elles doivent avant tout constituer des mesures de défense momentanées, à l'abri desquelles nos productions impériales

1. La conférence impériale. Discours d'ouverture de M. A. Lebrun, président de la République et Louis Rollin, ministre des Colonies, dans *Bull. Afr. franç.*, décembre 1934.

pourront s'armer, en abaissant leurs prix de revient au niveau des cours mondiaux ¹.

« Le statut douanier n'est en effet qu'un aspect particulièrement important, il est vrai, et momentanément indispensable de l'entraide entre la métropole et les possessions d'outre-mer. Mais celles-ci ont trop souvent, obéré la production ou le commerce de charges fiscales excessives qui neutralisent l'effet du soutien métropolitain.

Des moyens de transport et des facilités de crédit, la réorganisation de la technique et le perfectionnement de l'outillage contribuent, par ailleurs, au moins autant que la protection douanière ou la réglementation du commerce, à l'écoulement de la production d'outre-mer sur le marché français.

De même, le statut impérial n'est pas, pour prépondérant qu'il soit, le seul élément du régime préférentiel que les possessions d'outre-mer doivent réserver à la France.

Il est juste certes, qu'elles lui assurent une protection douanière qui soit appropriée à leur pouvoir d'achat et à leurs conditions de vie. A cet égard, des relèvements de tarifs ont été proposés à nos diverses possessions qui pourront être établis, soit immédiatement, soit progressivement au fur et à mesure que leur prospérité renaissante ouvrira à l'expansion française des possibilités accrues.

Mais par l'effort vers la recherche d'un abaissement de ces prix, par une amélioration des qualités, par une

1. *Conf. de la France métropolitaine et d'outre-mer. Introduction aux travaux de la Commission d'économie générale*, par M. D. Serruys, p. 33.

adaptation toujours plus étroite aux goûts et aux besoins des populations, par la garantie de la standardisation et des marques, par la diminution des prêts et des transports, par des systèmes de distribution appropriés aux habitudes et aux moyens des divers territoires, la Métropole doit, elle aussi seconder ses propres exportations, en sorte que notre régime de préférence douanière puisse être, comme notre politique de soutien, tempéré par tous les moyens techniques ou commerciaux.

D'une manière générale, le statut des relations de l'Empire est apparu adéquat à la tâche nouvelle à laquelle il doit être appliqué. Mais il exige à la fois un sens plus aigu de l'équité, une vigilance plus attentive, une souplesse plus humaine ¹ ».

*
* *

A la question du régime douanier s'en rattache une autre qui lui est dans certains cas subordonnée. Il s'agit de la nécessité de faire participer nos colonies aux accords diplomatiques.

La question est résolue dans certains cas par le fait même du Régime douanier sous lequel elles sont placées. L'Union douanière qui existe entre la France et l'Algérie par exemple fait automatiquement bénéficier les produits algériens des débouchés que nous nous sommes acquis par la voie de traités de commerce.

La Tunisie, au contraire, se trouve dans une situation bien différente. Sa qualité juridique d'État étranger lui

1. *Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer. Introduction aux travaux de la Commission d'économie générale.* par M. D. Serruys, p. 19.

permet de passer avec les puissances des traités de commerce contenant la clause de la nation la plus favorisée. Lorsqu'elle exporte des marchandises dans une colonie française elles sont passibles à leur entrée des droits afférents aux produits étrangers.

Le Maroc de son côté, qui, en vertu de conventions internationales, doit réserver le même traitement aux productions des divers pays, se trouve par surcroît exposé à des représailles douanières consécutives à la rupture de relations économiques entre la France et l'étranger. Il serait donc opportun que ce protectorat bénéficie de l'application de la clause de la nation la plus favorisée.

De toutes façons, en attendant de pouvoir reviser les régimes de ces protectorats, il y aurait lieu d'insérer des clauses spécialement adaptées à leur situation particulière chaque fois que des conventions commerciales sont passées avec l'étranger¹.

En ce qui concerne les autres colonies la situation est différente. Il a été précisé, en effet, lors de la discussion de la loi du 13 avril 1928 que les traités de commerce passés entre la Métropole et les pays étrangers ne leur seraient pas applicables. Des accords spéciaux sont en conséquence nécessaires et c'est en ce sens qu'un traité a été passé, nous l'avons vu, entre l'Indochine et le Japon le 13 mai 1932.

En tout état de cause, il serait nécessaire que préalablement à la conclusion d'accords commerciaux entre la France et l'étranger le ministre des Colonies soit consulté afin que l'on ménage dans son ensemble les intérêts du bloc économique qui est constitué par l'Empire français.

1. Le régime des blés au Maroc, *Bulletin de l'Afr. franç.*, décembre 1933.



TROISIÈME PARTIE

LES ORGANISMES
DE COORDINATION

CHAPITRE PREMIER

STATISTIQUE. DOCUMENTATION ORIENTATION TECHNIQUE

De tous temps les gouvernements ont senti la nécessité de renseignements précis sur les hommes et les choses et en ce sens, l'utilité de la statistique n'est pas nouvelle, mais il faut attendre le XIX^e siècle, pour la voir utiliser régulièrement comme procédé scientifique d'observation.

Il n'est personne à l'heure actuelle pour nier l'utilité de la statistique qui constitue l'organe avertisseur, le guide économique et financier du Gouvernement. Disons d'un mot que c'est elle qui permet d'y voir clair, de mettre de l'ordre dans la maison.

Mais lorsqu'il s'agit de l'organiser les difficultés surgissent et rien n'est plus suggestif à cet égard que d'étudier les vicissitudes du service de la statistique en France.

Si nous faisons abstraction de faits historiques qui sortiraient du cadre de cet exposé, il reste que le service de la statistique a subi l'influence des tendances politiques du moment. Il y a lieu de distinguer en effet, dans les faits dénombrés ceux qui sont de nature démographique ou sociale et ceux qui ont trait à la vie économique.

Selon que les gouvernements ont été à tendances autoritaires ou libérales et par suite ont attaché une im-

portance plus grande à l'une ou l'autre catégorie de faits, le service de la statistique a été rattachée soit au ministère du Commerce, soit à celui de l'Intérieur.

C'est ainsi que Lucien Bonaparte et plus tard le second Empire en feront un bureau du ministère de l'Intérieur tandis que la monarchie de juillet le rattachera au ministère du Commerce.

Sous la troisième République, cet état de choses dura jusqu'en 1907, époque à laquelle le service de la statistique fut placé sous l'autorité directe du ministère du Travail.

A l'heure actuelle la direction de la statistique générale de la France est rattachée à la Présidence du Conseil et publie trois catégories de documents : le « Bulletin mensuel de la statistique générale de la France et du service d'observation des prix » ; le « Bulletin trimestriel » ; l'Annuaire statistique ».

D'autre part, grâce à la générosité de la Fondation Rockefeller, nous sommes dotés depuis le 1^{er} octobre 1933 d'un « Institut scientifique de recherches économiques et sociales » qui, à l'exemple des institutions de même genre ¹ fondées à l'étranger, se propose d'étudier la « conjonction économique ² ».

1. La Fondation Rockefeller est à l'origine des instituts suivants : London School of economics ; Institut für Weltwirtschaft de Kiel ; London and Cambridge Service de Londres ; The Harvard university committee of economic Research.

2. Charles Rist. L'institut scientifique de recherches économiques et sociales, *Rev. écon. pol.*, novembre-décembre 1934.

H. Truchy. Tableaux de l'économie française, *Rev. écon. pol.*, mars-avril 1935.

D. Wagermann. Les méthodes modernes d'étude de la conjonction, *Rev. écon. int.*, avril 1935.

H. de Man. Commerce extérieur et économie dirigée, *Rev. écon. int.*, février 1934.

Sans avoir des ambitions de cette taille en matière coloniale et sans attacher une vertu de panacée à ce qui ne doit être en réalité qu'un bon instrument de travail, la statistique doit avoir une place de choix dans une politique impériale qui doit être avant tout renseignée, orientée, contrôlée.

C'est pourquoi on a pu déplorer l'insuffisance et l'éparpillement de notre documentation statistique, les méthodes variables qui président à leur établissement selon les colonies.

Un service central s'est avéré indispensable et la Commission générale des productions à la Conférence économique de 1935 a suggéré dans cette voie : « l'élargissement du bureau des statistiques au ministère des Colonies en un service de documentation et de statistique qui rassemblerait une documentation générale et des statistiques complètes, établies selon des règles et nomenclatures uniformes pour toutes les parties de notre domaine d'outre-mer ainsi que les informations intéressantes provenant des pays étrangers ».

Toutefois, quelle que soit l'utilité des chiffres, ils ne sauraient valoir une confrontation effective des intérêts en cause par le contact permanent de ceux dont les initiatives doivent être coordonnées.

Tel est l'objet des organismes interprofessionnels qui, sous forme de comités mettent en présence producteurs et consommateurs en vue de l'ajustement exact de l'offre à la demande.

Les résultats qu'ils ont donné à l'étranger sont si excellents qu'il ne semble même pas que l'on puisse organiser une économie impériale en dehors de leur présence. Ils font, d'autre part, la transition entre les organes de rensei-

gnements proprement dits et certains services d'orientation plus spécialement gouvernementaux auxquels nous arrivons maintenant.

* * *

Il ne saurait être question de revenir sur l'utilité des services de recherches agricoles ou minière dont l'extension est souhaitable dans toutes nos possessions d'outre-mer. Nous en avons dit un mot par ailleurs.

Ce qu'il importe de bien marquer ici c'est l'intérêt qu'il y a à coordonner des organismes qui travaillent en ordre dispersé.

Une inspection générale de l'agriculture, de l'élevage et des forêts est tout d'abord nécessaire et il ne suffirait pas d'en faire un simple service sans importance comme le fut autrefois certaine direction technique du ministère des Colonies, il faut qu'elle représente effectivement auprès du ministre les différents services de culture, d'élevage et des forêts qui se trouvent dans nos possessions.

Son rôle consistera à guider leurs recherches, à vulgariser les nouvelles méthodes, à suivre les travaux agricoles et les essais entrepris, à collaborer à l'organisation du crédit et de la coopération agricole.

Mais elle devra veiller surtout à ce que les organismes locaux maintiennent une activité soutenue de façon à ce qu'ils ne passent pas par des alternatives d'action et de ralentissement préjudiciables à de bons résultats.

Enfin elle sera en rapport avec la direction des services économiques au ministère des Colonies afin d'effectuer une surveillance spéciale des cultures qui entrent dans le cadre d'une économie complémentaire.

*
* *

En dehors de ces services d'inspection générale il faut songer aussi à coordonner l'action des laboratoires et stations de recherches qui travaillent outre-mer. Nous avons vu par ailleurs à quels besoins ils correspondent. C'est à eux que la Grande Bretagne et la Hollande, pour ne citer que ces deux pays, doivent leur succès en matière de production et de standardisation des produits coloniaux.

Mais il est nécessaire pour obtenir un tel résultat qu'un plan d'ensemble de travail existe et, dès 1931 le Congrès de recherches scientifiques coloniales réuni à Vincennes à l'occasion de l'exposition avait déjà marqué la nécessité d'un organisme de coordination. Un projet de loi avait été établi qui prévoyait la constitution d'un comité scientifique et technique doté de la personnalité civile qui, organisé sous la forme des instituts Pasteur, dirigerait les travaux des laboratoires et stations d'essais et répartirait entre eux les crédits qui sont prévus dans l'institution du « fonds colonial ».

*
* *

C'est dans un ordre d'idée analogue que l'on a demandé la création d'un organisme central minier qui, sous la forme d'une fondation technique serait chargé de coordonner l'action des stations de prospection minière qui existent déjà dans plusieurs de nos possessions.

Il contribuerait, en outre, à la création de nouveaux établissements de recherches minières et tiendrait à jour une documentation sur la géologie et les gisements mi-

niers coloniaux. Enfin il serait chargé de la préparation du personnel technique et de l'organisation de missions géologiques et minières.

Cet organisme serait doté de la personnalité civile et son budget serait alimenté par un prélèvement effectué une fois pour toutes sur les sommes prévues dans la création du « fonds colonial » en vue de l'exploration de notre sous-sol d'outre-mer.

La question a pu se poser de savoir s'il n'y aurait pas intérêt à développer en ce sens un organisme déjà existant comme le comité d'études minières pour la France d'outre-mer. Quoi qu'il en soit une solution est nécessaire si l'on songe que c'est par la coordination d'activités dispersées que l'on pourra arriver à faire œuvre utile en une matière où notre balance commerciale est si lourdement grevée par nos achats à l'étranger.

CHAPITRE II

MINISTÈRE D'EMPIRE

Au mois de novembre 1933 l'Académie des Sciences coloniales chargeait son Président, le Maréchal Lyautey, d'effectuer une démarche solennelle auprès du chef de l'État afin de lui remettre la résolution suivante :

« L'Académie considérant que, dans l'état présent du monde, la France et ses colonies doivent constituer particulièrement en Afrique un bloc cohérent... que cette cohésion et cette harmonie ne sauraient être réalisées sur le plan politique et économique, sans une politique gouvernementale inspirée de la nation et de la volonté d'Empire, et arrêtée dans une large vue d'ensemble ;... assurée que la politique nouvelle souhaitée par les meilleurs esprits... est absolument conditionnée, par l'unification de tous les rouages chargés, dans la Métropole, des intérêts généraux de nos établissements d'outre-mer... et que la répartition entre plusieurs ministères des diverses parties de la France extérieure... y compris les protectorats... apporte d'innombrables obstacles à la solution désirable des grands problèmes de colonisation et nuit à la bonne préparation des grands projets intéressant soit l'ensemble du domaine soit ses principaux groupements, considérés isolément ou

en union d'intérêts... conclut à la nécessité absolue de créer un ministère de la France extérieure qui assurerait l'administration supérieure de nos colonies et pays de protectorat ».

C'était en quelques mots placer l'opinion publique en présence d'un des problèmes les plus délicats de notre politique coloniale car, et ceci n'est un secret pour personne, la diversité des « rattachements coloniaux » constitue à l'heure actuelle encore une véritable anomalie.

Le gouvernement général de l'Algérie dépend du ministère de l'Intérieur encore que certains services algériens soient directement rattachés aux ministères intéressés,

Les colonies proprement dites, même assimilées relèvent du ministère de la rue Oudinot et c'est encore le cas pour certains protectorats comme l'Indochine où cependant subsistent des souverainetés locales, ainsi que pour les mandats du Togo, du Cameroun et pour le Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides.

Par contre, les protectorats méditerranéens et le mandat syrien dépendent du ministère des Affaires étrangères.

Cette complexité, encore accrue d'ailleurs par l'intervention éventuelle de certains autres ministères, s'explique sans doute par des raisons historiques. Les vues d'ensemble ont manqué dans l'acquisition d'un domaine que nous devons à des initiatives individuelles plus qu'à l'action raisonnée d'un gouvernement.

« Tout cela fort bien dans le passé est à l'honneur de la race plus que des gouvernants ; mais cela ne suffit plus. Il faut aujourd'hui des idées générales appliquées à un problème difficile très complexe et servies à Paris par une autorité capable d'arbitrer dans la politique et l'économie les différends, parfois les querelles qui s'élèvent

au delà des mers parmi les citoyens, les sujets et les protégés d'une même France ¹. »

Tout d'abord, des raisons économiques impérieuses le commandent.

Sans direction unique il paraît impossible d'avoir la largeur de vues qui doit présider à l'harmonisation des ressources de l'ensemble, à l'élaboration d'un plan définitif d'équipement colonial et de la politique financière à laquelle il demeure subordonné.

Ce n'est pas tout, l'esprit français est épris de logique. Non seulement, il réclame des solutions harmonieuses, mais il veut encore qu'elles le paraissent. Il ne s'accommode pas comme le peuple anglais de ces constructions empiriques souvent bien adaptées aux circonstances ; l'unité de l'empire est un vain mot pour lui si elle ne se synthétise pas en un symbole approprié.

* * *

Le mouvement qui tend à réaliser l'unité de direction de notre domaine colonial ne date pas d'hier.

De 1858 à 1860, nous avons eu un ministère de l'Algérie et des Colonies. Plus tard en 1898, M. Etienne signalait la nécessité de réunir toutes nos affaires coloniales en un même département ministériel et en 1903 et 1904 une campagne de presse active, à laquelle avait pris part M. Duchêne ², insistait une fois de plus sur l'opportunité d'une telle réforme. En 1908, M. Roume, gouverneur de l'A. O. F. s'était rallié à cette idée dans

1. Robert Raynaud. Un ministère de la France extérieure, dans *Le Temps*, 23 novembre 1933.

2. Duchêne. *La politique coloniale de la France*.

un discours retentissant et M. Hubert, sénateur de la Meuse déposait à la Chambre une proposition de loi en ce sens. De nouvelles campagnes de presse auxquelles sont liés les noms de M. Messimy et de M. Cacaldy avaient eu lieu en 1912, puis en 1914¹ lorsqu'en 1920 M. Albert Sarraut devint ministre des Colonies. Désireux de réaliser une mise en valeur effective, il songe tout d'abord à obtenir l'unité dans l'effort. Une commission est constituée, et, d'un accord unanime elle reconnaît la possibilité de la réforme proposée. Un ministère unique englobant tous les territoires où s'exerce la suprématie de la France serait constitué. Il serait doublé d'un secrétariat permanent assurant la continuité d'action pendant les crises ministérielles. Mais l'opposition de l'Algérie, la situation internationale de la Syrie amenèrent des discussions et un changement de ministère survint avant que la réforme ne fût réalisée.

L'idée devait être reprise en 1930 par M. G. Nouvelle qui déposait un projet de « Rationalisation de la haute administration coloniale » et M. Pietri, ministre des Colonies dans un discours prononcé à Marseille annonçait la réorganisation imminente du ministère des Colonies. L'année suivante, M. Hardy, alors directeur de l'Ecole coloniale exposait le problème dans un article de l'*Europe Nouvelle*² et finalement en 1933, l'Académie des sciences coloniales effectuait auprès du chef de l'État sa démarche à ce sujet.

Sur ces entrefaites et grâce à l'initiative de M. E. de Warren la question avait été reprise avec l'étude du

1. *Revue parlementaire des colonies*, mars 1912.

Dépêche coloniale, 15 avril 1914.

2. G. Hardy. *Europe Nouvelle*, 3 janvier 1931.

dossier du transsaharien, dont le sort reste intimement lié à la création d'un ministère unique, car avant que de naître, il souffre déjà de tiraillements entre les divers gouvernements intéressés. Mais une telle réforme demande à être réalisée en temps opportun et tel n'était pas le cas, en janvier 1934, lorsque M. Henry de Jouvenel prit l'initiative de créer un « ministère de la France d'outre-mer ». Déjà mal assuré le Cabinet ne devait pas être consolidé par les polémiques qui furent soulevées à ce sujet et quelques jours plus tard, il se retirait devant l'élémente ¹.

Depuis lors, le Conseil National Economique ² puis la Conférence de la France métropolitaine et d'outre-mer marquèrent une fois de plus la nécessité de cette réforme indispensable, mais celle-ci continue à rencontrer une opposition qui pour être plus ou moins ouverte n'en est pas moins sérieuse.

C'est l'hostilité, tout d'abord, du personnel des Affaires étrangères qui craint de voir se restreindre ainsi le champ d'action de son activité. Il semble cependant que l'intérêt particulier doive s'effacer devant l'intérêt plus général de la France d'autant plus qu'il est facile de trouver une solution respectueuse de toutes les susceptibilités en conservant le bénéfice des méthodes diplomatiques au gouvernement de pays qui réclament, selon l'expression d'un maître, « une main de fer dans un gant de velours ».

Bien entendu, ce sont là des raisons inavouées, mais

1. J. Ladreit de la Charrière. Le ministère de la France d'outre-mer, dans *Bull. de l'Afr. franç.*, février 1934.

2. *Conseil National Economique*, Les relations économiques entre la France et ses colonies, rapport de M. Georges Dayras, Paris, imp. Nat., 1934, p. 83.

il en est d'autres que l'on place au grand jour et dont la valeur semble aussi contestable.

Les unes sont d'ordre politique, les autres d'ordre juridique.

Au nombre des premiers, il faut placer l'hostilité générale de l'Afrique du Nord qui considère comme une véritable humiliation d'être rattachée à un ministère des Colonies. Cependant la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion où les indigènes ont la qualité juridique de citoyens français, dépendent de ce ministère depuis déjà trois cents ans, et, d'autre part, c'est par erreur que l'on peut lui comparer le ministère de la France d'outre-mer, institution nouvelle à laquelle seraient rattachées les directions des Affaires étrangères et de l'Intérieur qui s'occupaient précédemment de ces possessions.

On s'est demandé par ailleurs si un ministre des Colonies, habitué, dit-on, à administrer des populations peu évoluées était apte à diriger des peuples qui le sont beaucoup comme ceux de nos possessions d'Afrique du Nord. Mais c'est pécher par ignorance coloniale puisque l'Indochine, Madagascar et nos vieilles colonies dont les populations sont au moins aussi civilisées que celles de l'Algérie ou du Maroc, dépendent déjà de ce département ministériel.

Mais ce serait dit-on une charge écrasante pour un seul homme et la division actuelle représente à ce sujet une habile répartition.

C'est oublier que « l'India Office » assure seul la direction de ce bloc énorme et si complexe qu'est l'Inde anglaise dont la population est égale à trois fois celle de l'Empire français.

On invoque encore l'inaptitude du ministre des Colo-

nies à diriger des protectorats bien qu'il en existe plusieurs en Indochine ou sa méconnaissance des affaires musulmanes dont le service réclamait de toutes façons une sérieuse réorganisation, d'ailleurs en partie réalisée ¹.

Quant aux questions pécuniaires qui sont soulevées en dernière analyse elles sont plutôt favorables à notre thèse du fait qu'une telle réforme serait génératrice d'économies.

Autant de raisons spécieuses qu'il faut définitivement écarter avant d'aborder les objections d'ordre juridique qui tiennent à la nature des liens qui nous unissent à nos possessions. Ces relations qui relèvent dans certains cas du droit international ne s'opposent-elles pas à une telle unification ?

Sans préjuger de cette question, notons qu'un simple changement de qualificatif eût pu permettre d'éviter un obstacle de cette sorte ; « Ministère des territoires d'outre-mer » n'implique pas par exemple l'idée d'une annexion. Car c'est bien cette crainte qui a soulevé en 1934 des protestations du Sultan du Maroc et du Bey de Tunis, et c'est pourquoi le problème réclame une étude attentive.

Au point de vue juridique, nos possessions d'outre-mer peuvent être classées en trois catégories :

Colonies proprement dites ;

Protectorats ;

Territoires sous mandat.

1. Le décret du 14 avril 1937 portant réorganisation du Haut Comité méditerranéen a abrogé (art. 11) les décrets du 25 juin 1911, 30 novembre 1918, 16 décembre 1931, 8 avril 1932, 23 février 1935, 1^{er} septembre 1935 et 24 octobre 1935 relatifs à « l'organisation de la Commission interministérielle des affaires musulmanes » qui est définitivement refondue (art. 4, 5, 6, 7, 8, 9).

En ce qui concerne les colonies proprement dites, les gouvernements métropolitains y exercent une autorité absolue et il n'est nul traité ni convention qui puisse venir la modifier. Il n'est plus permis de douter de l'unité constitutionnelle de l'Empire français depuis l'abandon d'une jurisprudence¹ du Conseil d'État, chère autrefois à MM. Ducrocq, Aucocq et Laferrière, selon laquelle les décrets coloniaux étaient rendus en vertu d'une « délégation législative » alors qu'en réalité faire des lois ne résulte pas d'un droit subjectif mais, constitutionnellement, d'une compétence qui ne peut être déléguée.

Si nous examinons maintenant les pays de protectorat, nous nous trouvons en présence d'une situation confuse en raison de la diversité même d'aspects que revêt cette institution. Toutefois, chez nous, ils présentent des analogies remarquables. Ils ont tous leur origine dans des conventions internationales et, d'autre part, la personnalité de leur gouvernement s'efface devant celle de la France pour les relations qu'ils peuvent avoir avec l'étranger. Ceci indique qu'il n'existe pas dans l'Empire français de protectorat de droit international, c'est-à-dire concernant un État dont l'existence se distingue encore à ce point de vue de celle de la puissance protectrice.

En réalité, protectorats à l'origine, ces possessions sont devenues purement et simplement des pays « d'administration directe ». La norme internationale s'est transformée en règle de droit interne et rien ne vient plus limiter la souveraineté de la France à l'intérieur de ces pays.

Reste la question des territoires sous mandat. Selon

1. Cass. Crim., 23 juin 1932. *Gouv. de l'A. O. F.*, Penant, 1933, p. 85-87.

M. G. Scelle, l'institution représenterait un « service public international » dont l'intérêt serait d'ordre civilisateur et humanitaire. En réalité, si l'on se reporte aux faits historiques qui ont présidé à leur création, aux controverses entre M. Wilson, le général Smuts et les Dominions britanniques, on ne peut contester que le mandat représente une désignation nouvelle d'un simple procédé de colonisation. D'ailleurs, les discussions auxquelles ils ont donné lieu les ont toujours représentés comme des « extensions du territoire français » et l'Angleterre les a purement et simplement rattachés au « Colonial Office ». La question ne pourrait se poser de toutes façons chez nous qu'en ce qui concerne le mandat syro-libanais puisque Togo et Cameroun relèvent désormais du ministère des colonies. Or, la nature juridique de la compétence gouvernementale française qui s'exerce dans les mandats A ne semblent guère différente de celle que nous exerçons dans les mandats B. Enfin, au moment où le Japon s'est retiré de la Société des Nations on s'est aperçu de l'impossibilité où l'on se trouvait de prononcer la déchéance des mandataires, si bien que là encore le rattachement de ces possessions à un ministère d'outre-mer ne saurait soulever de protestation.

Ainsi le problème d'un ministère unique englobant l'ensemble de l'Empire français peut se ramener à deux propositions, elle est opportune, elle est possible et à ces titres elle doit voir bientôt la voie des réalisations¹.

1. Voir à ce sujet Y. Gouet. Le ministère de la France d'outre-mer et la nature juridique de l'Empire colonial français, dans *Annales du droit et des sciences sociales*, 2^e année, 1934, numéro A. Problèmes de la colonisation.

* * *

Mais, pour importante que puisse être une telle réforme, elle serait insuffisante si elle n'était accompagnée de la création d'un secrétariat permanent dont le rôle se révèle particulièrement utile au moment des crises ministérielles. Les Affaires étrangères par exemple, l'Intérieur ou la Guerre, sont déjà dotés depuis un certains temps déjà d'un secrétaire général. Celui-ci réalise la liaison entre les divers services et reste auprès du ministre le collaborateur au courant des affaires qui peut assumer une continuité de vues et de méthodes; les intérêts supérieurs du pays se trouvent ainsi placés en dehors des fluctuations de la politique.

Il n'y a pas à revenir sur l'unité d'action que réclame une politique impériale. Remarquons seulement qu'en son absence, des plans de mise en valeur comme celui qu'avait tracé Albert Sarraut en 1923 ont été le jouet de fluctuations ministérielles.

De toutes façons un secrétariat permanent est nécessaire pour assurer la cohésion du ministère des Colonies qui constitue en l'état actuel des choses un ensemble de départements qui demeurent trop isolés. Les directions militaires, économiques, politiques et de contrôle seraient utilement réunies par un organisme de cette sorte qui relèverait directement du ministre à qui seraient apportés ainsi une collaboration technique et une continuité d'action qui se révèlent indispensables.

* * *

C'est précisément le sens d'une réforme qui vient

d'être apportée par un récent décret à un organisme de coordination spécifiquement nord-africain.

En l'absence d'un ministère d'Empire, la nécessité s'était fait sentir depuis longtemps déjà d'une institution assurant la liaison de l'ensemble Algérie, Tunisie, Maroc et, qui « eut posé et fait résoudre à Paris tous les grands problèmes nord-africains qu'ils soient de caractère économique, politique ou social ¹ ».

Le décret du 23 février 1935 avait réalisé cette réforme en créant « Le Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord ». Mais, pour intéressante que soit l'activité de cet organisme, elle était restée discontinue. Ce devait être le but d'un décret du 14 février 1937 d'assurer la périodicité de ses réunions (art. 1), de créer un secrétariat permanent (art. 2), de transformer la Commission interministérielle des affaires musulmanes (art. 4, 5, 6, 7, 8, 9).

Le rapport préliminaire en explique d'ailleurs la raison.

« La nécessité, dit-il, de coordonner les affaires méditerranéennes et, plus largement, les affaires musulmanes, et de mettre fin à la dispersion excessive des pouvoirs a été à l'origine de la création, par décret du 23 février 1935, du Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord.

Pour donner à cet organisme sa pleine efficacité, le Haut Comité méditerranéen a proposé, au cours de ses séances du 9 et 13 mars 1937, de donner un caractère permanent à son secrétariat et d'instituer une commission chargée de l'étude des questions méditerranéennes et musulmanes dans l'intervalle des sessions.

Conformément au vœu exprimé à plusieurs reprises par

1. Louis Milliot, doyen de la Faculté de droit d'Alger. L'organisation française de l'Afrique du Nord. Sélection opportune, dans *Bull. Afr. franç.*, janvier 1934.

le Haut Comité, le présent décret propose qu'il soit institué au secrétariat général de la Présidence du Conseil un secrétariat permanent du Haut Comité méditerranéen à la fois organe de coordination et d'information, comprenant un secrétaire et des adjoints, nommés par le Président du Conseil des Ministres.

Afin d'assurer la continuité dans l'examen des problèmes politiques, économiques et sociaux que posent la Méditerranée et l'Islam, le Haut Comité a estimé qu'il serait également utile de créer une commission d'études qui se réunirait dans l'intervalle de ses sessions, chaque fois que le Président du Conseil le jugerait utile, où des techniciens seraient appelés à siéger à côté des représentants des divers départements.

Dans ces conditions la Commission interministérielle des affaires musulmanes apparaissait comme un organe superflu et le présent décret en propose la suppression. Toutefois, il a paru opportun de maintenir dans la nouvelle organisation une session algérienne afin que la Commission d'étude du haut comité ne soit pas privée du concours des indigènes algériens dont a bénéficié la Commission interministérielle des affaires musulmanes ¹ ».

Une réforme de cette sorte est symptomatique. Elle ne fait que traduire le besoin de permanence, de continuité que nécessite une politique impériale. Mais elle ne s'applique qu'à une faible partie de notre domaine extérieur et il serait nécessaire de la rendre effective pour l'Empire tout entier. Car, un organisme existe déjà qui a reçu mission de conserver l'action de la conférence de la France métropo-

1. S. Herelle. Le Haut Comité méditerranéen, *Bull. de l'Afr. franç.*, avril 1937.

litaine et d'outre-mer ¹. Mais il faut le munir de compétences et d'autorité pour qu'il oriente notre économie dans la voie salubre qui a été tracée en 1935.

1. Le secrétariat permanent de la Conférence a été maintenu.

CHAPITRE III

CONSEIL IMPÉRIAL ÉCONOMIQUE

Car c'est là tout le problème. Préparer des décisions, donner des directives, assurer une impulsion continue en dehors des fluctuations gouvernementales, tel doit être le but à atteindre.

La politique, a-t-on dit, n'est pas article d'exportation ; malheureusement ses répercussions se font fortement sentir dans nos possessions et leur mise en valeur a été trop souvent le jouet des directives changeantes de nos gouvernants.

L'idée de placer auprès des divers départements ministériels des organismes consultatifs n'est pas nouvelle. C'est ainsi qu'ont vu successivement le jour le Conseil supérieur des Ponts et Chaussées, celui de la Navigation intérieure, celui des chemins de fer aux Travaux publics, celui de la Marine marchande. Enfin nous devons à A. Sarraut le Conseil supérieur des Colonies.

En lui-même le principe est intangible. Doter les ministères de compétences indépendantes correspond à un véritable besoin. Nombre de questions abordées réclament en effet des connaissances techniques qui ne se rencontrent pas ordinairement dans les commissions parlementaires, et les ministères intéressés devraient pouvoir trouver dans ces conseils supérieurs les indications indispensables à la mise au point de projets très étudiés.

En fait une sourde hostilité n'a cessé de régner à l'encontre de tels organismes qui se sont toujours plus ou moins heurtés au mauvais vouloir des fonctionnaires ministériels. A tort ou à raison, on les a considérés comme de redoutables concurrents et ils ont été en général victimes d'une indifférence systématique.

Cependant « ils pouvaient et peuvent encore rendre de grands services, s'ils étaient demeurés vivants et pourvus d'une réelle autorité... Ils avaient, dans l'ordre du tourisme par exemple, fixé une doctrine de la propagande à l'étranger ; dans l'ordre maritime, ils ont lutté pour la suppression de la flotte d'échantillons pour la création de zones franches maritimes, pour l'autonomie des ports. Ils n'ont rien épargné pour obtenir que notre flotte de commerce fut remise à la hauteur des flottes étrangères.

Dans l'ordre colonial ils ont mené la campagne que l'on sait au sujet de la Maison de France, la suppression du Bagne colonial et de maints sujets non moins urgents.

Ils étaient donc, et demeurent par excellence un instrument de réalisation ¹. »

Nous devons au Conseil supérieur des colonies toute une documentation. Malheureusement et bien qu'il s'intitule depuis le décret du 26 décembre 1935 « Conseil supérieur de la France d'outre-mer » il n'existe plus guère en fait que sur le papier ².

La conférence de la France Métropolitaine et d'Outre-mer avait cependant montré la nécessité de tirer un meilleur parti de sa collaboration en apportant certaines modifications à la Commission économique.

1. H. Rondet-Saint. Le paradoxe du Conseil supérieur des colonies et autres conseils, *Le Courrier colonial*, 21 mai 1937.

2. Décret du 26 décembre 1935, *J. O.*, 29 décembre, p. 13780.

Il eut fallu organiser ses nouvelles attributions, sa composition et les conditions de son recrutement, sa compétence et son bureau, prévoir sa transformation tous les deux ans en conférence impériale.

D'autre part sa tâche eut gagné à être répartie dans les organismes ci-après :

- a) Section de la production (y compris celle des mines).
- b) Section du commerce, de l'industrie, des douanes et conventions commerciales.
- c) Section des organisations professionnelles.
- d) Section des travaux publics, des moyens de communications, de la marine marchande et des pêches.
- e) Section financière.
- f) Section de la propagande du tourisme et de la chasse
- g) Section de l'hygiène et de médecine sociale.
- h) Section de l'enseignement technique, de l'artisanat et des beaux-arts.

Enfin il eut été nécessaire de le composer de membres de droit et autres membres représentant les grands groupements coloniaux et métropolitains.

Saisi de toutes sortes de questions coloniales, le bureau du Conseil aurait pu de sa propre initiative proposer au ministre l'étude de problèmes qui, par leur importance ou leur actualité, seraient en mesure de motiver une étude particulière.

Afin d'assurer à cet effet une liaison entre les divers départements intéressés l'intervention de la présidence du Conseil était jugée nécessaire et par ailleurs le secrétariat permanent actuel du Conseil supérieur des colonies « aurait été mis à même par le développement de ses moyens, de rechercher les documentations utiles, d'établir les procès verbaux des séances, d'assurer leur transmission au

ministre et aux services de l'administration, de suivre par l'entremise de ceux-ci les enquêtes auprès des gouvernements locaux qui auraient été décidées ».

Mais tout ceci devait rester lettre morte et on peut dire qu'en fait le Conseil supérieur des colonies n'existe plus¹.

* *
* *

La continuité d'action de la conférence avait-elle de son côté été mieux réalisée ?

Faisant suite à ces idées de réorganisation du Conseil supérieur des colonies, un autre projet avait vu le jour afin de suivre l'exécution de mesures proposées par la conférence et de la politique par elle définie. Par un arrêté du 1^{er} mai 1935, M. Louis Rollin maintenait en vigueur le bureau de la conférence impériale, qui devenait aussi le « Bureau Permanent de la conférence économique métropolitaine et de la France d'outre-mer ».

ARRÊTÉ

Le ministre des Colonies :

Vu l'arrêté du 5 avril 1934 créant un Comité d'études pour la préparation d'une conférence économique coloniale ;

Vu l'arrêt du 5 novembre 1934 chargeant M. Gignoux, ancien sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil et à l'Économie nationale, des fonctions de secrétaire général de la conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer ;

Vu l'arrêt du 16 novembre 1934 portant désignation

1. *Conf. de la France Métropolitaine et d'Outre-mer*, rapport de la Commission générale des productions, par M. de Warren, p. 36

des vice-présidents de la conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé auprès du ministre des Colonies un bureau permanent de la conférence métropolitaine et de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Ce bureau est chargé sous la direction du Ministre et en liaison avec l'administration centrale du ministère des Colonies, le Conseil supérieur des colonies, le Comité interministériel de l'économie nationale et le Haut Comité méditerranéen fonctionnant auprès de la Présidence du Conseil ;

1^o De suivre l'exécution des propositions, vœux et résolutions de la conférence de 1935 ;

2^o De la préparation et de l'organisation des consultations périodiques de même nature.

ART. 3. — Sont nommés membres du bureau permanent de la conférence économique métropolitaine et de la France d'outre-mer :

MM. Albert Sarraut, Sénateur, ancien Président du Conseil.

Th. Steeg, Sénateur, ancien Président du Conseil, Président de la Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au ministère des Colonies au Sénat ;

Lucien Hubert, Sénateur, ancien Ministre ;

Taitinger, Député, Président de la Commission de l'Algérie et des colonies et des protectorats à la Chambre ;

André Lebon, ancien Ministre ; l'Amiral Lacaze, ancien Ministre ; le Général Messimy, Sénateur, ancien Ministre ; E. de Warren, Vice-président du Comité de l'Afrique française ; E. Picard, directeur général honoraire de la Banque de l'Algérie, Daniel Serruys, directeur honoraire des accords commerciaux au ministère du Commerce ; le Médecin Inspecteur général Lasnet, directeur de la Santé publique au gouvernement général de l'Algérie.

ART. 4. — Est nommé secrétaire général du bureau permanent de la conférence économique métropolitaine et de la France d'outre-mer M. Gignoux, ancien sous-secrétaire d'État.

ART. 5. — M. Édouard de Warren est chargé, en accord avec le secrétaire général, des travaux, études et enquêtes incombant au bureau permanent ainsi que des liaisons avec les administrations intéressées.

ART. 6. — M. Léger, Conseiller à la Cour des comptes, chargé de mission du Cabinet du ministère des Colonies; Peigne, directeur de la comptabilité et des affaires algériennes au ministère de l'Intérieur; de Saint-Quentin, sous-directeur d'Afrique Levant au ministère des Affaires étrangères; Chasteney de Gery, Inspecteur des Colonies; A. Laurence, attaché au service de la propagande des agences économiques de Madagascar et de l'A. E. F. apporteront leur concours au bureau permanent de la conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1^{er} mai 1935.

Louis ROLLIN.

Cet arrêté maintenait le bureau de la conférence sous forme de bureau permanent. Mais malgré leur compétence le secrétaire général M. de Warren et le secrétaire adjoint M. Roland Meyer ne peuvent évidemment rien faire sans moyens ni collaborateurs dans l'appartement désert qui est le siège du bureau au n° 11 de la rue Tronchet.

C'est pour compléter cette ébauche d'organisation que le décret du 5 septembre 1935 a créé le Comité d'action civilisatrice et de paysannat indigène dont le Président est M. de Warren et qui, nous l'avons vu, s'occupe plus spécialement de notre politique agricole d'outre-mer.

*
* *

Mais un organisme de cette sorte est voué à l'inaction avant que de naître en raison de l'imprécision qui entoure les conditions d'exercice de son activité.

Pour qu'il puisse arriver à coordonner effectivement notre politique impériale il faudrait qu'il assure une liaison entre les ministères intéressés, les organismes officiels métropolitains comme le Conseil national économique, le Comité interministériel de l'économie nationale, le Haut Comité méditerranéen de l'Afrique du Nord et les gouvernements généraux de nos possessions.

Un tel organisme remplacerait le bureau permanent et engloberait le Conseil supérieur des colonies.

Son action pourrait être efficace pour obtenir un équilibre de production et d'échange entre toutes les parties de l'Empire à condition toutefois qu'il soit muni des pouvoirs nécessaires pour assurer l'unité et la stabilité de doctrine, de direction, d'impulsion et de contrôle en matière économique. Mais cela serait insuffisant s'il n'avait également l'autorité de se saisir lui-même des questions et de présenter d'office les propositions qui lui sembleraient opportunes, ce qui n'est pas le cas, par exemple, du Conseil supérieur des Colonies.

Ainsi conçu cet organisme serait le pendant du Conseil national économique et il pourrait se nommer par exemple le Conseil économique impérial.

CRITIQUES ET CONCLUSION

A une telle organisation impériale les critiques ne manquent pas.

Les unes sont de principe, les autres de doctrine, enfin il y a les objections de fait.

Car, dit-on tout d'abord, on ne peut au point de vue international se retrancher dans ce splendide isolement qu'est l'autarcie ; les relations entre les peuples sont nécessaires et les expériences d'économie fermée sont à condamner de façon définitive.

Mais qui parle ici d'économie fermée ? La vie impériale et le commerce international sont intimement liés. La conférence d'Ottawa a été un effet de la crise, mais, l'Empire britannique existait depuis longtemps déjà dans un cadre qui était celui du libéralisme économique.

Bien plus, il n'est point question de nous retrancher définitivement derrière des barrières douanières comme le font certains peuples pour lesquels la recherche de « l'ersatz » est devenue une religion ; mais à l'abri d'un soutien provisoire, c'est une économie plus vaste qu'il va falloir organiser de façon à donner au monde un fournisseur plus important qui ne sera autre que l'Empire français.

Les échanges internationaux sont du domaine du passé. L'avenir est aux négociations économiques entre les

Empires. Déjà des conventions ont été conclues en ce sens ¹ et le Conseil du commerce extérieur de la France dans son VI^e Congrès national tenu à Lille en octobre 1936 a pu formuler à ce sujet le vœu suivant :

Le Congrès considérant :

« Que trop fréquemment et tout récemment encore les intérêts impériaux ont été méconnus dans les conventions et traités conclus par le gouvernement métropolitain ;

Qu'ils ont été également perdus de vue à l'occasion de certaines révisions de nos droits de douane ou contingents ;

Qu'on a négligé d'élaborer des accords spéciaux qui auraient été favorables à plusieurs de nos colonies, protectorats ou mandats ;

Qu'en conséquence, il a été fait obstacle à des courants de trafic qui eussent pu devenir très avantageux pour l'ensemble de notre économie, et que la situation de nombre de nos territoires s'en est trouvée fâcheusement aggravée ;

Émet le vœu :

Qu'à l'avenir le ministère des Colonies soit consulté sur toute transaction susceptible d'intéresser, directement ou indirectement, nos régions d'outre-mer, et qu'aucun traité n'intervienne avec un État, quel qu'il soit, sans que la position de toutes les parties de l'Empire vis-à-vis de cet État n'ait été examinée afin d'en tirer tout le parti possible ;

Que dans les remaniements de droits de douane et de contingents présentement à l'étude dans le but de recouvrer progressivement une situation commerciale normale,

1. Une convention de Commerce entre la France et les Pays-bas, dans *l'Economiste français*, 8 juin 1935.

Le traité en question est destiné à assurer une base stable au développement des relations commerciales entre la France coloniale et métropolitaine, d'une part, et les Pays-Bas y compris leurs territoires d'outre-mer d'autre part.

soient toujours considérés les besoins de la production coloniale et soit recherché si elle est devenue assez forte pour lutter contre la concurrence mondiale et supporter des concessions ;

Que soient négociés au plus tôt les accords particuliers destinés à développer les échanges entre certains de nos territoires et divers pays étrangers. »

* * *

La première objection qui englobe dans une même critique Empire et autarcie tombe donc d'elle-même. Ainsi conçue, cette politique n'est pas viable. Notre intérêt nous commande au contraire d'augmenter avec un soin jaloux les courants impériaux avec l'étranger.

Mais il en est une autre plus profonde qui attaque à la source même la légitimité de la colonisation. Bien loin d'être une œuvre désintéressée celle-ci n'est qu'un suprême moyen employé pour sauver un régime condamné ¹.

Il ne nous appartient pas de faire ici œuvre d'historien en retraçant les événements qui sont à l'origine de nos « aventures coloniales ». L'hostilité, peu équivoque qu'elles rencontrèrent dans l'opinion publique suffirait au surplus à démontrer qu'elles furent bien plus la résultante de lourdes obligations que l'expression définie d'une « volonté de puissance » qui s'affirmait. Que ce soit en Algérie ², en Tu-

1. N. Lenine. *Der Imperialismus als jungste etappe der Kapitalismus*.
Ch. Gide. *La lutte pour le profit*.

Rudolf Hilferding. *Das Finanz Kapital*.

Werner Sombart. *Der moderne kapitalismus*.

Otto Bauer. *Die nationalitäten frage und die social demokratie*.

Walter Rathenau. *Où va le monde*.

2. Général Paul Azan. *L'expédition d'Alger*, 1830, Plon, 1930, p. 67.

nisie, au Tonkin, au Maroc ou ailleurs ; c'est, poussés par la nécessité et après d'angoissantes hésitations, que nous sommes intervenus.

Rechercher avec Ernest Seillière quelle est la philosophie de l'impérialisme, loi immuable des sociétés humaines ¹. Remonter par Bayreuth avec le Comte de Gobineau, aux sources mêmes de l'arianisme historique ; étudier avec Nietzsche si le surhomme sera animé « d'un stoïcisme apollinien ou d'un immoralisme dionysiaque », ou encore avec Granier de Cassagnac s'il existe des races libres et des races esclaves ; autant de questions brûlantes d'intérêt sans doute mais qui seraient de nulle valeur pour notre thèse si elles n'étaient assorties des faits.

Cette accusation d'impérialisme que l'on porte à l'encontre des races colonisatrices trouve sa source dans le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et c'est le bien-fondé de ce droit prétendu qu'il faut ici examiner. Car enfin ces pays dans lesquels nous avons dû intervenir étaient-ils à l'âge d'or avant notre arrivée ou bien plutôt cette chirurgie un peu rude qui se nomme la conquête n'a-t-elle pas permis de sauver un malade condamné et bien souvent dangereux ?

Anarchie, misère, maladie, ignorance profonde tels sont les fléaux contre lesquels nous avons dû combattre. Un auteur peu suspect de sympathie pour nos civilisations occidentales H. de Monfreid, les a décrits dans toute leur hideur en

1. Ernest Seillière. *La philosophie de l'impérialisme*, Plon.

Tome 1. Le comte de Gobineau et l'arianisme historique, 1903.

Tome 2. Apollon ou Dionysos, 1905.

Tome 3. L'impérialisme démocratique, 1907.

Tome 4. Le mal romantique, 1908.

Julien Bonnecase. Étude des quatre concepts d'E. Seillière dans le domaine juridique, *Philosophie de l'impérialisme et du droit*, Delmas, Bordeaux, 1932.

ce qui concerne un pays, qui, hier encore était au premier plan de l'actualité, je veux parler de l'Éthiopie¹.

Des récits de cette sorte ne manquent pas en ce qui concerne nos possessions. Le docteur Weisgerber, qui vécut au Maroc à la fin du siècle dernier, raconte comment il fut amené à mesurer la cruauté d'un Ba Ahmed au nombre de têtes coupées qui ornaient alors certaine porte de Rabat. C'est lui encore qui, au hasard d'une étape, eut un jour l'occasion de deviser « de omni re Scibili et quibusdam aliis » avec un authentique savant El Hadjj Ahmed Soussi, dont la science puisée à Quaraouiyn s'arrêtait au ^{xiv}e et qui n'avait jamais entendu parler ni de Copernic ni de Galilée².

C'est parce qu'elle ne cesse de lutter contre cette cruauté, cette misère, cette ignorance que nous devons avoir la fierté de notre action colonisatrice. Dans la personne de ses médecins, de ses administrateurs, de ses soldats, de ses missionnaires c'est la France toute entière qui se penche avec une sollicitude qu'il ne faut pas méconnaître vers des races attardées qu'il s'agit de secourir. C'est là n'est-il pas vrai au point de vue humain une magnifique formule « d'entr'aide »³.

*
* *

Dans un livre, qui est la synthèse vivante de son action coloniale, le Maréchal Lyautey écrit quelque part :

« Messieurs, vous avez tous connu de ces vieilles maisons

1. H. de Monfreid. *Vers les terres hostiles de l'Éthiopie*.

2. F. Weisgerber. Trois Marocains de l'ancien régime, *Bulletin de l'Afrique française*, mars 1934.

3. Pierre Kropotkine. *L'entr'aide*.

de famille datant de plusieurs siècles, dont il semble un beau jour, que la solidité est ébranlée jusqu'aux fondations et d'ailleurs devenues trop étroites pour les besoins de générations nouvelles. Deux partis se présentent : ou les raser jusqu'au sol et les rebâtir de toutes pièces, ou bien les entourer de contreforts et d'annexes qui en assurent la solidité et les approprient aux besoins nouveaux, tout en conservant intact le vieux foyer traditionnel. C'est souvent, n'est-ce pas, le parti le plus sage, et à coup sûr le plus consolant. Eh bien, il me semble que nous autres, les voyageurs et les coloniaux nous faisons une œuvre analogue en étayant notre vieille et chère France avec des constructions et des annexes ; ici un vaste hall, là un modeste bow-window, mais qui toutes dans leur diversité donnent de l'air, assurent l'expansion des générations nouvelles tout en conservant religieusement ce qui peut et doit être gardé du foyer sacré que les pères ont habité et aimé ¹. »

C'est sur cette parole d'espoir d'un chef que nous avons vu à l'œuvre qu'il faut terminer ce livre. Au moment où la France se prend à douter d'elle-même, semble oublier l'idéal séculaire qui en fit autrefois la conductrice des peuples à l'avant-garde de la « Chrétienté », rallions tous les cœurs autour de cette idée magnifique : l'Empire, rendons-la accessible à tout ce peuple de France toujours épris de choses généreuses, rassemblons toutes les bonnes volontés et créons une nouvelle France, une nation de 100 millions d'habitants, régénérée et forte en face d'un pangermanisme réveillé et menaçant. Rendons-lui par là même sa richesse passée en supprimant de sa balance commerciale un déficit qui en huit ans a atteint le chiffre de

1. Lyautey. *Paroles d'action. Madagascar, Sud-Oranais, Tonkin, Maroc*, A. Colin, 1927, p. 9.

83 milliards ¹ et sauvons nos colonies où la révolte gronde parce qu'elles se sentent méconnues et presque ignorées de la mère patrie.

Pour cela nous apprendrons enfin à les connaître, à les aimer ; nous tiendrons à jour un inventaire de nos ressources et mettrons en œuvre un plan définitif d'équipement impérial.

* * *

Il faut laisser à « la folle du logis » le soin de rêver aux hautes destinées de cette France de demain, car s'il est possible en manière de conclusion, suivant en ceci l'exemple de « l'école bombastique anglaise » chère autrefois à Lord Beaconsfield, de nous perdre en étonnements et en admirations sur les ressources de cet empire et de dire en phases sonores l'ère de prospérité que peut inaugurer cette politique, ne serait-ce pas également faire œuvre vaine ? D'innombrables discours officiels ne nous ont-ils pas déjà fait vivre ces anticipations ? En un temps où chacun angoissé se tourne vers l'avenir pour tâcher de lui arracher son secret, n'est-ce pas plutôt dans le passé que nous pouvons le découvrir et n'est-ce point dans l'histoire même lointaine que nous devons chercher des leçons ?

« We hold a vaster Empire that has been », ont dit les

1.	ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
	—	—	—
	1930	45.820.660	33.977.136
	1931	42.205.830	30.435.796
	1932	29.825.844	19.693.636
	1933	28.430.442	18.473.801
	1934	23.060.765	17.821.652
	1935	20.945.251	15.472.614
	1936	25.398.044	15.453.625
	1937	42.315.548	23.935.241
		258.002.784	175.263.101

Anglais. Cette fière devise eût pu être autrefois celle de l'Empire romain, car s'il est un exemple de réussite prodigieuse et de prospérité économique sans précédent c'est bien lui qui nous l'a d'abord donné.

Partie d'une ville minuscule du Latium, la puissance romaine rayonnera bientôt sur tout un monde qui s'étendra des Alpes à l'Atlas, de l'Océan aux rives de l'Euphrate. Vers 130 avant Jésus-Christ la série des guerres sera close, l'Empire sera fondé et bientôt la Paix romaine régnera sans partage sur des régions qui avaient été le théâtre de toutes les rivalités. Une vie économique intense va se développer alors. Strabon, qui en fut le témoin, atteste l'activité commerciale qui naîtra lorsque la mer sera purgée de pirates et le temple de Janus fermé ; mais ce que l'on ignore généralement c'est qu'elle dépassa largement « l'Orbis Romanus » pour intéresser des régions qui en étaient très éloignées.

La péninsule produisait du vin, de l'huile, du blé, des laines de Tarente et de Cisalpine mais les exportations consistaient surtout en objets de luxe. Rome en effet était par excellence la ville des ouvriers d'art ; fondeurs, ciseleurs, ébénistes, teinturiers, brodeurs, passementiers y travaillaient à longueur de journée ; des libraires, ne trouvait-on pas chez Attrectus un Martial relié en pourpre pour cinq deniers ? on fabriquait aussi en grosses quantités du verre et du papier que l'on vendait à bas prix.

Les provinces de leur côté apportaient les produits les plus variés. Par Narbonne et Marseille la Gaule exportait des fruits, de l'huile, du vin, du porc salé des Séquanes, des laines, des saies gauloises dont on habillait les esclaves italiens, des étoffes de lin, des cadurques et des draps rouges d'Arras qui valaient, dit-on, la pourpre d'Orient.

L'Espagne fournissait l'huile renommée de Lérída, les jambons des Cerretans et des Cantabres, les étoffes de Soetabis et d'Empories. Mais sa plus grande richesse provenait de ses mines. Le fer du Cap Dianun était trempé à Bilbilis et à Turiasso et les cuirasses espagnoles s'étaient acquis une renommée. On trouvait des pépites de dix livres dans les mines d'or de la Bétique, tandis que la Galicie, la Lusitanie et l'Asturie en fournissaient au dire de Pline plus de vingt mille livres pesant chaque année. Il y avait encore du plomb à Castellon, de l'étain chez les Gallaïques, et en Turdetanie on extrayait du cuivre pur.

De la Grèce et de ses îles, Rome tirait surtout des vins, ceux de Chios et de Lesbos étaient renommés. On allait encore chercher les parfums d'Athènes, les marbres du Pentélique, de Paros et de Chios, l'airain de Corinthe, le cuivre de l'Eubée, le byssus de l'Élide si apprécié des Romains et cet ellébore d'Anticyre, remède, dit-on, contre la folie que Perse conseillera un jour à Néron.

Des cinq cents villes d'Asie qui servaient aussi d'entrepôts pour les produits venus de la lointaine Sérique, de la Taprobane ou de la Chersonèse Dorée¹, provenaient les toiles peintes et les étoffes de Milet, les tapis de Laodicée, les poteries de Tralles, les statues, les bronzes, l'orfèvrerie d'or et d'argent, les bagues bithinéennes, les fers ciselés de Cibyra, les marbres de Symade veinés de rouge et les teintures d'Hériopolis.

Le Pont donnait des bois de construction, la Colchide un fer renommé, la Phénicie, cette pourpre de Tyr qui se vendait à Rome au poids de l'or et cette huile de Cèdre dont les poètes oignaient, dit-on, leurs rouleaux pour les faire passer à la postérité.

1. Chine Ceylan, Indochine.

L'Afrique était devenue le grenier de Rome. C'est elle également qui fournissait les bêtes féroces pour les jeux de cirque, les chevaux numides, l'or, l'ivoire et les esclaves du Soudan, les marbres de Numidie et ces fameuses calcédoines dont on faisait alors des vases et des coupes d'un grand prix.

L'Égypte fournissait également du blé, des tissus, du papyrus, des objets précieux en verre coloré. Mais surtout, comme les villes d'Asie, elle était l'intermédiaire du trafic que l'Empire romain faisait avec l'Arabie, l'Inde, la Chine et l'Indochine.

En effet, malgré la stabilité économique acquise par le monde méditerranéen, des courants d'échanges importants subsistaient avec l'étranger.

Le Bosphore, la Thrace et l'Hellespont étaient le siège d'un grand transit qui donnait à Byzance une importance considérable. C'est là qu'arrivaient les produits des pêcheries de la mer Noire, les blés, les chevaux et les cuirs des Scythes, l'or du Caucase, les peaux et les fourrures du pays des Parthes.

Le commerce occidental s'était étendu fort loin, lui aussi, du côté de l'Orient et de l'Équateur. Avec Pomponius, Mela, Senèque, Tacite, Pline et surtout Strabon et Ptolémée les connaissances géographiques s'étaient beaucoup développées. Les marchandises venues d'Extrême-Orient suivaient en général une route terrestre passant par Antioche, la Mésopotamie, la vallée de l'Oxus, la Bactriane, la région de Pamir et c'était Palmyre qui était le grand entrepôt des caravanes de l'Orient. Mais les voies maritimes étaient également utilisées. Hippalos avait découvert le phénomène des moussons qui soufflent six mois vers l'Inde, six mois en sens inverse. Sur la côte de Mysore on a décou-

vert en quantités considérables, des pièces d'or de l'époque Julio-Claudienne, contre lesquelles furent échangés jadis le coton, les perles et les pierres précieuses, les parfums, les animaux sauvages pour les jeux de cirque et surtout les épices destinées aux tables romaines.

On entretenait aussi des relations suivies avec la Chine sur laquelle Pline porte un jugement avisé. Les annalistes chinois ont conservé de leur côté le souvenir d'une grande ambassade envoyée en 166 par l'Empereur An Thoun¹, et dans la province de Chen-si en trouve encore de nombreuses pièces de monnaie de Néron à Dioclétien qui ont servi sans doute autrefois à payer les soieries, les laques et les vases murrhins qui étaient justement appréciés dans toute l'étendue de l'Empire romain.

Une prospérité générale va naître de cet état de choses. Elle sera à la fois la cause et la conséquence de cette « *immensa pacis Romane majestas* » que quatre-vingts millions de sujets révèrent comme un Dieu et dont on ne pourra envisager sans effroi la disparition. Ce seront les provinces qui en auront été les meilleurs artisans. Elles auront fourni dans la famille des Antonins, ou des Sévères, des administrateurs remarquables et lorsque surviendra la crise du III^e siècle, c'est à des empereurs Illyriens qu'il appartiendra de rétablir pour plus de cent cinquante ans l'unité de l'Empire.

Virgile² et Horace³ ont chanté le bonheur des peuples au sein de cette paix profonde. C'est cette félicité, plus que la crainte des légions qui maintiendra pendant des siècles la cohésion de l'édifice. Elle se devine dans la splendeur des

1. Antonin.

2. Aeneide, VII, 710.

3. Horace, *carm.* IV, V, 17.

ruines qui subsistent en Afrique du Nord à Leptis-Magna, à Thamugadi, à Thugga, à Caesaréa ou à Volubilis.

« *Ludere, edere, ridere, hoc est vivere* » y dit quelque part une inscription. Matérialisme, sans doute, mais bientôt, naîtra en Galilée une religion nouvelle qui sera celle du renoncement. D'ailleurs, les provinces n'auront pas seulement contribué à apporter le bien-être matériel et moral, elles fourniront aussi à l'art et à la littérature latines une très large contribution. Lorsque viendra l'heure des invasions c'est encore une grande figure africaine qui apparaîtra, avec saint Augustin, comme une suprême défense de la civilisation contre la barbarie et il n'est pas indifférent de penser qu'au ^v^e siècle de notre ère, c'est un Gaulois Rutilius Namatianus qui fermera le cycle de la littérature latine par cet éclatant hommage rendu à Rome sa mère patrie :

Fecisti patriam diversis gentibus unam
Profuit injustis te dominante capi
Dumque offers victis proprii consortia juris
Urbem fecisti quod prius orbis erat...
Omnia perpetuos quæ servant sidera motus
Nullum viderunt pulchrius imperium ¹.

1. *Itinerarium*, 63, 66, 181-182.

De peuples divers tu as fait une seule patrie
Sous ta domination les méchants ont gagné à leur défaite
En associant les vaincus à ton droit
Tu as fait du monde une ville
Les astres aux révolutions éternelles
Ne virent jamais empire plus magnifique.

BIBLIOGRAPHIE

- DECUJIS (H.). — *Le destin des races blanches*, préface d'André Siegfried, Paris, librairie de France, 1935.
- BOWMAN (I.). — *Le monde nouveau*, Payot.
- GUILAINE (L.). — *L'Amérique latine et l'impérialisme américain*, in-16, 1928, Colin.
- HOMBERG (O.). — *L'Impérialisme américain*, Plon, 1927.
- LAURENT (P.). — *L'Impérialisme économique américain. Thèse Dijon*, in-8°, 1931, Sirey.
- LESICA (C.). — *Impressions de voyage en Amérique du Sud : L'Amérique du Sud et l'actualité*, Frontières, octobre 1936.
- DURAND (J. député, ancien ministre du Commerce). — *L'évolution économique de l'Amérique du Sud. Revue Economique Internationale*, mars 1936.
- LEDERMANN (L.). — *L'essor de l'industrialisation au Japon. Revue Economique Internationale*, mars 1935.
- ZISCHKA (A.). — *Le Japon dans le monde*, Payot, 1934.
- MARTELLI-CHAUTARD (M.). — *L'expansion japonaise en Afrique. Bulletin de l'Afrique française*, juillet 1934.
- *Les conséquences du développement économique japonais pour l'empire français*. Groupe d'études du Pacifique sous la présidence de M. Demangeon, professeur à la Sorbonne, 11 rue Cujas.
- TISSEAU (L.), attaché commercial près la légation de France au Danemark). — *La France dans la crise mondiale. Conférence faite à l'Association commerciale de Copenhague*, le 8 mars 1933.
- GAXOTTE (P.). — *En détruisant les capitaux le marxisme précipite la décadence de l'Occident. Je suis partout*, octobre 1936.
- ALTERMAN (R.), conseiller du Commerce extérieur de la France. — *Contradictions (échangisme ou autarchie)*. Articles parus dans *Paris-Midi*, de janvier 1937 à juin 1937, 4^e série. Édition de la S. G. E. I., 5, place du Palais-Bourbon, Paris VII^e.
- *Six mois de vicissitudes pour notre exportation*. Articles parus dans *Paris-Midi*, de juin 1936 à décembre 1936, 3^e série, Édition de la S. G. E. I., 5, place du Palais-Bourbon, Paris, (VII^e).
- *L'état et la vie économique. Première conférence d'études*, Milan, mai 1932, publié par l'Institut international de Coopération intellectuelle, *Société des Nations*, Paris 1932.

- LAFUE (P.). — L'ère des économies nationales. *L'Exportateur français*, 6 juillet 1933.
- WEILLER (J.). — Principes et répercussions du contingentement des importations d'après l'exemple français. *Revue Economique Internationale*, juin 1932.
- MASPETIOL (R.). — Les tendances récentes de la politique douanière française. *Revue Economique Internationale*, août 1932.
- TEILHAC (E.). — Les fondements nouveaux de l'Économie. *Rationalisation et économie dirigée*, Rivière, 1932.
- ALLIZE (Fabrice). — Autour de l'abandon de l'étalon-or. *Revue Economique Internationale*, mai 1932.
- FELLNER de (D^r F., professeur à l'Université de Budapest. — L'or et la crise économique mondiale. *Revue Economique Internationale*, septembre 1932.
- PIROU (G.). — La crise du capitalisme. Capitalisme et économie dirigée. Néo-socialisme et capitalisme. Capitalisme et nationalisme. *L'avenir du capitalisme*, Paris, Sirey, 1934, in-8°.
- JOUVENEL (B. de). — L'économie dirigée. Le programme de la nouvelle génération. L'état moderne politique et organe coordinateur de la production nationale. *Bibliothèque syndicaliste*, in-8°, 1928, Valois.
- ALPERT (P.). — L'économie organisée. Les documents bleus, in-16, 1933, *Nouvelle revue française*.
- JAEGER (Ch.). — L'organisation du troc international au moyen des chambres de compensation d'industries. *Revue Economique Internationale*, septembre 1932.
- SAYOUS (A.). — La conférence économique mondiale Londres 1933. *Revue Economique Internationale*, novembre 1932.
- EULENBERG (D^r F., professeur à l'École des H. E. C. de Berlin). — Le programme de la conférence économique mondiale de Londres. *Revue Economique Internationale*, juin 1933.
- MASPETIOL (R., auditeur au C. E.). — La position de la France à la Conférence de Londres. *Revue Economique Internationale*, juillet 1933.
- CLAVIER (C., directeur général des Finances de Belgique, conseiller du gouvernement Persan). — Vers une réforme économique. *Revue Economique Internationale*, août 1934.
- HENNEBICQ (L.). — Le commerce internationale et l'organisation des échanges. *Revue Economique Internationale*, juillet 1934.
- GAST (R.). — La dévaluation ne remédie à rien. *Le mois*, 1^{er} juin 1935.
- BOUR (C.). — La dévaluation du Franc devant l'opinion française. *Revue Economique Internationale*, février 1935.
- NOGARO (B.). — Le problème de la dévaluation en France. *Revue Economique Internationale*, janvier 1935.
- DELHORBE (F.). — L'alignement monétaire ou le sens d'une faillite internationale. *Revue Economique Internationale*, novembre 1936.
- MERTENS (A.). — La dévaluation et ses conséquences pour le rétablissement des échanges. *Revue Economique Internationale*, octobre 1936.
- SARRAUT (A.). — *La mise en valeur des colonies françaises*, Payot 1932.

- HAUSER (H.). — *La guerre européenne et le problème colonial*, in-8°, 1915, Chapelot.
- BONVALOT (G.). — Une lourde tâche. *Etude sur notre politique coloniale*, 2^e édit., in-16, 1914, Plon.
- Une lourde tâche. Nous avons un immense empire colonial à gouverner et à administrer, *id.*, 1913.
- Politique coloniale et reconstruction française. Conférence, in-8°, 1922. *Revue Indigène*, 16 bis, rue Mayet.
- BOUSSENOT (G.). — *La France d'Outre-mer participe à la guerre*, un-8°, Alcan.
- COLLARD (P.). — Les colonies et la défense nationale. Contribution des Colonies à l'approvisionnement de la Métropole et à la reprise du commerce. Introduction de H. Berenger, in-8°, 1916, Challamel.
- DEWAWRIN (M.), DELIBET (P.) et HOUDARD (M.). — *Comment mettre en valeur notre domaine colonial*, in-8°, 1920, Rivière.
- Du VIVIER de STREEL (E.). — *Du rôle de nos colonies d'après la guerre*, in-8°, 1916, Challamel.
- GOYER (C.). — *Le bloc franco-colonial*, in-16, 1917, Girard et Brière.
- HUBERT (L.). — *Une politique coloniale. Le salut par les colonies*, in-16 1918, Alcan.
- MEGGLE (A.). — *Le domaine colonial de la France, Ses ressources et ses besoins*, in-16, 1922, Alcan.
- PERREAU-PRADIER. — *Nos ressources coloniales*, in-8°, 1918, Challamel.
- *La guerre économique dans nos colonies*, Paris, Alcan, 1916.
- *L'Afrique du Nord et la guerre*, Paris, Alcan, 1918.
- REGISMANSET (C.) FRANÇOIS et ROUGET. — *Ce que tout Français devrait savoir sur nos colonies*, 4^e édit., in-16, 1924, Larose.
- REGISMANSET (C.). — *Questions coloniales*, 1900-1912, in-12, Larose, 2^e série, 1912, 1919 ; 2 vol., in-12, 1923, *id.*
- LECESNE (J.). — Les relations commerciales entre la Métropole et les Colonies. *Rapport présenté à l'Association des grands ports français*, in-4°, 1925, *Union Coloniale française*, 17, rue d'Anjou.
- PAYEN LADREIT de LACHARRIÈRE et GERMENOT. — La productin des colonies. *Les cahiers du redressement français*, n° 31 in-16, 1927. Édition de la Sape, 11 bis, rue Kepler.
- HOMBERG (O.). — *L'école des Colonies*, in-16, 1929, Plon.
- Tout Français souffre de l'autarchie. *Conseiller du Commerce extérieur*, janvier 1937.
- DURAND (J.). — Le commerce extérieur de la France au début de 1934. *Revue Economique Internationale*, mars 1934.
- PICHOT (O.). — Les échanges franco-coloniaux. *L'économiste français* 6 juillet 1935.
- Le commerce de la France avec ses possessions d'outre-mer. *Bulletin de l'Afrique française*, juillet 1933.
- ISCHBOLDIN (B.). — Die neue aussenbraudels politik des Französischen Imperiums. *Weltwirtschaftliches Archiv*, mars 1935, p. 174-189.
- GAZEAU (Jacques). — L'impérialisme anglais. Son évolution. Carlyle. Seely, Chamberlain. *Thèse droit*, 1903.
- SEELY (J. R.). — *L'expansion de l'Angleterre*, Paris, Armand Colin, 1885.

- DILKE (C. W.). — *Problems of Greater Britain*, 4^e édit., London, Macmillan, 1890, in-8°.
- CALDECOTT. — *English Colonisation and Empire*, London, 1891.
- HALEVY (E.). — Études sur la politique extérieure des États. *L'Angleterre et son Empire*, in-16, 1915, Pages libres Rieder.
- CAZAMIAN (L.). — *L'Angleterre moderne, son évolution*, in-18, 1911, Flammarion.
- SIEGFRIED (A.). — *L'Angleterre d'aujourd'hui. Son évolution économique et politique*, Paris, Crès, 1924, in-12.
- BYE (Maurice). — La reprise britannique et ses causes. *Revue d'Economie politique*, mars-avril 1935.
- MELCHETT (Lord). — Vers la reprise économique. *Revue Economique Internationale*, mars 1935.
- POLLET (E., Consul de Belgique). — L'Empire Britannique. Après la convention d'Ottawa. *Revue Economique Internationale*, janvier 1934.
- OWEN-CLOUGH. — The King in the overseas Empire. *The Nineteen Century*, janvier 1931.
- MORGAN K. C. (J. H.). — The legal and Political Unity of the Empire. *The Englisash Review*, 1931.
- ZIMMERN (A. E.). — *The Third British Empire*.
- KNOWLESS (L. A.). — *Economic development of the British overseas Empire*.
- BERTRAND (L.). — *Histoire d'Angleterre*, Fayard, 1937.
- LHOMMÉ (J.). — La conférence économique d'Ottawa et ses résultats. *Revue Générale de droit international public*, grand in-8°, 1933, Pedone.
- *Comptes rendus des travaux du Congrès colonial de Marseille*, 4 tomes gr. in-8°, 1906.
 1° Conférences. Rapport général.
 2° Régime économique des colonies.
 3° Travaux publics.
 4° Cultures et productions des colonies.
- MILHE-POUTINGON (A.). — *Congrès des anciennes colonies*, Paris, 1905, compte rendu in-8°, Challamel.
- MAGINOT (M.). — Conférence coloniale instituée par M. Maginot, ministre des Colonies en juillet 1917, *Comptes rendus complets de toutes les sections, Séances, vœux*, in-8°, 1918, Larose.
- Exposition coloniale de Marseille 1922, *Comptes rendus et rapports. Congrès des bois coloniaux*, in-4°, 1922, Marseille, Institut colonial, 5, rue Noailles.
- *Congrès de la production coloniale. La production des colonies françaises en oléagineux*, in-4°, 1922 *id.*
- *Congrès des céréales*, in-4°, 1922, *id.*
- *Congrès de la production coloniale, textiles, caoutchoucs et gommes, sucres, alcools, plantes stimulantes, médicinales et parfums*, in-4° 1923, *id.*
- Le 1^{er} congrès national de l'organisation métropolitaine et coloniale, avril 1927. *Compte rendu des séances. Les cahiers du redres-*

- sement français, n° 34, in-16, 1927. Éditions de la S. A. P. E., 11 bis rue Kepler.
- *Exposition coloniale Internationale*, Paris, Vincennes, mai-novembre 1931.
 - 1^o *Congrès de la production forestière coloniale et nord-africaine*, 29-30 juin 1931, organisé par l'association Colonies-Sciences, IX, in-8°, 1931, *quinzaine nationale de la production agricole d'outre-mer*, Secrétariat, 8, rue d'Athènes (t. XX, 245 p.).
 - 2^o *Congrès de la production végétale commune à la métropole et aux pays d'outre-mer*, 22-23 juin 1931, organisé par la *Société des agriculteurs de la France*, IV, in-8°, 1931, avec une carte (*id.*)
 - 3^o *Congrès des produits spécifiquement coloniaux*, 24-25 juin, 1931, organisé par l'*Union coloniale française*, V, in-8°, 1931, *id.* XX, VIII, t, 205. p.
 - 4^o *Exposition coloniale internationale*, Paris, Vincennes, 1931 *quinzaine nationale de la production agricole d'outre-mer*, Paris 17 juin-1^{er} juillet 1931, in-8°, (*id.*)
 - *La conférence impériale. Afrique française*, mai 1933.
- BUFFET (A.). — Métropole et Empire colonial. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1935.
- HARDY (G., directeur de l'Ecole coloniale). — *Histoire de la colonisation française*, un vol. in-8°, 1928.
- HANOTAUX et MARTINEAU. — *Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde*, 6 vol.
- *La France lointaine. Visage de la France coloniale*. Introduction du général Gouraud, publiée sous la direction de Ch. Scheffer, 7 fascicules en 1 volume. Les horizons de France, 39, rue du Général-Foy.
 - *Le domaine colonial français*, publié sous les auspices de l'*Union Coloniale française*, préface de M. le maréchal Lyautey. Les éditions de Paris, Martin Brossard, 46, rue de l'Université.
- PIQUET (Victor). — *Histoire des colonies françaises*, bibliothèque historique, in-8°, 1931, Payot.
- SAINTOYANT (J.). — *La colonisation française sous l'ancien régime du XV^e siècle à 1789*, t. I, du XV^e, au traité d'Utrecht 1713. t. II, du Traité d'Utrecht à 1789, 2 vol. in-8°, 1929, Renaissance du Livre.
- RIVIÈRE (P.-L.). — *Colonies. Histoire des Nouvelles Frances. L'épopée coloniale*. Lettre préface de M. le maréchal Lyautey, in-8°, 1932 Delagrave.
- NORMAND (J.). — *Le pacte colonial*. Thèse Paris, in-8°, 1900, Pedone.
- REGISMANSET. — *Régime économique des colonies françaises. Cours professé à l'école coloniale*, 3 fascicules, Les cours des grandes écoles, 3, place de la Sorbonne, Paris, 1932.
- Comité national des Conseillers du Commerce extérieur de la France. *Conférence du commerce colonial*, 18-20 mai 1933, 44 monographies sur les échanges franco-coloniaux, Paris, 22, avenue Victor-Emmanuel-III.
 - Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-mer,

- décembre 1934, avril 1935. *Rapports généraux et conclusions d'ensemble*, 2 vol., Paris, Larose, 1935.
- Du VIVIER de STREEL (E.). — Nos forêts coloniales. *Revue des Deux Mondes*, mai 1934.
- Les fruits coloniaux. *Revue politique et parlementaire*, juin 1934.
- VALET (René). — Les fruits d'Algérie. *Revue économique internationale*, mai 1934.
- ROUY (H.). — Fruits et primeurs dans l'empire. *Revue des ambassades et des questions diplomatiques et coloniales*, juillet 1937.
- La culture des primeurs au Maroc. *Bulletin économique du Maroc*, janvier 1934.
- La commission du blé au Maroc. *Bulletin Afrique Française*, février 1933.
- MAY (Pierre). — Le problème français du blé. *Revue économique internationale*, décembre 1934.
- Maroc, Le régime des blés. *Bulletin de l'Afrique française*, septembre 1933.
- BAJET (E.). — Pour l'écoulement des céréales marocaines. *Bulletin de l'Afrique française*, mars 1933.
- La question du blé au Maroc. *Bulletin économique du Maroc*, octobre 1933.
- COLAS (J.). — L'alfa fibre papetière nationale. *Revue des ambassades et des questions diplomatiques et coloniales*, juillet 1937.
- CLARJEAN (Bernard). — Maroc, l'Exploitation du pétrole. *Bulletin de l'Afrique française*, novembre 1934.
- EYNAC (Laurent). — Le pétrole et la puissance. *Revue économique internationale*, janvier 1937.
- CHRYSTEL-d'ORNHJELM. — La France et le pétrole. *Thèse Ecole libre des sciences politiques*, Paris, in-8°, 1931. Les Presses Universitaires de France.
- CLARIOND (Louis) et MAUCHAUSSÉE (Paul). — Le Charbon au Maroc. La valeur économique de la houillère de Djérada. *Bulletin de l'Afrique française*, décembre 1934.
- LABORDE (F.). — Équivoque et erreurs dans la solution du problème du vin en France. *Revue Economique Internationale*, juin 1934.
- WEILL (Gas, professeur à l'Université de Caen). — La vie économique de la Syrie. *Revue Economique Internationale*, juin 1934.
- JUSSIAUME (E.). — *Réflexions sur l'Economie africaine*, Klincksieck, Paris, 1932.
- GUERNIER. — *L'Afrique champ d'expansion de l'Europe*, in-8°, 1933, Colin.
- HOFFHERR (R.) et MAUCHAUSSÉE (P.). — Industrialisation minière et politique complémentaire franco-marocaine. *Bulletin de l'Afrique française*, avril 1934.
- HOFFHERR (R.) et MORRIS (A.). — La répartition des activités économiques entre la métropole et ses colonies. *Revue Economique Internationale*, mai 1934.
- X.... — Les problèmes de la plus grande France au Congrès de Vichy. *Bulletin de l'Afrique française*, octobre 1933.

- HOFFHERR (René) et MORRIS (A.). — Au Maroc le pouvoir d'achat indigène. *Bulletin de l'Afrique française*, juillet 1934.
- L'indigène marocain et la crise économique. *Revue politique et parlementaire*, avril 1934.
- LADREIT de LACHARRIÈRE (J.). — L'inauguration du Fez Oujda. Soudure des réseaux nord-africains. *Bulletin de l'Afrique française*, juin 1934.
- LAUNAY (L. de). — L'industrie au Maroc. *Bulletin Economique du Maroc*, octobre 1933.
- SABATIER (C.). — *Le transsaharien*, préface de A. Sarraut, Laroze, 1937.
- VIDAILHET (J.). — *Le transsaharien amorce du transafricain*, Laroze, 1937.
- GUILLENET (Paul). — Au Maroc le problème de l'eau. *Bulletin de l'Afrique française*, juillet 1934.
- MOURGUES. — La mise en valeur de la vallée du Niger. *La géographie*, février 1935.
- VIGREUX (P.-B.). — L'épargne nationale française et la mise en valeur de nos colonies. *Annales du droit et des sciences sociales*, n° 4, 1934.
- Le Comité Central des industriels du Maroc. *Bulletin de l'Afrique française*, octobre 1934.
- HOFFHERR (René). — La protection économique du Maroc et l'acte d'Algésiras. *Revue politique et parlementaire*, juin 1932.
- La défense économique du Maroc. La conférence interministérielle de l'Afrique du Nord. *Bulletin Afrique française*, décembre 1933.
- SAYOUS (A.). — Le régime économique du Maroc français. *Revue Economique Internationale*, mai 1934.
- MURAT (Prince Charles). — L'acte d'Algésiras et la crise marocaine. *Revue de Paris*, avril 1934.
- La révision du statut douanier du Maroc et l'opinion espagnole. *Bulletin de l'Afrique française*, juillet 1934.
- A la conférence Impériale. La situation au Maroc. *Bulletin de l'Afrique française*, mars 1935.
- La conférence impériale. Discours d'ouverture de M. A. Lebrun, Président de la République et de M. Louis Rollin, ministre des Colonies. *Bulletin de l'Afrique française*, décembre 1934.
- GIRAULT (Arthur). — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, 3 tomes in-8°, Sirey, 1928.
- NOGARO (B.) et MOYE (M.). — *Le régime douanier de la France*, Paris, in-8°, Sirey, 1931.
- GIRAULT (Arthur). — Le régime douanier colonial. *Revue d'Economie Politique*, 1928, p. 956.
- MARVAUX (A.). — La politique commerciale de la France. *Revue Economique Internationale*, novembre 1934.
- CANDACE (G.). — Le régime douanier de la France et de ses colonies. *Revue Politique et Parlementaire*, juillet 1934.
- Pour l'unité française. *Bulletin de l'Afrique française*, janvier 1934.
- BOYER (R.). — *Les impôts coloniaux, condition juridique et régime fiscal des Sociétés coloniales*, Laroze, 1937.
- CLAQUÉ (R.). — L'institut für Konjunktur forschung de Berlin. *Revue d'Economie Politique*, 1928, p. 134.

- MANN (H. de). — Commerce extérieur et économie dirigée. *Revue économique Internationale*, février 1934.
- RIST (C.). — L'institut scientifique de recherches économiques et sociales. *Revue d'Economie Politique*, novembre-décembre 1934.
- TRUCHY (H.). — Tableaux de l'économie française. *Revue d'Economie Politique*, mars-avril 1935.
- WAGERMANN (D.). — Les méthodes modernes des études de la conjoncture. *Revue Economique Internationale*, avril 1935.
- HOFFHERR (R.) et MAUCHAUSSÉ (P.). — *Formules modernes d'organisation minière africaine*, Sirey, 1933.
- X. X. X. — L'armature scientifique et technique de nos colonies va-t-elle disparaître. *Revue Politique et Parlementaire*, 10 mai 1935.
- DUCHENE (A.). — *La politique coloniale de la France. Le ministère des colonies depuis Richelieu*, in-8°, Payot, 1928.
- ROBER-RAYNAUD. — Un ministère de la France extérieure. *Le Temps*, 23-24 novembre 1933.
- GOUET (Y.). — Le Ministère de la France d'outre-mer et la nature juridique de l'empire colonial français. *Annales du droit et des sciences sociales*, 2^e année, 1934, n° A.
- E. S. — Pour un ministère de la France extérieure. *La dépêche coloniale et maritime* des 9 et 10 octobre 1933.
- LADREIT de LACHARRIÈRE (J.). — Le ministère de la France d'outre-mer. *Bulletin de l'Afrique française*, février 1934.
- JOUGLA (H.). — Le conseil supérieur des colonies et ses antécédents. *Thèse Aix*, 1927.
- GIDE (G.). — Le conseil national économique. *Revue d'Economie Politique*, 1928, p. 1049.
- HERELLE (S.). — A la conférence impériale. Conclusions et vœux. *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, mai 1935.
- Le Maréchal LYAUTEY. *Bulletin de l'Afrique française*, août 1933.
- Jugement Britannique. *Economist*, 26 août 1933.
- WEISSGERBER (F.). — Trois marocains de l'ancien régime. *Bulletin de l'Afrique française*, mars 1934.
- SEILLIÈRE (E.). — *La philosophie de l'impérialisme*. 4 tomes : 1^o Le Comte de Gobineau et l'aryanisme historique ; 2^o Apollon ou Dionysos ; 3^o L'impérialisme démocratique ; 4^o Le mal romantique. Plon, 1908.
- BONNECASE (J.). — *Etude des quatre concepts d'E. Seillière dans le domaine juridique*, Delmas, Bordeaux, 1932.
- HOVIKIAN (A.). — L'impérialisme économique d'après les doctrines socialistes contemporaines. *Thèse Paris*, 1927.
- BRUNO (H.). — Au Maroc à la recherche d'une politique indigène. *Bulletin de l'Afrique française*, août 1933.
- Un africain. Les conditions de l'imperium. *Bulletin de l'Afrique française*, novembre 1934.
- MAUNIER (R.). — *Sociologie coloniale*, édit., Domat-Montchrestien, Paris, 1932.
- LASSERRE (G.). — L'économie dirigée. *Le Semeur*, 15 juillet 1935.
- LENINE (N.). — *L'impérialisme dernière étape du capitalisme*, essai de

- vulgarisation*, in-16, 1923. Librairie de l'Humanité, Nouvelle édition, in-8°, 1925.
- BOUKKHARINE. — *L'économie mondiale et l'impérialisme. Esquisse économique*. Bibliothèque marxiste, n° 4, in-8°, 1928. Éditions sociales internationales, 3, rue Valette.
- HOMO (L.). — *L'Italie primitive et les débuts de l'Empire romain*, t. XVI de l'évolution de l'humanité, in-8°, 1929. La Renaissance du Livre.
- DURUY (V.). — *Histoire des Romains*.
- LOUIS (P.). — *Le travail dans le Monde romain*, Paris, 1912.
- CHAPOT. — *Le monde romain, l'évolution de l'humanité*, t. XXII, in-8°, 1927. La Renaissance du Livre.
- MOMMSEN. — *Histoire romaine*, Paris, Marpon et Flammarion, 1882, 7 vol. in-16.
- GUIRAUD. — *Etudes économiques sur l'antiquité*, 2^e édit., in-16, 1905, Hachette.
- TOUTAIN (J.). — *L'économie antique. Collection L'évolution de l'humanité*, in-8°, 1927, La Renaissance du Livre (XX).
- PEYRE (R.). — *L'empire romain*, Paris, May, in-8°.
- DESOBRY. — *Rome au siècle d'Auguste*, Paris, Dezobry, 1846, 4 vol. in-8°.
- DUREAU de la MALLE. — *Economie Politique des romains*, 2 vol. in-8°, 1840, Hachette.
- HOMO (L.). — *L'empire romain. Le gouvernement du monde. La défense du monde. L'exploitation du monde*, Paris, Payot, 1925, in-8°.
- FERRERO (G.). — *Grandeur et décadence de Rome*, Plon, 1905, 6 vol. in-8°.
- FUSTEL de COULANGES. — *La cité antique*, Paris, Hachette, 1930, in-8°.
- Revues et Journaux coloniaux.

VU

VU

Le Doyen,

Le Président de la thèse,

EDGARD ALLIX

H. SOLUS

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
AVANT-PROPOS.	3

PREMIÈRE PARTIE

LES DONNÉES DU PROBLÈME

CHAPITRE PREMIER

L'AMBIANCE

§ 1. — <i>La guerre et la destruction de l'équilibre mondial. L'impérialisme américain. — Le réveil de l'Asie</i>	7
§ 2. — <i>Crise des prix. — Recul du libre-échange. Protectionnisme.</i>	14
§ 3. — <i>Crise monétaire. — Décadence financière du Vieux-Monde</i> .	16
§ 4. — <i>Crise sociale. — Economie dirigée</i>	18
§ 5. — <i>Conférences Internationales. — Expériences de monnaie dirigée.</i>	19

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE L'IDÉE D'EMPIRE

§ 1. — <i>La guerre et le concept de « plus grande France »</i>	24
§ 2. — <i>L'accroissement des échanges franco-coloniaux</i>	25
§ 3. — <i>L'exemple anglais.</i>	32
§ 4. — <i>Les conférences impériales</i>	34

CHAPITRE III

LES POSSIBILITÉS IMPÉRIALES

§ 1. — <i>Rappel d'histoire Coloniale</i>	43
§ 2. — <i>Fondement d'une politique Impériale</i>	44
§ 3. — SECTION I. — Les importations de la France et ses res- sources coloniales.	46
A) Productions concurrentes.	47
1 ^o Céréales	47
2 ^o Vins.	50
3 ^o Riz	50
4 ^o Sucre	51
5 ^o Rhum.	52
B) Productions non concurrentes.	53
I. Cultures vivrières	53
1 ^o Les fruits et primeurs.	53
a) Agrumes	53
b) Fruits divers	54
c) Primeurs.	54
d) La banane	55
2 ^o Le café.	55
3 ^o Le cacao.	56
4 ^o Le thé.	57
5 ^o Le manioc. — La vanille. — Le poivre	58
II. Cultures industrielles.	58
1 ^o Les oléagineux	58
a) L'arachide	58
b) Le palmiste. — L'huile de palme. — Le coprah.	59
c) L'huile d'olive.	60
d) L'huile de lin. — Ricin. — Soja	61
2 ^o Les textiles végétaux.	62
a) Le coton	62
b) Végétaux filamenteux divers	64
3 ^o Le caoutchouc	66
4 ^o Le tabac.	67
III. Produits forestiers	68
1 ^o Les bois d'œuvre	68
2 ^o La pâte à papier.	69
3 ^o Les bois de teinture et écorces à tan.	70
4 ^o Le liège.	71
5 ^o Les plantes médicinales.	72
6 ^o Les huiles essentielles.	72
7 ^o La gomme arabique	72
8 ^o La laque et le stick-laque	73

IV. Produits animaux.	73
1 ^o L'élevage.	73
2 ^o La laine	74
3 ^o Les cuirs et peaux	75
4 ^o La soie.	76
5 ^o Le poisson	77
V. Produits minéraux.	78
1 ^o Le pétrole	78
2 ^o Le charbon.	80
3 ^o Le cuivre.	82
4 ^o Le fer	83
5 ^o Le manganèse.	84
6 ^o Le zinc et le plomb.	85
7 ^o Le nickel et le chrome.	86
8 ^o L'étain et le tungstène	87
9 ^o Le graphite et le mica	88
10 ^o L'or	88
11 ^o Les pierres précieuses	89
12 ^o Les minerais divers	90
13 ^o Les phosphates	90
14 ^o Le chlorure de sodium	91
15 ^o Le soufre.	92
§ 4. — SECTION 2. — Les Exportations de la France et les débouchés coloniaux	93

DEUXIÈME PARTIE

LES NÉCESSITÉS ET LES MOYENS DE LA POLITIQUE

CHAPITRE PREMIER

ÉCONOMIE COMPLÉMENTAIRE

§ 1. — <i>Politique complémentaire et productions concurrentes. Développement des qualités complémentaires</i>	103
§ 2. — <i>Politique complémentaire et productions non concurrentes. — Prospection minière. — Laboratoires et jardins d'essais. — Standardisation</i>	112
§ 3. — <i>La question des transports maritimes</i>	119
§ 4. — <i>L'organisation du marché métropolitain des produits coloniaux</i>	122

CHAPITRE II

ACCROISSEMENT DE LA CAPACITÉ D'ACHAT
DES POPULATIONS INDIGÈNES

- § 1. — *La question de la main-d'œuvre indigène. — Le Comité d'action colonisatrice et de paysannat indigène.* 125
- § 2. — *L'organisation du marché colonial de productions métropolitaines. — Le rôle des attachés commerciaux. — Les agences économiques des Colonies. — La maison des Colonies.* 131

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTILLAGE COLONIAL
ET SON FINANCEMENT

- § 1. — *Transsaharien et Douala-Tchad.* 134
- § 2. — *Le programme d'outillage de la Conférence de 1935.* 135
- § 3. — *La question du financement. — Le Colonial fund et le Colonial Development advisory committee.* 138
- § 4. — *Projet de Fonds National pour l'outillage public de la France d'outre-mer.* 147
- § 5. — *Le projet du 7 mai 1937.* 149

CHAPITRE IV

CRÉDIT PUBLIC ET CRÉDIT PRIVÉ

- § 1. — *Le régime fiscal des Sociétés coloniales.* 154
- § 2. — *Le rôle des Banques coloniales.* 158
- § 3. — *Le Crédit agricole.* 160
- § 4. — *Le crédit à long terme. — Le crédit à moyen terme. — Le Crédit colonial. — Décret-loi du 8 août 1935.* 162

CHAPITRE V

LE STATUT IMPÉRIAL

- § 1. — *Systèmes douaniers. — Assujettissement. — Assimilation. — Autonomie.* 169

§ 2. — <i>Le statut douanier des colonies françaises.</i>	170
Algérie	170
Tunisie.	172
Maroc.	172
Territoire sous mandat	174
Colonies et protectorats dépendant du ministère des Co- lonies.	175
§ 3. — <i>Préférence impériale et régimes douaniers</i>	177
§ 4. — <i>Participation des colonies aux accords diplomatiques.</i>	180

TROISIÈME PARTIE

LES ORGANISMES DE COORDINATION

CHAPITRE PREMIER

STATISTIQUE. DOCUMENTATION, ORIENTATION TECHNIQUE

§ 1. — <i>De l'utilité de la statistique</i>	185
§ 2. — <i>Inspection générale de l'agriculture, de l'élevage et des forêts.</i>	188
§ 3. — <i>Coordination des laboratoires et stations de recherches.</i>	189
§ 4. — <i>Utilité d'un organisme centra minier.</i>	189

CHAPITRE II

MINISTÈRE D'EMPIRE?

§ 1. — <i>La diversité des rattachements coloniaux.</i>	191
§ 2. — <i>Historique de la question. — Objections et critiques.</i>	193
§ 3. — <i>Nécessité d'un secrétariat permanent</i>	200
§ 4. — <i>Le Haut Comité méditerranéen et de l'Afrique du Nord</i>	200

CHAPITRE III

CONSEIL IMPÉRIAL ÉCONOMIQUE?

§ 1. — <i>Le Conseil supérieur des colonies.</i>	204
§ 2. — <i>Le Bureau permanent de la Conférence Economique de la France Métropolitaine et d'Outre-mer.</i>	207

CRITIQUES ET CONCLUSIONS

§ 1. — <i>Les objections de principe. — Empire et Autarcie</i>	211
§ 2. — <i>Les objections de doctrine. — Le grief d'Impérialisme . . .</i>	213
§ 3. — <i>Les objections de fait. — L'avenir de la conception Impé- riale</i>	215
BIBLIOGRAPHIE	223

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :